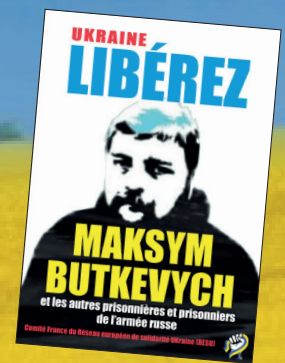


BRIGADES ÉDITORIALES DE SOLIDARITÉ

SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE



n° 21 – 4 juillet 2023

page*2:
Éditions Page deux

SYLÉPSE



NewPolitics



Brigades éditoriales de solidarité

Les Brigades éditoriales de solidarité ont été créées au lendemain de l'agression de la Russie poutinienne contre l'Ukraine. Elles regroupent les éditions Syllepse (Paris), Page 2 (Lausanne), M (Montréal), Spartacus (Paris) et Massari (Italie), les revues *New Politics* (New York), *Les Utopiques* (Paris) et *ContreTemps* (Paris), les sites *À l'encontre* (Lausanne) et *Europe solidaire sans frontières*, les blogs *Entre les lignes entre les mots* (Paris) et *Utopia Rossa*, ainsi que le Centre Tricontinental (Louvain-la-Neuve) et le Réseau syndical international de solidarité et de luttes.

À l'encontre: <https://alencontre.org/>

Centre Tricontinental: www.cetri.be/

ContreTemps: lesdossiers-contretemps.org

Éditions Page 2: <https://alencontre.org/>

Éditions Spartacus: www.editions-spartacus.fr

Éditions Syllepse: www.syllepse.net

Massari Editore, www.massarieditore.it

Entre les lignes, entre les mots: <https://entreleslignesentrelesmots.blog/>

Europe solidaire sans frontières: www.europe-solidaire.org

Les Utopiques: lesutopiques.org

M Éditeur: <https://m-editeur.info/>

New Politics: newpol.org/

Réseau syndical international de solidarité et de luttes: laboursolidarity.org

Utopia Rossa: <http://utopiarossa.blogspot.com>



4 JUILLET 2023

ISBN: 979-10-399-0179-6

ÉDITIONS SYLLEPSE

69, RUE DES RIGOLLES, 75020 PARIS

Illustration de couverture: © Natacha Nisic, *Breaking Dreams, Breaking Lives*, mars 2022, The Crown Project.

Illustrations de Katya Gritsev pour la revue *Commons*: p.14, 17, 22, 112, 113, 114, 131, 133. Collection Brigades éditoriales de solidarité: p.39, 47, 89, 132. Collection particulière: p.42, 43. Photos Jean Puyade et Sylvain Silberstein, collection Brigades éditoriales de solidarité et comité français du RESU: p.107, 108, 109, 110, 111. Collection Comité belge du RESU: p.111, 112. Photos du concert d'Oleg Skrypka, p.109, 110, 111: © Youry Bilak. Photo «Azat Miftakhov lors de son procès» © miftakhov.org.jp, p.103. Photos DR: p.8, 12, 13, 54, 92, 94, 95, 97, 105, 122, 123. Collection Réseau international de solidarité et de luttes: p.117, 118, 119. Logo et badge du comité français du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine: Laurence Boyer. Affiches des «4 heures pour la résistance ukrainienne» et de la «Quinzaine de solidarité»: Philippe Lebrun.

TABLE DES MATIÈRES

SUR LA MUTINERIE DE WAGNER ET SES CONSÉQUENCES
COMITÉ ÉDITORIAL DE *POSLE*
5

NI POUTINE NI PRIGOJINE
FEMINIST ANTI-WAR RESISTANCE
7

IL EST TEMPS DE SORTIR DE L'OMBRE
NEVOYA
8

CHOISIR NOTRE PROPRE CAMP
MOUVEMENT ANARCHISTE D'IRKUTSK
9

SE PRÉPARER POUR LE BON MOMENT
ORGANISATION DE COMBAT ANARCHO-COMMUNISTE
10

LA MUTINERIE RUSSE EST-ELLE DE BON
AUGURE POUR LES UKRAINIENS?
INTERVIEW D'HANNA PEREKHODA
11

JUSTICE POUR NAHEL
SOTSIALNYI RUKH
12

MAKSYM BUTKEVICH CONTINUE DE SE BATTRE:
IL FAIT APPEL DEVANT LE TRIBUNAL DE LOUHANSK
MARIANA SANCHEZ
12

KAKHOVKA: UN ÉCOCIDE CRIMINEL
DÉCLARATION DES SYNDICATS UKRAINIENS
16

CRIMINALISER L'ÉCOCIDE
COALITION 5AM UKRAINE
18

SUR LES CONSÉQUENCES DE LA DESTRUCTION
DU BARRAGE SUR LA SUITE DE LA GUERRE
ENTRETIEN AVEC DENIS PILASH
19

SUR L'ATTAQUE DU BARRAGE DE KAKHOVKA
DÉCLARATION DE SOTSIALNYI RUKH
20

LA CATASTROPHE
MOUVEMENT SOCIALISTE DE RUSSIE
21

POUR UNE TRANSITION ÉNERGÉTIQUE
JUSTE EN UKRAINE
22

CONTRE L'ÉCOCIDE ORGANISÉ PAR
POUTINE ET CONTRE L'IMPUNITÉ
COMITÉ FRANÇAIS DU RÉSEAU DE SOLIDARITÉ UKRAINE
23

PENDANT LA GUERRE LA LUTTE CONTINUE

LA RECONSTRUCTION NÉCESSITERA
UN CHANGEMENT ÉCONOMIQUE RADICAL
YULIYA YURCHENKO
27

POUR UN CONTRÔLE POPULAIRE
SUR LA PROTECTION CIVILE
DÉCLARATION DE SOTSIALNYI RUKH
34

RETRAITÉS: ENTRE MISÈRE ET DOULEUR
PATRICK LE TRÉHONDAT
35

LE CENTRE LGBT+ DE LOUTSK ATTAQUÉ
ENTRETIEN AVEC YANA LYCHKA
38

DÉS OCCUPATION DE LA CRIMÉE:
LES TATARS ET LA VOIE DE LA DÉCOLONISATION
MARIIA CHYNKARENKO
40

DIX THÈSES SUR L'EMPLOI
VITALYI DUDIN
45

BRÈVES
46

DOUBLAGE
SOTSIALNIY RUKH
49



PRISES DE POSITION

LES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE
UKRAINIENNE S'ADRESSENT AUX MOUVEMENTS
PACIFISTES ET ARTISANS DE LA PAIX DE TOUTS LES PAYS
COMMUNAUTÉ UKRAINIENNE DES MÉDIATEURS ET
FACILITATEURS DE DIALOGUE ET LE RÉSEAU FÉMINISTE
UKRAINIEN POUR LA LIBERTÉ ET LA DÉMOCRATIE

52

GUERRE EN UKRAÏNE : DE L'ARME DU
DROIT AU DROIT AUX ARMES
AUDE VAUDANO ET GILLES SAINATI

55

ÉTAT ESPAGNOL : UN « PACIFISME » QUI AIDE POUTINE
ALFONS BECH

66

LA LOI DE PROGRAMMATION MILITAIRE FRANÇAISE
ET L'UKRAÏNE
JEAN-PAUL BRUCKERT

69

MYTHES ET RÉALITÉS DE LA GUERRE EN UKRAÏNE
PAUL SCHÄFER

73

L'ÉTONNANTE OMNIPRÉSENCE
DE L'ARROGANCE AMÉRICAINE
JOHN FEFFER

83

LA QUESTION RUSSE REVIENT AU CENTRE
VINCENT PRÉSUMEY

87

ÉCLAIRAGES

AU TEMPS DES TSARS
JOHN-PAUL HIMKA

91

L'UNIVERSITÉ CLANDESTINE UKRAÏNIENNE (1921-1925)
PRYAMA DIYA

93

OÙ VALA RUSSIE ?

ÉCHOS DU FRONT DES UNIVERSITÉS RUSSES
ROBI MORDER

99

IL FAUT LIBÉRER AZAT MIFTAKHOV
CHRISTIAN MAHIEUX

103

IMAGES D'UNE QUINZAINE ET QUELQUES AUTRES GLANÉES AU COURS DE SEIZE MOIS DE SOLIDARITÉ INTERNACIONALISTE

107

RÉSEAU SYNDICAL INTERNATIONAL DE SOLIDARITÉ
ET DE LUTTES : UN TROISIÈME CONVOI SOLIDAIRE
CHRISTIAN MAHIEUX

116

LES BONI-MENTEURS

NI VU NI CONNU JE T'EMBROUILLE
PATRICK SILBERSTEIN

121

BOÎTE ALERTE

DOMPTER LA GUERRE PAR L'ART
LAURENT VOGEL

125

DAROUSSIA LA DOUCE DE MARIA MATIOS
VLADIMIR CLAUDE FIÛERA

127

AH ! ÇA IRA, ÇA IRA, ÇA IRA, LES DIRIGEANTS
DE L'EMPIRE À LA LANTERNE...
ENTRETIEN AVEC CIO

129

UNE « OSTARBEITER » DE 3 ANS,
L'HISTOIRE DE MARIA TYMOSHUK

131



Sur la mutinerie de Wagner et ses conséquences

COMITÉ ÉDITORIAL DE POSLE¹

Les événements des 23 et 24 juin 2023 sont d'ores et déjà décrits comme le plus grave défi de politique intérieure posé au régime de Poutine. En quelques heures, les unités de Wagner ont réussi, sans grande résistance, à prendre le contrôle de Rostov-sur-le-Don et de Voronej, deux grandes villes du sud de la Russie. Ces unités ont même réussi à s'approcher à quelques centaines de kilomètres de Moscou. En annonçant le début d'une rébellion militaire, le chef de Wagner, Evgueni Prigojine, a ouvertement contesté la nécessité du type d'invasion à grande échelle de l'Ukraine, a exigé la destitution des

1. «Après l'invasion russe en Ukraine, la vie dans les deux pays ne sera plus jamais la même. Mais pour pouvoir continuer à vivre et à agir, nous devons trouver des réponses à certaines questions cruciales. Pourquoi cette guerre a-t-elle commencé? Pourquoi est-elle si difficile à arrêter? À quoi ressemblera l'avenir après la guerre?». Ce sont les questions que posent le site *Posle* («après» en russe) dans sa déclaration d'intention. *Posle* se veut «une tentative de réponse à ces questions. En tant que communauté d'auteurs partageant les mêmes idées, nous condamnons la guerre, qui a déclenché une catastrophe humanitaire, provoqué des destructions colossales et entraîné le massacre de civils en Ukraine. Cette même guerre a provoqué une vague de répression et de censure en Russie. En tant que membres de la gauche, nous ne pouvons pas considérer cette guerre séparément de l'immense inégalité sociale et de l'impuissance de la majorité des travailleurs. Naturellement, nous ne pouvons pas non plus faire abstraction d'une idéologie impérialiste qui s'efforce de maintenir le *statu quo* et qui se nourrit du discours militariste, de la xénophobie et du sectarisme. Notre plateforme vise à examiner la structure de ces problèmes et à penser la manière d'en sortir.» Traduction *À l'Encontre*.

dirigeants militaires de la Russie et a affirmé que son objectif était la restauration de la «justice». Bien que le conflit ait été résolu avec peu de sang versé, il semble que la garantie de stabilité de Poutine et l'unité du régime soient à jamais compromises.

Il ne fait aucun doute que Prigojine est un criminel de guerre et un opportuniste qui poursuit ses intérêts personnels. Dans les mois qui ont précédé la mutinerie, Prigojine a fait de nombreuses déclarations dénonçant les dirigeants militaires russes qui essayaient de prendre le contrôle des unités Wagner composées d'anciens prisonniers russes et d'officiers de l'armée à la retraite [un décret obligeait l'intégration des forces paramilitaires à l'armée russe avec comme date limite le 1^{er} juillet]. Evgueni Prigojine, qui doit sa carrière au patronage de Poutine et qui a de nombreuses relations dans l'appareil de sécurité de l'Etat, s'est avéré être le plus conscient des faiblesses du régime et de la vulnérabilité de la «chaîne de commandement» de Poutine. Les généraux Sergueï Sourovikine² et Vladimir Nikolaevitch Alekseev [vice-amiral], qui ont joué un rôle clé dans la dite «opération militaire spéciale» en Ukraine, ont publiquement appelé Prigojine à «revenir à la raison» et à «conclure l'affaire pacifiquement». La majeure partie de l'armée est restée dans une neutralité silencieuse à l'égard des rebelles. Le ministre de la défense, Sergueï Choïgu, et le chef d'état-major général, Valéri Guerassimov, que Prigojine a demandé à rencontrer, n'ont jamais commenté ce qui se passait et ont disparu. Il est à noter que les tracts

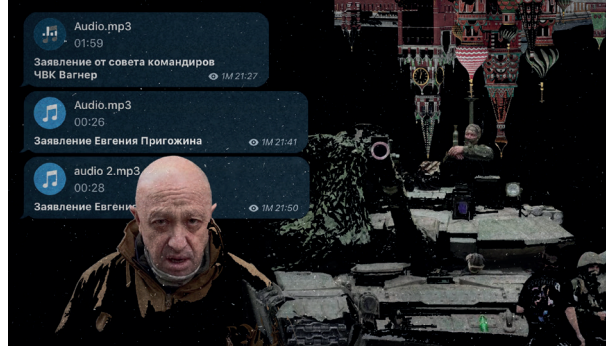
2. Note de *À l'Encontre*: il fut nommé général en août 2021 et promu responsable le 8 octobre 2022 de l'«opération militaire spéciale». Selon *Le Monde* du 12 octobre 2022, «le site russe en exil *Meduza*, citant des sources internes à l'armée, le décrivait comme un partisan des frappes massives de missiles contre les infrastructures ukrainiennes, y compris civiles. Quarante-huit heures après, démonstration était faite.» Il est vrai qu'il avait fait ses classes en Syrie.



distribués par Wagner ne demandaient pas seulement leur démission, mais aussi la tenue immédiate d'une cour martiale pour Choigu et Guerassimov, accusés d'avoir traité brutalement des soldats, d'avoir mal approvisionné l'armée et d'avoir dissimulé la vérité sur le déroulement de la guerre.

Le matin du 24 juin, Vladimir Poutine a prononcé en urgence un discours à la nation de cinq minutes. Il a qualifié la rébellion de Wagner de «coup de poignard dans le dos» de l'armée russe, mais n'a pas mentionné d'actions spécifiques pour l'écraser. Poutine a souligné les dimensions morales et politiques de la mutinerie et l'a qualifiée de trahison méritant la réponse la plus sévère. Il a reproché aux mutins d'avoir mis la Russie au bord de la guerre civile et de la défaite militaire. Cependant, le président russe n'a cité personne [il n'a même pas prononcé le nom de Prigojine], révélant ainsi son manque de préparation et son incertitude face à la situation. Plusieurs milliers de combattants formant les colonnes de Wagner ont traversé une vaste distance en moins d'une journée et se sont volontairement arrêtés à 200 kilomètres de Moscou. Au même moment, le président Poutine a vraisemblablement quitté précipitamment la capitale, enregistrant ses discours depuis sa résidence de campagne éloignée de Valdaï. Les gouverneurs régionaux et les politiciens pro-Kremlin ont juré fidélité au président et à l'ordre constitutionnel sur les médias sociaux seulement quelques heures après le déclenchement de la mutinerie.

Comme on pouvait s'y attendre, certaines forces, factions et citoyens n'ont pas suivi l'appel du président à résister aux traîtres et ont exprimé leur soutien aux rebelles. Il s'agit notamment de néonazis des deux côtés du front : le Corps de volontaires russes (RDK) qui se bat aux côtés des forces armées ukrainiennes et le groupe de sabotage Russitch, qui est engagé



dans un conflit armé avec l'Ukraine depuis 2014 [dans les républiques autoproclamées de Lougansk et Donetsk] en tant que mandataire de la Russie. Prigojine a répondu sans ambiguïté au message de Poutine. Il a déclaré que le président avait «tort» au sujet de la trahison de Wagner, s'est qualifié, ainsi que ses combattants, de «patriotes de la mère patrie», a accusé les fonctionnaires de Moscou de corruption et a refusé de reculer. Cherchant à élargir son soutien, Prigojine a exprimé deux revendications caractéristiques de l'opposition anti-Poutine : les régions russes devraient s'opposer à Moscou suite à l'expropriation des ressources et les dirigeants russes sont formés d'escrocs et de fonctionnaires corrompus qui devraient être démasqués et traduits en justice.

Bien que Prigojine se soit appuyé uniquement sur les unités armées, le programme qu'il a annoncé était censé conférer une légitimité populaire au coup d'Etat. Des habitants de Rostov-sur-le-Don ont acclamé les combattants de Wagner comme des héros, démontrant ainsi que les slogans de Prigojine pouvaient bénéficier d'un soutien populaire. La tentative de mutinerie de Wagner a également révélé la réticence des services de sécurité à intervenir activement dans la situation.

La «marche pour la justice» de Prigojine s'est terminée de manière aussi inattendue qu'elle avait commencé. Le dictateur biélorusse Alexandre Loukachenko a négocié un accord entre Wagner et le Kremlin. Selon les termes de cet accord, Prigojine retire ses unités et les mutins ne sont pas punis pour leurs prétendus «faits d'armes». Les accords avec



Loukachenko semblent également inclure des dispositions secrètes accordant à Wagner une certaine autonomie et définissant le cadre des relations futures avec les dirigeants militaires. L'accord a été garanti par la «parole du président de la Russie», comme l'a déclaré plus tard le porte-parole de Poutine, Dmitri Peskov. En d'autres termes, le public est tenu dans l'ignorance des termes et du contenu de ces accords non officiels. Bien que toutes les unités militaires russes et les citoyens ordinaires aient été appelés soit à participer à la mutinerie, soit à résister aux rebelles, la crise a été résolue par une conspiration entre deux criminels de guerre, l'autocrate biélorusse jouant à la fois le rôle de courtier et d'arbitre.

Si les conséquences de ces événements sont difficiles à prévoir, il est d'ores et déjà clair qu'ils ont changé à jamais le système politique de Poutine. Si cette tentative d'insurrection militaire a connu un certain succès, pourquoi cet exemple ne pourrait-il pas inspirer d'autres tentatives pour tirer parti de ses résultats? Les contradictions au sein des élites russes sont passées des médias à la réalité des villes et des forces armées russes. Le monde entier a pu constater qu'elles ont été résolues (temporairement) en dehors de tout cadre juridique, grâce au compromis garanti par la «parole» de Poutine. En Russie, l'État de droit a cédé la place aux codes mafieux. La parole appuyée par la violence est plus forte que le pouvoir juridique ou même que les déclarations du président prônant des sanctions imminentes. La guerre [contre l'Ukraine] déclenchée par le régime de Poutine devient une menace de plus en plus évidente pour sa stabilité et aboutira inévitablement à son effondrement. Quelle forme prendra cet effondrement? Les masses russes, intimidées et privées de pouvoir, pourraient-elles se manifester? Ces questions restent ouvertes.

Ni Poutine ni Prigojine

FEMINIST ANTI-WAR RESISTANCE

Notre pays est actuellement le théâtre d'un soulèvement armé organisé par Prigojine et la milice privée Wagner. Les administrations et les installations militaires de plusieurs villes ont été saisies, des chars et du personnel militaire de Wagner et du ministère de la défense sont dans les rues, l'état d'urgence anti-terroriste a été décrété dans plusieurs régions.

Nous affirmons que le jour même où Poutine et son gouvernement ont fait entrer des troupes en Ukraine, ils ont fait courir à la Russie le risque d'un désastre économique, d'une guerre civile et de l'arrivée au pouvoir d'une junte militaire. Ces menaces deviennent aujourd'hui rapidement réalité. Nous avons sous les yeux le résultat de l'invasion d'un pays étranger et des nombreux crimes du régime de Poutine.

Le soulèvement de Wagner est une escalade de la violence, une menace directe sur des millions de civils en Russie, en particulier sur les femmes et les enfants. Rappelons que les «combattants» de Wagner sont principalement d'anciens détenus mercenaires, dont beaucoup ont été condamnés pour le meurtre de femmes et pour des violences domestiques.

En tant que mouvement politique soucieux de l'avenir de notre pays, nous ne pouvons soutenir aucun camp dans ce conflit politique interne.

Nous soutenons le retrait des troupes russes d'Ukraine, l'arrestation des criminels de guerre (Poutine et Prigojine compris) et le développement de la démocratie en Russie.

Nous ne voulons pas qu'un autre dictateur et criminel de guerre arrive au pouvoir.

Il est désormais important de rester en contact avec vos amis et votre famille, d'échanger des contacts et des liens importants.

Aux habitants de Rostov-sur-le-Don, de Voronej et des régions: si possible, ne sortez pas de chez vous aujourd'hui. Pour réduire l'anxiété et éviter la panique, limitez votre lecture de l'actualité à deux ou trois sources fiables et essayez d'éviter de diffuser des informations non vérifiées. Il est préférable de publier le moins d'informations possible en ligne aujourd'hui, car il est difficile de prédire quelles lois répressives et de censure la Russie adoptera dans les prochains jours en réponse à la situation actuelle. [...] Ces événements nous obligent à nous organiser et à nous entraider encore plus, le genre de soutien que nous avons appris pendant des années dans le mouvement féministe. Il est temps d'appliquer les compétences que nous avons acquises pour nous soutenir et nous protéger les un·es les autres. Dans un avenir proche, nous préparerons une liste de ressources utiles, de matériel et d'instructions sur la manière de se comporter dans des situations d'escalade de la violence.

S'il y a une demande de soutien en ligne d'urgence avec nos psychologues: envoyez-nous un courriel: https://t.me/femagainstwar_bot, nous l'organiserons.



Il est temps de sortir de l'ombre

NEVOYA¹

Le régime en place, qui a déclenché la guerre en Ukraine, a logiquement conduit à une guerre civile au sein de la Fédération de Russie. Nous voyons comment l'État de Poutine, pourri par le cynisme, le mensonge et le vol, est remis en cause par le chef charismatique d'une armée privée qui tente de canaliser le mécontentement justifié des soldats et des civils vers une nouvelle dictature militaire. Une dictature qui va jeter des millions d'habitants de la Fédération de Russie dans la fournaise d'une guerre criminelle et vouée à l'échec.

Assez!

Les Russes qui veulent vivre en paix et développer leur pays n'ont aucun intérêt dans cette confrontation. Mais nous ne pourrons pas rester les bras croisés: personne d'autre que nous n'apportera la paix, la justice et la démocratie. Oui, il est encore difficile d'imaginer une "troisième force", massive et militante, capable de balayer d'un seul coup tous les responsables et les bénéficiaires de la guerre. Elle n'apparaîtra pas du jour au lendemain. Mais nous devons y travailler.

Toutes ces années, nous avons résisté malgré tout à la radicalisation de la dictature. Nous avons participé à des rassemblements massifs contre les chefs du

1. Nevoja est un média russe de gauche antiguerre qui publie sur sa chaîne *Telegram*. Paru dans *LeftEast* et *Europe solidaire sans frontières*, le 24 juin 2023.

Kremlin qui avaient pris le contrôle de tout le pays; nous avons perturbé des projets commerciaux meurtriers dans nos villes et nos forêts, nous avons gâché la vie de certains fonctionnaires. Nous avons accompli beaucoup de choses. Et pourtant, il y a beaucoup de choses que nous n'avons pas pu accomplir – parce que beaucoup de nos amis, voisins et concitoyens «ne croyaient pas en la politique». Aujourd'hui, nous devons y croire, pour survivre.

Il n'y a qu'une seule façon pour les gens ordinaires d'entrer en politique : l'auto-organisation. Créer leurs propres structures capables de résister à celles imposées d'en haut – avec l'aide de l'argent, de la fraude et de la violence. Nos cours, nos places, nos casernes, nos usines, nos bureaux, nos universités – tout cela devrait être géré par des personnes prêtes à s'organiser, et non par quelqu'un nommé d'en haut ou poussé par le «vote électronique».

Que faut-il faire aujourd'hui?

Renforcer tous les liens existants – avec les voisins, les collègues, les compatriotes – et en créer de nouveaux. Nous avons besoin d'initiatives pour résoudre ensemble les problèmes domestiques inévitables dans un avenir proche – avec l'électricité, la nourriture, Internet, les communications. Nous avons besoin de toutes sortes de structures d'assistance mutuelle et de protection collective, y compris de la part de la police et des groupes paramilitaires. Nous avons besoin de soviets, de comités de grève, de mouvements écologistes et autres, capables de déployer et de radicaliser la lutte pendant que les forces de sécurité et les généraux s'entre-dévorent. En somme, nous avons besoin d'une structure large et démocratique dans tout le pays, capable de désigner ses représentants et de revendiquer le pouvoir.

La dictature veut nous atomiser encore plus pour nous pousser à la guerre, en liant nos intérêts aux siens, en nous liant tous par le sang, en nous intimidant avec la défaite et la «fin de la Russie». Mais si nous nous débarrassons de toute cette caste dirigeante des forces de sécurité et des oligarques qui s'extasiaient devant de nouveaux meurtres de masse, de leur clientèle de propagandistes, de bureaucrates régionaux et de députés corrompus, il ne s'agira pas d'une défaite pour la Russie. Ce sera notre victoire.

L'arrêt de la guerre, le retour des troupes, le démantèlement du régime militariste toxique et de sa base oligarchique sont les principales revendications des Russes en colère et responsables aujourd'hui. Il est temps de s'unir!

Choisir notre propre camp

MOUVEMENT ANARCHISTE D'IRKUTSK²

Dans la situation actuelle autour de la mutinerie Wagner, nous ne pouvons choisir que notre propre camp. Il en va de même pour une grande partie de la population : ni le régime de Poutine ni ceux qui lui disputent l'autorité n'agiront dans l'intérêt de tous les peuples de Russie.

À l'heure actuelle, nous pouvons nous préparer à diverses issues possibles. On ne peut exclure la possibilité que se forment des groupes d'autodéfense populaires, dont la tâche principale dans un scénario de guerre civile à l'intérieur du pays pourrait être d'organiser la sécurité de la population, ainsi que le

2. Paru dans *Europe solidaire sans frontières*.





réseau logistique pour fournir de la nourriture et des produits de première nécessité. Personne ne devrait resté complètement sans défense face aux formations militaires mercenaires et à l'armée russe, et l'une des principales armes dont nous disposons tous est la solidarité et l'entraide.



Dans le même temps, nous devons réfléchir à ce que nous ferons si l'autorité actuelle de l'État s'effondre dans la ville d'Irkoutsk ou dans l'ensemble de la région d'Irkoutsk³.

Nous préconisons l'organisation de conseils populaires ouverts, d'assemblées et de forums sur toutes les questions les plus importantes de la vie publique, y compris l'économie, l'approvisionnement, la conservation de la nature, les droits humains, l'auto-défense, l'éducation et les services municipaux. Dans toutes ces structures, nous aimerions voir des comités indépendants de femmes et de peuples indigènes⁴.

En attendant, nous observons l'évolution de la situation. Poutine parle déjà à la télévision, disant qu'il craint la destruction du système étatique et le début de l'«anarchie»! En tant qu'anarchistes, nous

pouvons dire que le dictateur a raison de craindre l'anarchie: après tout, cela implique que son pouvoir et l'idée du «monde russe» cesseront d'exister, et qu'au lieu de cela, la société commencera à fonctionner selon les principes de l'auto-gouvernement, de la décentralisation et du fédéralisme.

Nous pensons que l'anarchie est encore loin dans ce pays. Mais nous ne sommes pas impuissants face à la situation actuelle; nous pouvons nous préparer à tout ce qui peut arriver et observer attentivement si un moment favorable se présentera pour tous ceux qui aspirent à la liberté et qui sont fatigués du régime de Poutine. Nous aimerions que tous ceux qui envisagent de le faire réfléchissent à ce qu'ils feraient dans ce cas, et qu'ils s'associent à d'autres personnes dignes de confiance et sur lesquelles on peut compter.

C'est la chose la plus simple et la plus élémentaire que l'on puisse faire maintenant.

Se préparer pour le bon moment

ORGANISATION DE COMBAT ANARCHO-COMMUNISTE⁵

Nous sommes effectivement entrés dans une nouvelle phase de ce tournant de l'histoire. Il est clair depuis longtemps que ceux qui sont au sommet de la structure du pouvoir commenceront bientôt à se ronger les uns les autres; ce n'était qu'une question de temps.

Aujourd'hui, la tâche principale des mouvements anarchistes et de libération, tant en Russie

3. La région d'Irkoutsk est située dans le sud-est de la Sibérie et abrite plusieurs peuples originaires.

4. L'histoire de la colonisation de la Sibérie est à peu près parallèle à la chronologie et aux événements de la colonisation de ce que l'on appelle les Amériques.

5. Publié dans *Crimethinc*.

qu'à l'étranger, est de consolider les forces disponibles, d'acquiescer ce qui est nécessaire, d'analyser le moment, d'établir les canaux de communication qui se sont effondrés et d'être prêts à agir. [...]

Une chose est claire. Premièrement, le moment de la confrontation armée directe est plus proche que jamais. [...] Mais cette période d'attente du bon moment doit être mise à profit. Et tout le temps, à chaque instant – pour se préparer et augmenter sa capacité d'action – mais aussi pour analyser la situation à chaque instant, pour être prêt à commencer à agir, en laissant tout derrière soi, même si la capacité d'action est insuffisante. Car pire que de commencer tôt, de se précipiter, c'est d'oublier le moment où l'on pourrait faire basculer l'histoire dans la bonne direction.

Nous aimerions également dire un mot sur les appels à attaquer les bureaux d'enregistrement et d'enrôlement des militaires et d'autres bâtiments gouvernementaux en ce moment même.

Nous ne sommes pas du tout d'accord avec cet appel. En ce moment même, l'ennemi se prépare à repousser une attaque, non pas de partisans, mais de mutins armés. Attaquer de tels cibles en ce moment, c'est gaspiller vos ressources, c'est pratiquement attaquer à mains nues les forteresses de l'ennemi.

La guérilla doit frapper là où l'empire est vulnérable, pas là où se trouve l'armure. Frapper là où l'ennemi n'attend pas. C'est pourquoi, en ce moment même, il est possible d'attaquer des cibles éloignées des villes. L'ennemi a rassemblé ses forces pour se défendre? Cela signifie qu'il a exposé les frontières lointaines et les voies d'accès. Attaquer les gazoducs et les oléoducs, attaquer les voies ferrées menant aux installations militaires (mais loin de celles-ci), attaquer les lignes électriques et les conduites d'eau qui

alimentent les bases policières et militaires. Mais pas les cibles où l'ennemi attend. [...]

Un partisan vif et prêt au combat qui peut participer à de futures confrontations est aujourd'hui cent fois plus important qu'un partisan qui lance un projectile improvisé sur un flic et qui a été abattu par un flic stressé.

Sans oublier que nous vivons désormais sous le «régime des opérations antiterroristes». [...]

La mutinerie russe est-elle de bon augure pour les Ukrainiens?

INTERVIEW D'HANNA PEREKHODA⁶



6. Radio télévision suisse.

Justice pour Nahel

SOTSIALNYI RUKH¹

Le meurtre de Nahel, 17 ans, par un policier, a déclenché une véritable révolte de la jeunesse en France. Ce meurtre s'inscrit dans la longue et triste liste des crimes commis par la police française, qui touchent particulièrement les jeunes dont les parents sont originaires d'anciennes ou d'actuelles colonies françaises (Algérie, Afrique, Martinique, etc.).

Quinze jours avant la mort de Nahel, un jeune Guinéen de 19 ans a été tué par un policier le 19 juin alors qu'il partait travailler (Angoulême).

Le 30 juin, le Haut-Commissaire des Nations unies pour les droits humains a dénoncé les «profonds problèmes de racisme et de discrimination raciale dans la police [française]». De plus, une loi de 2017 permet une large utilisation des armes par la police, ce qui est devenu pratiquement «un permis de tuer».

Plus profondément, la jeunesse française, et particulièrement celle perçue comme noire ou arabe, connaît une détresse sociale. Victime de discriminations dans le travail, le logement, l'accès aux loisirs, ces jeunes subissent quotidiennement et sans raison des contrôles de la part de la police qui sont le plus souvent humiliants

Une habitante de Marseille (sud de la France) a posé le bon diagnostic: «Les jeunes enfermés dans des ghettos, sans perspectives sociales, sont en train de faire la révolution.» Les émeutes actuelles en France rappellent les émeutes raciales de Los Angeles en 1992 suite au passage à tabac de Rodney King par la police et l'assassinat de George Floyd en 2020.

1. Déclaration du 3 juillet 2023.

Depuis des années, les jeunes subissent quotidiennement le racisme, la discrimination et la violence. Cela ne peut pas durer.

En tant qu'organisation internationaliste, Sotsialnyi Rukh déclare sa totale solidarité avec la jeunesse française dans sa lutte pour la dignité et les droits.

Maksym Butkevych continue de se battre: il fait appel devant le tribunal de Louhansk

MARIANA SANCHEZ²

Le tribunal de la République populaire (autoproclamée) de Louhansk (LPR) examinera un appel contre la condamnation du militant des droits humains Maksym Butkevych, qui a été condamné à treize ans de prison pour «avoir tiré avec un lance-grenades sur un immeuble résidentiel à Severodonetsk». Voilà ce qu'a déclaré son avocat Leonid Solovyov a déclaré à Yeltrans.

À la demande du défenseur, la Cour suprême de la LPR a rétabli le délai d'appel et a accepté l'appel contre le verdict – ce qui signifie que celui-ci n'est pas entré en vigueur.

Dans sa plainte, l'avocat de Maksym a fait référence à la publication par *Uzdarat* sur le fait que Butkevych n'aurait pas pu se trouver à Severodonetsk le 4 juin

2. Membre des Brigades éditoriales de solidarité et du Comité français du RESU.



2022. Ce jour-là, selon l'enquête de l'armée russe, Maksym aurait tiré avec un lance-grenades sur l'entrée d'un immeuble d'habitation où se trouvaient des voisins.

Un média en ligne a découvert que Butkevych se trouvait, au contraire, dans la région de Kyiv le 4 juin 2022 et qu'il n'a été redéployé dans la région de Louhansk avec son unité que le 14 juin au plus tôt.

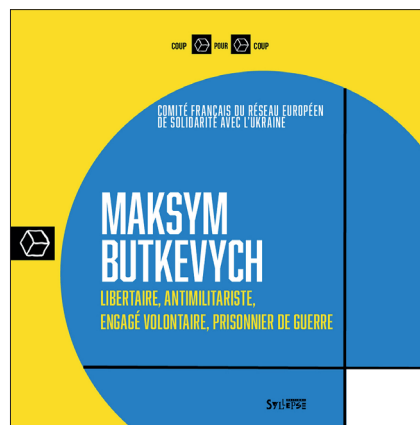
Sur la base de cette preuve, l'avocat a demandé dans sa plainte que le verdict soit annulé et que l'affaire pénale contre Butkevych soit close.

La plainte de l'avocat de la défense et l'affaire Butkevych ont été envoyées à la cour d'appel militaire de la région de Moscou, accompagnées de la position du procureur, qui a insisté, lui, pour que le verdict reste inchangé.

En attendant la solidarité se poursuit.

Un appel a été lancé au Conseil européen pour exiger sa libération.

Signez et faites signer l'appel pour la libération de Maksym Butkevych: <https://framaforms.org/appel-a-signature-1678807076>





Katya Gritseva, «Afrique».

KAKHOVKA : UN ÉCOCIDE CRIMINEL

Déclaration des syndicats ukrainiens

Le Syndicat indépendant des mineurs d'Ukraine et d'autres organisations syndicales affiliées d'IndustriALL Global Union et d'IndustriALL-Europe ont fait une déclaration sur l'explosion de la centrale hydroélectrique de Kakhovka et sur une catastrophe environnementale en Ukraine.

Le 6 juin 2023, en Ukraine, l'agresseur russe a commis un nouvel acte terroriste à l'échelle mondiale et a provoqué un accident d'origine humaine à grande échelle en Ukraine et en Europe. La centrale hydroélectrique de Kakhovka, occupée depuis longtemps par les Russes, a été minée et dynamitée par les Russes. Le barrage et la salle des machines sont complètement détruits. Selon Ukrhydroenergo, la centrale de Kakhovka ne pourra pas être remise en état.

Les menaces qui pèsent sur les civils augmentent de minute en minute. Environ 80 localités doivent être évacuées.

L'eau détruira les villes et les villages, les bâtiments, les infrastructures, les entreprises. Et le mécanisme de destruction de l'environnement et des écosystèmes pour de nombreuses années a été mis en place. La pollution des entreprises et de leurs produits, par exemple les produits pétroliers, les matériaux chimiques, entraînera une pollution massive, et la crise sanitaire et épidémiologique ne se fera pas attendre. On sait déjà que plus de 450 tonnes d'huile de moteur, qui se trouvaient dans des turbines et des transformateurs, sont tombées dans l'eau.



La plus grande centrale nucléaire d'Europe, ZNPP, utilise l'eau du réservoir de Kakhovka pour refroidir les réacteurs. Le niveau d'eau nécessaire à la centrale diminue très rapidement, ce qui constitue une menace potentielle pour la centrale, avec les conséquences que cela implique pour l'ensemble du continent européen et pour le monde entier.

On ne sait pas encore ce qu'il adviendra exactement de la rive du réservoir de Kakhovka du côté de la centrale, qui a été minée par les occupants, sous l'influence de l'écoulement de l'eau.

Mais il est clair que les champs de mines russes piégés sous l'eau seront emportés par les courants d'eau.

Dans le même temps, les délégations du pays terroriste qu'est la Russie et de son complice le Belarus participeront à la 111^e conférence annuelle de l'OIT à Genève, du 5 au 16 juin 2023.

Ce pays terroriste qui, selon la convention de Genève, commet un crime de guerre en faisant sauter le barrage de la centrale hydroélectrique de Kakhovka, devrait être expulsé de toutes les organisations et associations internationales.

Nous appelons les fédérations syndicales internationales à faire des déclarations sur l'inadmissibilité de la participation de la Russie et de la Biélorussie aux travaux de la conférence de l'OIT et à d'autres événements de l'OIT!

Nous vous demandons également de renforcer l'assistance à l'Ukraine dans diverses directions afin d'accélérer la victoire de l'Ukraine et de traduire la Russie en justice.

Nous soulignons qu'en détruisant la centrale hydroélectrique de Kakhovka, la Russie a une fois de plus commis un crime de guerre, violé les normes du droit humanitaire et du droit de l'environnement. Il s'agit de la poursuite de la politique russe de destruction des biens civils, des infrastructures et des

secteurs économiques en Ukraine afin d'infliger un maximum de pertes humaines et de destructions. La Russie a déjà causé 700 milliards de dollars de dommages à l'Ukraine, y compris la destruction de villes industrielles entières avec des entreprises métallurgiques et minières.

La Russie doit assumer la responsabilité internationale de tous ses crimes.

Nous vous demandons de devenir la voix de l'Ukraine sur les plateformes internationales.

Aidez l'Ukraine à instaurer la paix et la sécurité sur l'ensemble de son territoire!

Travailleurs de l'énergie et de l'industrie nucléaires d'Ukraine
Syndicat des travailleurs des industries métallurgiques et minières d'Ukraine

Syndicat indépendant des mineurs d'Ukraine

Syndicat des travailleurs de l'énergie et de l'industrie électrotechnique d'Ukraine

Syndicat des travailleurs de l'industrie pétrolière et gazière d'Ukraine

Syndicat des travailleurs de l'industrie chimique et pétrochimique d'Ukraine

Syndicat des travailleurs de la construction aéronautique et mécanique d'Ukraine

Syndicat des travailleurs de l'industrie de la défense d'Ukraine

Syndicat des travailleurs de la radio, de l'électronique et de la mécanique d'Ukraine

Syndicat des travailleurs de l'automobile et de la machinerie agricole d'Ukraine

Syndicat de la construction de machines et du travail des métaux d'Ukraine

Syndicat des travailleurs de l'industrie du charbon d'Ukraine

Syndicat des constructeurs de machines et d'instruments

<https://ukrainesolidaritycampaign.org/2023/06/07/ukrainian-trade-unions-statement-on-kakhovka-hpp-explosion-and-an-environmental-disaster-in-ukraine/>



Criminaliser l'écocide

COALITION 5AM UKRAINE¹

La coalition voit dans l'explosion de la centrale hydroélectrique de Kakhovka dans la nuit du 6 juin 2023 les signes d'un crime de guerre dont toutes les circonstances restent à établir. Cependant, il est d'ores et déjà évident que les auteurs de ce crime ne pouvaient pas ne pas être conscients des conséquences dévastatrices d'un tel acte.

Les photos et vidéos disponibles témoignant de l'ampleur des dégâts subis par le barrage confirment la version selon laquelle le barrage a été détruit à l'aide d'explosifs. Un tir de missile ne pouvait pas avoir un effet aussi instantané et provoquer la formation d'un grand trou. Compte tenu du contrôle exercé par la Russie sur la centrale hydroélectrique et des rapports sur son exploitation minière datant d'octobre 2022, il semble désormais très probable que l'explosion soit le résultat d'une détonation délibérée d'explosifs mis en place par la Fédération de Russie.

Les barrages et les digues font partie des objets bénéficiant de l'un des plus hauts niveaux de protection juridique définis par le droit international humanitaire. Ces objets, ainsi que les centrales nucléaires, sont appelés ouvrages et installations contenant des forces dangereuses.

L'explosion d'un barrage déversoir de la centrale nucléaire de Kakhovka constitue une violation grave de l'interdiction établie par l'article 56 du protocole

additionnel à la convention de Genève relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux. Cette règle interdit les attaques contre des ouvrages et des installations contenant des forces dangereuses (barrages, digues et centrales nucléaires), même si ces objets sont des objectifs militaires, si une telle attaque peut entraîner la libération de forces dangereuses et, par conséquent, de graves pertes au sein de la population civile.

Ces actions illégales constituent des violations graves d'un grand nombre de normes conventionnelles et coutumières du droit humanitaire international et constituent sans aucun doute un crime de guerre. L'explosion de la centrale de Kakhovka confirme une fois de plus la nature barbare et criminelle de la guerre menée par la Fédération de Russie.

L'explosion du HPP est presque le seul cas dans l'histoire de la justice pénale internationale qui peut être classé sous l'article 8 (b) (iv) du statut de Rome de la Cour pénale internationale :

Lancer intentionnellement une attaque en sachant qu'elle causera incidemment des pertes en vies humaines, des blessures aux personnes civiles, des dommages aux biens de caractère civil ou des dommages étendus, durables et graves à l'environnement naturel qui seraient manifestement excessifs par rapport à l'ensemble des avantages militaires concrets et directs attendus.

Il est actuellement difficile de prévoir les résultats de l'explosion de la centrale hydroélectrique de Kakhovka, ainsi que toutes les conséquences négatives et tragiques pour la région de Kherson et l'ensemble de l'Ukraine. L'inondation d'une vaste zone à la suite de l'explosion du barrage déversoir de la centrale de Kakhovka privera d'eau potable les habitants de la région de Kherson et de la Crimée temporairement occupée. En outre, elle menace d'inondation



1. Publié le 6 juin 2023, zmina.ua.

et de destruction des dizaines d'agglomérations, ainsi que le fonctionnement de la centrale nucléaire de Zaporijjia. Une catastrophe environnementale d'une telle ampleur peut être qualifiée d'écocide.

L'explosion de la centrale de Kakhovka par l'armée russe indique une fois de plus le mépris total de la Russie pour ses obligations internationales et le droit humanitaire international, mépris qui est devenu la politique établie de la Fédération de Russie, un État qui terrorise la population civile et mène une politique génocidaire à l'encontre du peuple ukrainien.

La Coalition 5AM Ukraine a souligné que seule la désoccupation de tous les territoires de l'Ukraine mettra fin aux violations massives du droit international humanitaire, des droits de l'homme et à la destruction barbare de l'environnement qui résulte de l'agression russe.

Nous appelons le monde à prendre des mesures pour priver la Russie de son influence au sein du Conseil de sécurité des Nations unies et d'autres organisations internationales.

Les auteurs immédiats et les hauts responsables politico-militaires de la Fédération de Russie doivent être tenus de rendre des comptes pour l'explosion de la centrale de Kakhovka et pour les autres crimes de guerre commis par la Russie en Ukraine. Les organisations membres de la coalition Ukraine 5AM y travaillent en permanence et sont prêtes à fournir toutes les données documentées à la Cour pénale internationale et aux autres institutions qui enquêtent sur les violations du droit international humanitaire en Ukraine.

L'explosion de la centrale hydroélectrique de Kakhovka et d'autres crimes environnementaux commis par la Russie sur le territoire de l'Ukraine devraient inciter la communauté internationale

à criminaliser l'écocide² en tant que cinquième crime relevant de la compétence de la Cour pénale internationale.

La coalition Ukraine 5AM a commencé ses travaux le 25 février 2022, le lendemain du début de l'invasion russe à grande échelle de l'Ukraine. Aujourd'hui, la coalition regroupe 34 ONG et quatre experts individuels. Ils ont uni leurs efforts pour documenter systématiquement les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité commis lors de l'agression armée russe contre l'Ukraine. La coalition est également engagée dans la protection des victimes de la guerre russo-ukrainienne par le biais des mécanismes de justice nationaux et internationaux existants. Ces efforts visent à obtenir justice en demandant à l'élite dirigeante de la Fédération de Russie de rendre compte du crime d'agression contre l'Ukraine.

Sur les conséquences de la destruction du barrage sur la suite de la guerre

ENTRETIEN AVEC DENIS PILASH³

Cliquer sur le logo



2. www.stopecocide.earth/legal-definition.

3. Denis Pilash est membre de Sotsialnyi Rukh.



Sur l'attaque du barrage de Kakhovka

DÉCLARATION DE SOTSIALNYI RUKH

Le 6 juin, l'une des plus grandes catastrophes causées par l'homme depuis le début de la guerre en Ukraine s'est produite. L'explosion de la centrale hydroélectrique de Kakhovka par les troupes russes est un horrible acte de terrorisme et d'écocide, une violation flagrante du droit international humanitaire et un crime de guerre, qui compromet encore davantage la sécurité alimentaire et environnementale mondiale.



Des dizaines de localités et au moins 16 000 personnes risquent d'être inondées à la suite de la destruction du barrage. L'évacuation de la population des zones inondées dangereuses auxquelles il est possible d'accéder, y compris l'un des quartiers de Kherson, a commencé. Des dommages irréparables ont été causés non seulement aux personnes et à leurs maisons.

Des centaines d'animaux sont morts dans le seul zoo de Kazkovaya Dibrova, qui a été complètement inondé; des milliers d'animaux domestiques et sauvages dans les zones inondées auraient pu subir le même sort. La perte du réservoir de Kakhovka menace l'approvisionnement en eau de plusieurs régions, de nombreuses villes, de villages, de terres agricoles et de bassins de refroidissement des réacteurs de la centrale. Le grand nombre de poissons sur les terres pourrait entraîner des épidémies de botulisme dues à leur consommation. Enfin, les

conséquences environnementales à long terme ne se limitent pas à cela: des problèmes tels que la désertification ne feront que s'aggraver et hanter les générations futures.

Sotsialnyi Rukh souligne que tant que les forces d'occupation russes se trouvent sur le territoire de l'Ukraine, sa population ne peut pas être en sécurité et est sous la menace d'éventuelles attaques terroristes chaque jour.

Nous pensons que la meilleure aide consiste à soutenir les volontaires et les organisations locales qui sont directement impliqués dans le soutien aux victimes et leur évacuation. Par conséquent, nous espérons que les militants et les syndicats locaux s'uniront pour aider toutes les personnes touchées par cette catastrophe par tous les moyens possibles.

Une situation aussi amère nous rappelle une fois de plus l'importance d'une approche socialement orientée de l'État face aux problèmes de la population, afin de pouvoir relever les défis actuels à grande échelle. Surmonter les conséquences de telles catastrophes avec l'aide de pratiques néolibérales qui ne font qu'aggraver la situation est peut-être le problème le plus difficile de l'avenir proche de notre pays.

La catastrophe

MOUVEMENT SOCIALISTE DE RUSSIE¹

Il est douloureux de regarder les images de villages et de villes qui disparaissent sous les eaux. À Novaïa Kakhovka, construite sous le signe de l'amitié entre les peuples, plus d'un sycomore centenaire a été inondé et les enclos du zoo ont été réduits au silence. Des dizaines de milliers de personnes ont dû fuir leur maison en quelques heures, sans savoir si elles reviendraient un jour. Mais la tragédie des premières heures après la catastrophe n'est pas la seule chose qui attend les rives du Dniepr.

Les conséquences de la rupture d'un barrage sont difficiles à prévoir avec précision, mais les experts en environnement parlent d'une catastrophe. Le parc naturel national de Nijnedniprovsky sera considérablement inondé. Son territoire abrite 71 espèces d'animaux et 32 espèces de plantes, répertoriées comme espèces en danger. Les habitants des villages côtiers qui n'ont pas déclaré l'évacuation prendront-ils soin de ces espèces? En aval, quinze espèces de plantes endémiques (que l'on ne trouve nulle part ailleurs) et une espèce endémique de fourmis ont trouvé refuge. Il reste à voir si l'écoulement rapide de l'eau les fera disparaître.

On ne peut pas non plus affirmer que l'écosystème reviendra un jour à son état antérieur. Les terres inondées se transformeront en marécages, et les rives peu profondes situées en amont de la centrale hydroélectrique détruite risquent de devenir des déserts. En outre, les steppes autrefois fertiles de l'un

des plus grands exportateurs de céréales deviendront impropres à l'agriculture.

L'écologiste Evgeny Simonov remarque :

À long terme, je suis plus préoccupé par ce qui se passera dans le réservoir lui-même. S'il est libéré, nous aurons un immense espace dénudé de limon, pollué par des déchets industriels, notamment des métaux lourds. Nous pourrions avoir des tempêtes de poussière contenant des substances dangereuses et, dans le pire des cas, elles dureraient des décennies.

Cependant, le danger ne concerne pas seulement les zones situées à proximité du réservoir. Les deux rives du Dniepr sont minées, et les mines peuvent exploser soudainement ou flotter dans l'eau pendant des années. L'experte Lyudmila Tsyganok prédit également que «les produits chimiques, les déchets, les produits pétroliers – la pollution atteindra l'estuaire et la mer Noire – l'ensemble de l'écosystème de la mer Noire sera détruit».

Reste à savoir s'il s'agit d'un calcul inhumain ou d'une négligence inexcusable. Une chose est claire : les enfants des habitants de la mer Noire et de la région de Kherson paieront pour les ambitions impériales d'un cercle étroit, et l'humanité, qui est privée de biodiversité, paiera pour la famine due aux ruptures d'approvisionnement en céréales. Notre tâche, en tant que militants de gauche, est de comprendre que chaque jour de guerre augmente le nombre de problèmes qui devront être résolus à l'avenir.



1. Canal Telegram.

Pour une transition énergétique juste en Ukraine

Le site web de gauche *Commons* vient de publier une brochure en anglais qui est une version adaptée et mise à jour des résultats du projet «Just Transition for Ukraine».

La publication est consacrée aux politiques alternatives dans les secteurs de l'énergie et du climat. Elle cherche à répondre à la question de savoir comment combiner efficacement les actions du régulateur étatique dans la transition vers les sources d'énergie renouvelables, tout en tenant compte des impacts sociaux.

À cette fin, la brochure analyse les expériences étrangères en matière de réformes énergétiques et les compare au contexte ukrainien.

Elle donne un aperçu des engagements de l'Ukraine dans le cadre des accords internationaux sur le climat.

Les conséquences de la dégradation des industries énergétiques traditionnelles et des régions charbonnières en particulier sont analysées.

Les possibilités de production de nouveaux types d'énergie renouvelable et leur orientation vers l'exportation sont examinées.

Les conditions préalables à une tarification plus équitable et au développement durable des énergies vertes sont discutées, et de nouvelles approches sont proposées.

Table des matières

- Marchés de l'énergie en Ukraine: libéralisation des marchés de l'électricité et du gaz en Ukraine.

- Réforme du marché de l'électricité. La menace de la déréglementation.
- Énergies renouvelables en Ukraine: équilibre entre la pauvreté énergétique et les effets du changement climatique.
- Transition (in)juste. L'avenir des régions charbonnières en Ukraine.
- L'hydrogène sauvera-t-il l'Ukraine de la crise climatique et de la dépendance économique?

Pour télécharger la brochure (en anglais) cliquer sur la couverture.



Contre l'écocide organisé par Poutine et contre l'impunité

COMITÉ FRANÇAIS DU RÉSEAU DE SOLIDARITÉ
UKRAINE

La Fédération de Russie a dans la nuit du 5 au 6 juin 2023 commis un nouvel acte d'écocide en Ukraine en faisant exploser la centrale hydroélectrique de Nova Kakhovka. Il s'agit de la plus grande catastrophe d'origine humaine survenue en Europe au cours des cinquante dernières années. Elle a des conséquences pour l'Ukraine, pour l'Europe, pour le monde. Cet écocide dû à une guerre est dans la continuité de celui provoqué par l'armée américaine pendant la guerre du Vietnam qui déversa au-dessus des forêts vietnamiennes un puissant défoliant chimique : l'agent orange. Ce crime en provoquant des ravages humains et environnementaux durables a permis la définition de l'écocide : «Le fait, en exécution d'une action concertée tendant à la destruction totale ou partielle d'un écosystème, en temps de paix comme en temps de guerre, de porter atteinte de façon grave et durable à l'environnement et aux conditions d'existence d'une population.» C'est ce qui s'est passé avec la destruction du barrage de Nova Kakhovka.

Long de 240 kilomètres, le réservoir attenant à ce barrage contenait plus de 18 milliards de tonnes d'eau. Sa rupture a pour conséquence première l'inondation qui fait disparaître des dizaines de village

sur les deux rives du Dniepr, la mort de centaines d'habitants et l'évacuation de dizaines de milliers d'autres. Les mines dispersées et non encore exploitées mettent les secours en danger un peu partout. Un à deux millions de personnes sont durablement privées d'eau potable et d'électricité. Le brassage des égouts et des cimetières s'ajoute à l'inondation pour créer le risque probable d'épidémies (choléra, dysenteries...) et ajoute au désastre écologique, une catastrophe sanitaire. Les associations environnementales ukrainiennes dénoncent cet écocide comme «la pire catastrophe environnementale en Europe depuis Tchernobyl».

Cet écocide est un crime contre la biodiversité

Alors que l'Ukraine concentre 35 % de la flore et de la faune européenne, les combats ont bouleversé les écosystèmes du pays. L'attaque contre le barrage contribue à l'extinction de la faune aquatique et terrestre. La première conséquence, liée au déversement des 18 milliards de tonnes d'eau que retenait le barrage, fera subir au Dniepr, quatrième fleuve le plus long d'Europe, une grave perturbation de ses écosystèmes jusqu'aux zones côtières de la mer Noire. Elle est aggravée par la pollution chimique massive : 150 tonnes et potentiellement 300 tonnes d'huile de machine provenant d'une usine attenante au barrage se déversent ainsi que les silos et dépôts d'engrais et de pesticides ; des sels de métaux lourds et des dépôts radioactifs sont brassés. Le tout va ensuite polluer la mer Noire, cependant que l'assèchement progressif de la zone inondée et du fond du barrage risque de former une sorte de désert, le tout dans le contexte du réchauffement global.

Les effets de la destruction de ce barrage pourraient s'étendre sur 5 000 kilomètres carrés. En amont, des



écosystèmes aquatiques entiers pourraient être privés d'eau et disparaître, Des milliers de poissons ont été retrouvés, morts, sur le fond asséché du réservoir. Au total, quarante-trois espèces de poissons pourraient être privées de leur habitat. Les plantes aquatiques, hirondelles et canards morillons qui vivaient dans le réservoir pourraient également périr. En aval, 48 zones protégées – dont trois parcs nationaux, notamment la réserve de biosphère de la mer Noire classée à l'Unesco, sont directement menacés – pourraient être détruites par les inondations.

Cet écocide met en danger la sécurité de la centrale nucléaire de Zaporijjia

La plus grande centrale nucléaire d'Europe, la ZNPP située à Zaporijjia, utilise l'eau du réservoir de Kakhovka pour refroidir les réacteurs. Le niveau d'eau nécessaire à la centrale diminue très rapidement, ce qui constitue une menace potentielle pour cette centrale, avec les conséquences que cela implique pour l'ensemble du continent européen. Située en amont du barrage, la retenue d'eau formée par le barrage de Nova Kakhovka représente jusqu'à présent la principale source de refroidissement de cette installation nucléaire ; si le niveau du réservoir passe sous la barre de 12,7 mètres, l'eau qu'elle contient ne pourra plus être pompée pour refroidir l'installation. Le tarissement à moyen terme de l'eau de refroidissement de la centrale nucléaire occupée met en danger les installations déjà minées par les forces russes.

Cet écocide est un crime humanitaire contre le peuple ukrainien et contre les peuples du Sud

L'Ukraine est l'un des principaux pourvoyeurs mondiaux de céréales. La récolte céréalière 2024 des régions environnantes est gravement compromise

avec des effets mondiaux. Les silos de grains sont sous l'eau. Le barrage de Kakhovka est aussi utilisé pour fournir de l'eau potable et l'irrigation pour la partie méridionale de l'Ukraine, déjà l'une des plus sèches du pays. Sa destruction constitue donc un risque majeur pour l'alimentation en eau de millions de personnes. Des centaines de milliers d'hectares de terres agricoles seront privées d'eau, ce qui pourrait entraîner une catastrophe humanitaire et menacer la sécurité alimentaire du pays. Depuis le début de la guerre et le bouleversement des chaînes d'approvisionnement mondiales, l'accès à une alimentation de base devient extrêmement compliqué dans plusieurs régions du monde, surtout au Sud. La Russie et l'Ukraine représentent 30 % des exportations de blé. Depuis la guerre, les prix explosent et les produits disparaissent des étals. Les dommages concerneront l'agriculture et l'élevage, laissant craindre un désastre humanitaire.

La guerre d'agression coloniale de la Russie de Poutine contre l'Ukraine est aussi un écocide

Des enquêteurs spécialisés ont déjà recensé plus de 23 000 atteintes à l'environnement liées aux combats. La destruction du barrage hydroélectrique de Kakhovka s'ajoute à la liste déjà longue des désastres humains et écologiques provoqués par la guerre en Ukraine. L'invasion russe, qui a causé la mort de milliers de civils, a également ravagé la nature. Depuis février 2022, 300 millions de mètres carrés de terres ukrainiennes ont été polluées, plus de 1 000 feux de forêt ont été déclenchés, et 3 millions d'hectares de bois endommagés. Depuis plus d'un an, la guerre en Ukraine fait des ravages sur l'environnement et la biodiversité. Forêts rasées, terres agricoles minées, eaux contaminées, faune menacée... Selon le PNUE,



l'autorité environnementale des Nations unies, ces destructions ont engendré une augmentation de la pollution atmosphérique et une contamination «potentiellement grave» des eaux souterraines et de surface.

Face à cette écologie de guerre menée par troupes de Poutine nous sommes indignés de l'absence de réaction ou des réactions à la fois équivoques et lentes quant à l'aide urgente à apporter de la majeure partie des dirigeants internationaux. De telles actions ne peuvent rester impunies! L'impunité encourage le régime du Kremlin à commettre de nouveaux crimes de guerre, écocides et génocides en Ukraine et dans d'autres pays.

Nous affirmons notre solidarité avec les populations d'Ukraine victimes du crime de guerre, crime contre l'humanité, que constitue la destruction partielle du barrage de Nova Kakhovka sur le Dniepr et nous appelons à manifester contre cet écocide.

Nous appelons l'ONU, la Croix-Rouge et les ONG humanitaires à sortir de l'inaction coupable et à exiger immédiatement le libre accès à la rive gauche du Dniepr occupé où le pire est à craindre pour les habitants-es.

Nous appelons toutes les forces se voulant attachées à l'émancipation humaine et à la défense de la terre, à apporter immédiatement leur solidarité morale et matérielle en relation avec les organisations de la société civile, les associations écologistes ukrainiennes et les syndicats ukrainiens.

Les assassins

Le 16 juin nous avons évoqué la situation de deux adolescents ukrainiens de Berdiansk qui étaient accusés de sabotage par les forces d'occupation russes. Le Centre pour les droits humains de Kharkiv nous apprend aujourd'hui qu'ils ont été assassinés.

Mykyta Khanhanov n'a pas pu fêter son 17^e anniversaire ce 25 juin. La veille, il a été tué par les Russes, en même temps que son ami Tihran Ohannisian. Tihran avait déjà été enlevé par les Russes et torturé, et la Russie menaçait de faire un «procès» aux deux jeunes gens en les accusant d'avoir commis des actes de sabotage sur des voies ferrées. Un certain nombre de circonstances inexplicables entourent l'assassinat des jeunes garçons le 24 juin. L'administration militaire russe municipale de Berdiansk a publié la vidéo qui circule sur les médias sociaux, sur laquelle Tihran tient un fusil. Les parents des deux jeunes hommes estiment que les affirmations du comité d'enquête russe selon lesquelles leurs fils ont été tués après avoir attaqué deux «officiers de police» sont fausses et que la vidéo a été mise en scène. Il est également révélateur qu'il n'ait pas été demandé aux parents d'identifier les corps des garçons, le soupçon se portant évidemment sur le fait que leurs corps contrediraient également les affirmations sur la façon dont ils sont morts. Au lieu de permettre aux parents de voir leurs enfants et de faire leur deuil, les envahisseurs les ont soumis à des interrogatoires et à des fouilles armées.

RESU-FRANCE



**PENDANT
LA GUERRE
LA LUTTE CONTINUE**

La reconstruction nécessitera un changement économique radical

YULIYA YURCHENKO¹

Le 24 février 2022, lorsque la Russie a de nouveau envahi l'Ukraine, celle-ci était déjà l'un des pays les plus pauvres et les plus endettés d'Europe, et en guerre depuis 2014. Ses besoins et ses pertes ont augmenté de manière exponentielle – dislocation de la main-d'œuvre, destruction des infrastructures, dommages écologiques, etc. Cet article plaide en faveur d'une aide internationale multiforme à grande échelle, d'une annulation de la dette et d'un «activisme fiscal» comme conditions préalables à la (re) construction d'une économie résiliente et durable; pour faire de l'Ukraine, pour laquelle des millions de personnes se battent, beaucoup sont mortes et souffrent, une réalité.

État des lieux, rôle du contexte

Le 24 février 2022, lorsque la Russie a de nouveau envahi l'Ukraine, cette dernière était déjà l'un des pays les plus pauvres et les plus endettés d'Europe,

1. Yuliya Yurchenko est une socialiste ukrainienne. Elle a publié *Ukraine and the Empire of Capital, From Marketisation to Armed Conflict*, Londres, Pluto Press, 2017. Article publié par [Commons](#), 8 juin 2023. Traduction Patrick Le Tréhondat. On peut également lire Yuliya Yurchenko, «La lutte pour l'autodétermination de l'Ukraine», dans Brigades éditoriales de solidarité, *L'Ukraine insurgée*, Lausanne/Montréal/Paris, M Éditeur/Page 2/Syllepse, 2022.

éprouvé par la «transition vers le marché» et les «conséquences involontaires» qui y sont associées: de nombreuses crises économiques et près de huit ans de guerre avec la Russie et ses mandataires au Donbass et en Crimée. Les dépenses budgétaires consacrées à l'armement, aux besoins humanitaires et aux besoins médicaux (des blessés) ont augmenté de manière exponentielle. L'ampleur de la contraction du PIB en avril 2022 était déjà estimée par la Banque mondiale à 45 %², tandis que le taux de pauvreté prévu pour 2023 était de 58 % d'augmentation d'une année sur l'autre – et à l'heure actuelle, ces chiffres réels sont plus élevés malgré les récentes mises à jour de chiffres optimistes. De l'argent est nécessaire pour reconstruire les maisons et les infrastructures de l'Ukraine, pour nettoyer, déminer et décontaminer les villes et les campagnes. L'Ukraine a perdu sa capacité industrielle et de production agricole, les importations/exportations sont perturbées et les industries perdent des cadres en raison des déplacements de population, des flux de réfugiés, des déficiences (traumatismes physiques et mentaux) et des décès. La Fédération de Russie devra payer pour cette ruine; des propositions et des actions sont en cours de discussion, mais le destin des avoirs gelés, la mise en place de mécanismes de reprise de possession/préparation et d'autres choses encore ne se produiront probablement pas avant la victoire de l'Ukraine. Pour l'heure, je souhaite donc me concentrer sur les pertes subies par l'Ukraine à ce jour, dans le contexte des contraintes et des opportunités énoncées dans le plan de reconstruction d'après-guerre présenté à Lugano les 4 et 5 juillet 2022.

2. Mis à jour pour une meilleure projection depuis, mais il y a peu de raisons d'être optimiste.



Pertes sociales et développement économique: dommages de guerre et réformes (d'avant-guerre)



L'ampleur réelle des pertes ne sera connue qu'après le retrait complet des troupes russes des frontières constitutionnelles de l'Ukraine. L'essence profonde des concepts de «valeur» et de «prix» prend ses formes les plus viscérales lorsque l'on est confronté à une guerre génocidaire menée par un régime voué au culte de la mort. Le ministère ukrainien de l'écologie et des ressources naturelles «a estimé à 46 milliards de dollars, et ce chiffre continue d'augmenter, les dommages directs causés par la guerre à l'air, aux forêts, au sol et à l'eau, les déchets et la pollution dus à l'utilisation d'armes et d'équipements militaires, et la contamination due au bombardement de milliers d'installations contenant des matières toxiques et dangereuses». L'impact à long terme des pertes subies par les écosystèmes est impossible à quantifier, d'autant plus que l'Ukraine «compte des habitats qui abritent 35 % de la biodiversité européenne, y compris 70 000 espèces végétales et animales, dont beaucoup sont rares, relictuelles et endémiques».

L'Ukraine a besoin d'une aide extérieure d'environ 4 milliards de dollars par mois pour soutenir l'effort de guerre et maintenir les services publics essentiels, tandis que le besoin de soutien budgétaire pour 2023 s'élève à 38 milliards de dollars. Les dégâts sont si graves que même les défenseurs habituels des «solutions de marché» aux problèmes de marché et de non-marché, comme Eichengreen et Rashkovan, appellent à des subventions et à un allègement de la dette. Fin 2022, le montant total des dommages documentés aux infrastructures ukrainiennes était estimé à 137,8 milliards de dollars (au

coût de remplacement). Depuis l'automne 2022, toutes les centrales thermiques et hydroélectriques ont été endommagées; en février, environ un tiers de la capacité de production et de distribution d'électricité a été perdue, de plus «au moins deux fois au cours de ces attaques, les centrales nucléaires ukrainiennes ont perdu leur connexion au réseau, ce qui pose des risques en matière de sécurité nucléaire». L'Ukraine étant un important exportateur mondial de céréales, la perte de 40 % de la production en 2022 est et sera ressentie en Ukraine et à l'étranger, en particulier dans les pays à faible revenu. La réduction de la production alimentaire des ménages ruraux de 25 à 38 % (en fonction de la proximité des lignes de front), qui représente normalement 25 % de la production totale du pays, se traduit également par une réduction de l'offre et une inflation³. Dès les premiers jours de l'invasion en 2022, le projet «La Russie doit payer» a été lancé pour documenter les dommages causés par la guerre à l'économie ukrainienne; les résultats et l'analyse sont publiés sur le site web damaged.in.ua et sont régulièrement mis à jour⁴.

Les tâches de reconstruction de l'Ukraine et de l'après-guerre se heurtent à l'incertitude des capacités financières, démographiques et institutionnelles. D'autres complications apparaissent lorsque nous

3. Cela comprend «environ 85 % de la production de fruits et légumes, 81 % du lait et environ la moitié de la production animale» (FAO, 2023 : 1).

4. Les données sont collectées pour être utilisées (1) «pour documenter les crimes de guerre et les violations des droits humains; (2) pour la formation de réclamations contre la Fédération de Russie devant les tribunaux internationaux en réparation des dommages causés: les poursuites devant les tribunaux internationaux exigent des preuves globales et un registre des objets endommagés conformément à la méthodologie d'estimation; (3) pour une indemnisation individuelle; (4) recevoir des réparations de guerre et des compensations pour les dommages de l'agresseur pour la reconstruction de l'Ukraine».

évaluons les « externalités » de la guerre parallèlement aux « conséquences involontaires » de la réforme du marché que l'Ukraine a menée depuis 1991 (la corruption et les oligarques en font partie intégrante, mais ne sont pas les seuls à en souffrir), qu'elle met actuellement en œuvre et qu'elle prévoit de poursuivre après la guerre (voir le plan de Lugano et la réforme du travail ci-dessous). Au cours du processus de « transition vers le marché » depuis 1991, l'Ukraine a souffert d'un sous-développement à grande échelle, c'est-à-dire que son économie de base, ses services publics et ses infrastructures se sont détériorés et ont souffert d'un sous-financement systémique et chronique. Il en a résulté, entre autres, une socialisation et une individualisation des coûts pour répondre aux besoins précédemment satisfaits par ces services financés par l'État et/ou ces services ont totalement disparu ou ont été réduits, avec des variations régionales notables. La normalisation discursive de ces changements et la responsabilisation de la population pour cette combinaison d'échecs de l'État et du marché sont devenues une pierre d'achoppement idéologique supplémentaire sur la voie des efforts de plus en plus agités de la société civile pour s'attaquer aux résultats symptomatiques de ces échecs, par exemple l'instauration d'un système de soins de santé entièrement privé au lieu d'un système entièrement déployé et financé par l'État. Bien que ces problèmes soient souvent imputés à la mauvaise gestion, à la corruption et aux détournements de fonds, ils sont davantage liés à une combinaison des « coûts » de la réforme de rapprochement de l'UE, des contraintes budgétaires, de la conditionnalité des prêts d'ajustement structurel du FMI et d'autres limitations similaires de choix en matière de politique fiscale qui entravent même les administrateurs d'État les mieux

intentionnés, comme l'attestent les expériences similaires de nombreux autres pays.

Il est difficile d'être précis sur les pertes et les dommages sociaux, qui ne sont pas sans rappeler les pertes et les dommages économiques, bien que pour des raisons différentes. Pourtant, ce sont les luttes qui sont les plus révélatrices des lacunes de l'État et du marché, et qui nous indiquent où l'effort de reconstruction sera le plus nécessaire. Les effets composés et complexes de la guerre qui dure depuis neuf ans, en particulier pour les personnes déplacées et les réfugiés, révèlent des inégalités capitalistes-sociales et patriarcales préexistantes en matière de reproduction, qui ont été exacerbées par le déplacement, avec des effets et une gravité variés. L'accès à des ressources adéquates (y compris de l'argent liquide) et à des services de garde (d'enfants), ainsi qu'à un logement convenable et stable, sont des problèmes aigus pour les personnes déplacées (et aussi pour celles qui sont restées chez elles). Les prix des loyers dans les villes considérées comme relativement sûres ont augmenté du jour au lendemain alors que la solvabilité est faible. Il en résulte trois formes de déplacement :

Le déplacement causé par les dangers de la guerre, le déplacement causé par la destruction des maisons et le déplacement causé par le marché locatif lui-même.

Un programme global de logement financé par l'État est nécessaire, ce qui peut s'avérer délicat si le rôle et la fonction de l'État dans le plan de relance ne sont pas repensés. La plupart des Ukrainiens n'ont pas les moyens de payer les hypothèques hypertrophiées et accéder au marché locatif, ni d'améliorer le vieux parc soviétique qui a été épuisé par trois décennies d'investissements municipaux médiocres et, plus récemment, par les guerres.



Les écoles et les jardins d'enfants ayant été bombardés, l'éducation et la prise en charge des enfants sont extrêmement difficiles, ce qui est aggravé par les problèmes préexistants dans ces secteurs : sous-financement chronique, manque de personnel, bas salaires des employés et difficultés financières des parents, en particulier dans les foyers monoparentaux (principalement des mères).

La situation de l'emploi et des revenus dans le contexte des déplacements, des bombardements et de l'inflation est également très difficile. On manque de données précises, mais ce qui est clair, c'est que les choses empiront. Djankov et Blinov (17 novembre 2022) utilisent les données sur les paiements de salaires de l'une des plus grandes banques commerciales d'Ukraine pour se faire une idée de la situation :



Depuis le début de la guerre, les salaires nominaux ont connu une croissance modeste, de 3 % à la fin du mois d'octobre. Cependant, les salaires ont chuté de 11 % en termes réels au cours de la période de janvier à octobre et leur baisse s'est accélérée pour atteindre 18 % au cours du mois dernier.

De plus, « 13 % des employés embauchés ont perdu leur emploi depuis le début de la guerre et il y a des preuves relatives à une augmentation des pertes d'emploi ».

Et ce, alors que l'inflation en glissement annuel pour la seule année 2022 est passée de 10 % fin 2021 à 26,6 % ; en 2019, avant la pandémie, elle était de 4 %. Pour couronner le tout, au lieu de protéger les droits des personnes en temps de guerre, les lois antitruisme ont, à la mi-2022, privé quelque 70 % des travailleurs des protections du Code du travail. Selon Vitaliy Dudin, avocat spécialisé dans le droit du travail et responsable de l'organisation Sotsialnyi Rukh, ces changements « affectent les lieux de travail employant des centaines de personnes, notamment

les emplois du secteur public menacés par les politiques d'austérité, tels que les hôpitaux, les dépôts ferroviaires, les bureaux de poste et la maintenance des infrastructures ».

Nombreux sont ceux qui ont du mal à rembourser leurs dettes et encore plus nombreux sont ceux qui auront du mal à accéder au crédit aujourd'hui et à l'avenir, en raison des critères d'accès, des coûts et de leur solvabilité. Sans parler de l'injustice de l'accumulation de la dette des ménages, c'est la raison pour laquelle cette dette doit être effacée dans le cadre de la relance de l'après-guerre – une économie ne peut pas fonctionner sur un mélange de bonne volonté d'amis/parents de plus en plus pauvres et de dons locaux et étrangers sporadiques ou des collectes d'aliments, de médicaments et de vêtements. Un ensemble de politiques globales doit être développé, une révision complète des problèmes qui existaient avant les invasions de 2014 et 2022 et les ont exacerbés mais ne les ont pas créés.

La politique de la dette dans un contexte de bouleversements socio-économiques et d'érosion de la souveraineté

Les emprunts chaotiques et l'explosion de la dette en Ukraine au fil des ans sont en partie le résultat de la mainmise de l'oligarchie sur l'État et de la kleptocratie. Les prêts des institutions financières internationales ont été accordés en contrepartie de la réduction des dépenses sociales, en économisant sur les besoins vitaux. Le contexte de l'endettement du pays a été caractérisé par la perte d'une base économique réelle à un rythme disproportionné par rapport à la croissance nécessaire pour maintenir la santé de l'économie ou honorer les dettes, qu'elles soient

publiques ou privées. La dette libellée en UAH a été multipliée par cinq, principalement en raison de la dollarisation, de l'euroisation et de la dépendance à l'égard des importations de biens à forte valeur ajoutée. Jusqu'à l'été 2022, l'Ukraine a respecté ses obligations en matière de dette. Entre le 24 février et le 2 octobre 2022, «le montant des fonds versés par le gouvernement pour le remboursement des instruments de la dette intérieure, soit 54 093,9 millions d'UAH (1 357 millions d'euros), dépasse le montant des fonds levés par le budget de l'État lors des ventes aux enchères d'obligations d'emprunt national du gouvernement». Il est clair qu'une autre forme de financement est nécessaire – plus de subventions, et non plus de prêts dissimulés sous forme d'aide.

Une suspension temporaire du service de la dette a été convenue entre l'Ukraine, le Club de Paris et le G7 le 20 juillet 2022, et signée le 14 septembre 2022, pour un an à compter du 1^{er} août 2022, avec une extension possible d'une année supplémentaire (décision affectant environ 75 % de l'ensemble de la dette extérieure) – notamment grâce à une campagne internationale. Pourtant, cela reste insuffisant, d'autant plus que la conditionnalité de la dette imposée par le FMI est fermement en place et que les surcharges d'intérêt de la dette doivent encore être payées.

Dans le cas de l'Ukraine, les relations économiques et géopolitiques historiquement conditionnées avec les partenaires européens/occidentaux et la Russie (principalement) ajoutent des dimensions supplémentaires de complexité et de fragilité simultanées, par le biais de la dette, des arriérés commerciaux et des dépendances à l'importation et à l'exportation. La dette, en tant qu'instrument de contrôle externe et d'expropriation de la richesse nationale, combinée au système moderne des régimes fiscaux et

commerciaux, est un puissant dilueur de l'autonomie décisionnelle fondamentale pour tout exercice significatif de la souveraineté politique. La dette conduit à l'«aliénation de l'État», c'est-à-dire que l'État national cesse d'être un agent autonome de l'autorité et de la représentation de la volonté de son peuple. L'Ukraine a dû s'engager dans la vente d'obligations de guerre et recourir à de nombreux mécanismes de financement rapides et disponibles au niveau international pour financer l'effort de guerre lorsque l'aide était insuffisante, chacun étant assorti de conditions et de contraintes supplémentaires.

Plan de reconstruction et perspectives de l'UE: comment réussir?

À Lugano, en Suisse, les 4 et 5 juillet 2022, la Conférence sur le redressement de l'Ukraine (Ukraine Recovery Conference, 2022) a défini les grandes lignes de la relance de l'Ukraine, qui semblent prometteuses mais dont les moyens ne sont pas à la hauteur des objectifs, c'est-à-dire que l'État aura du mal à financer ou à attirer suffisamment d'investissements privés et à les diriger là où ils sont le plus nécessaires, soit un ensemble des 750 milliards de dollars. Les discussions portent sur le fait que ce plan s'inspire du plan Marshall, qui a été un succès grâce aux subventions et aux prêts en espèces et à la liberté de choix des bénéficiaires en matière de dépenses. Les pays européens ont alors souvent utilisé cet argent pour acheter des produits de première nécessité, comme le blé et le pétrole, et pour reconstruire des usines et des logements. Un plan similaire pour l'Ukraine devrait être (re)conçu et exécuté en s'alignant sur les meilleures pratiques et normes de l'UE en matière de droit du travail, de services



publics et de protection de l'environnement; pour ce faire, un certain nombre de changements que je décris ci-dessous doivent intervenir.

La situation exceptionnelle de l'Ukraine plaide en faveur d'une aide internationale multiforme à grande échelle, de l'annulation de la dette de l'État et des ménages et de la conditionnalité des nouveaux prêts afin de faciliter l'«activisme fiscal», c'est-à-dire les mesures visant à stabiliser les cycles économiques par l'utilisation discrétionnaire de la politique fiscale. L'austérité n'est ni économique, ni écologique, même en temps de paix, et encore moins en temps de guerre. Ce qu'il faut, c'est un (re)développement intégral, financé par l'État, des services publics et de l'économie de soins – avec une internalisation radicale des externalités positives⁵ dans l'évaluation du rendement des investissements de l'État – qui doit devenir le discours politique dominant en Ukraine et chez ses partenaires internationaux. L'État ukrainien n'est pas pléthorique, contrairement à la perception stéréotypée que l'on en a, mais au contraire, «la part du revenu national distribuée par le biais de la fiscalité et des allocations budgétaires en Ukraine est beaucoup plus faible que dans les économies avancées de l'UE». L'État a été l'agent clé de la reconstruction d'une grande partie de l'Europe, du Japon et de la Corée du Sud après la Seconde Guerre mondiale – l'«État développementaliste» a été élaboré en tant que concept, et le moment est venu d'y revenir, car les marchés «libres» échouent particulièrement en temps de guerre. Les principes du Green



5. NdT : situation par laquelle un agent économique occasionne par son action un bienfait à un tiers ou un milieu, sans qu'il y ait récompense financière pour le bienfait engendré. Exemple : les abeilles butinent les arbres fruitiers, ce qui augmente la production de miel. En butinant, les abeilles pollinisent les arbres fruitiers, ce qui augmente la production de fruits.

Deal européen et au-delà, avec l'État au centre de la reconstruction, sont ce dont nous avons besoin.

Le FMI et d'autres créanciers sont nécessaires comme sources de financement. Mais ce sont les institutions de l'État qui gèrent la reprise et qui devraient avoir «la propriété du processus de reconstruction». En outre, le rôle clé de la société civile (ONG et syndicats, ces derniers étant souvent laissés de côté), qui a réussi là où l'État et les marchés ont échoué depuis 2014, doit être reconnu, soutenu et financé par l'État plutôt que par des bailleurs de fonds internationaux – cette forme polycentrique de gouvernance (Ostrom) et l'État en tant que réseau institutionnel peuvent permettre la reconstruction envisagée par les Ukrainiens; ils peuvent également permettre aux principes de durabilité profonde reflétés dans le plan de relance de Lugano de devenir une réalité en traitant l'économie comme un système socioécologique plutôt que comme une somme de fragments économiques. Les entreprises locales devraient avoir la priorité sur les entreprises étrangères. Le consensus en matière de politique économique a évolué globalement en faveur d'une vision (post)-keynésienne de l'investissement dirigé par l'État dans ses propres économies afin de stimuler la confiance et de donner un coup de fouet à l'effet multiplicateur, alors que les plans d'ajustement structurel ont été critiqués par les propres recherches faites par le FMI comme limitant la croissance macroéconomique. Pour autant, les relations *de facto* avec les emprunteurs du Fonds n'ont pas changé, elles ont depuis été rebaptisées «conditionnalité» mais, par essence, elles ne sont pas devenues moins rigides, elles ont même provoqué l'augmentation des dettes, leurs conditionnalités doivent être annulées.

L'Ukraine aura besoin de créer des emplois verts/à faible émission de carbone (économie de

soins, arts, éducation, préservation de l'environnement et R&D durable, etc.), d'une transition juste et d'une démocratie énergétique qui maximisera les possibilités d'autosuffisance économique et réduira la dépendance à l'égard des importations dans des secteurs clés. La création d'emplois est essentielle, car des millions d'Ukrainiens travaillent à l'étranger de manière saisonnière, d'autres ont quitté le pays, etc. – en 2017, 7 à 9 millions d'Ukrainiens ont quitté le pays pour travailler à l'étranger, 3,3 millions rien qu'entre 2011 et 2021, «alors que leurs familles sont restées en Ukraine». En 2020, les envois de fonds vers l'Ukraine ont atteint 12,1 milliards de dollars. Si ces transactions soutiennent l'économie ukrainienne, elles ne sont guère un indicateur de bonne qualité de vie pour les citoyens moyens dont la vie est déstabilisée. Rien qu'en 2021, 660 302 personnes ont quitté le pays en raison des problèmes exacerbés par la pandémie de Covid-19. Un grand nombre de personnes ont fui le pays depuis l'invasion du 24 février 2022. Les conditions doivent être créées pour que les gens puissent revenir et cela passe par la reconstruction d'infrastructures et de logements (sociaux) (y compris des villes entières dans certains cas) et la création d'emplois durables dans toute l'Ukraine.

Des enquêtes, de nombreux articles et rapports journalistiques, ainsi que des éléments d'enquêtes montrent tous la volonté des Ukrainiens de retourner en Ukraine une fois (1) qu'elle est sûre et (2) une fois qu'ils ont un endroit où retourner, beaucoup reviennent même sans certains emplois ou garanties de survie.

L'intégration à l'UE peut sauver l'économie ukrainienne ou devenir un facteur de dé-développement et de périphérisation. Il est essentiel de tirer les leçons de l'expérience d'autres États membres plus faibles économiquement et plus récents. Il a été observé

que les processus d'intégration sont un jeu truqué aux dépens des pays de la périphérie de l'UE. La situation de l'Ukraine est extraordinaire, notamment parce que son parcours d'adhésion a été tracé sur les décombres d'une guerre génocidaire pour laquelle le rapprochement avec l'UE et l'OTAN a servi de prétexte. En outre, dès le départ, les tâches démographiques, économiques, institutionnelles et écologiques à accomplir sont considérables, même si on les compare aux normes d'une économie avancée en temps de paix. Cela crée un contexte pour un arrangement tout aussi extraordinaire des règles d'engagement, dont beaucoup sont déjà en cours; cependant, les objectifs sont beaucoup plus importants que les moyens proposés. Pour que la reprise devienne ce qui a été esquissé à Lugano, à savoir une réécriture fondamentale de la dette mondiale et du régime de conditionnalité des politiques, les «trous noirs» de l'offshore, de l'évasion et de la fraude fiscales, y compris les prix de transfert, doivent disparaître. En outre, une proposition peut être faite concernant un plan potentiel à suivre pour la construction d'économies similaires à l'échelle mondiale. Nous devons penser au-delà de l'Ukraine, nous devons penser l'Ukraine comme faisant partie de l'économie mondiale, et nous devons penser des systèmes économiques alternatifs construits par et pour des sociétés noosphériques⁶ – des sociétés de l'ère de la raison où les guerres, la pauvreté et l'écocide sont rendus impossibles de par leur conception.



6. La noosphère est la troisième d'une succession de phases de développement de la Terre, après la géosphère (matière inanimée) et la biosphère (la vie biologique).

Pour un contrôle populaire sur la protection civile

DÉCLARATION DE SOTSIALNYI RUKH¹

Ce soir, à l'occasion de la Journée internationale de l'enfance, les troupes russes ont de nouveau lancé une attaque de missiles sur les infrastructures civiles de Kiev, tuant deux femmes et une fillette de 9 ans. C'est une nouvelle terrible. Le pire, c'est que ces pertes auraient pu être évitées – les victimes n'ont pas pu se rendre à l'abri de la clinique car l'entrée était fermée.



La nouvelle vague de tirs de roquettes sur la capitale a mis en lumière une vérité évidente : les autorités de Kiev sont incapables d'assumer la responsabilité de la protection de la population. Dans l'espace public, cette inaction est souvent combinée à du populisme sur la dérégulation des entreprises et le report de la responsabilité de la sécurité sur les citoyens. La mort de deux habitants de Kiev et d'un petit enfant le jour des enfants n'est pas seulement sur la conscience de l'armée russe. Ils sont aussi sur la conscience de gestionnaires ineptes qui sont loin des problèmes des gens ordinaires.

Les priorités erronées des autorités locales en matière de développement de la ville rendent possibles de tels incidents tragiques. Elles négligent les besoins de la communauté, en particulier ceux des citoyens les plus vulnérables, et se plient plutôt aux exigences du grand capital de la construction, qui

continue de détruire ce que les missiles russes n'ont pas détruit. En réduisant les projets d'infrastructure nécessaires et en négligeant les transports publics, il continue d'acheter des voitures de luxe pour les fonctionnaires et ferme les yeux sur la destruction des espaces publics et des zones vertes.

La mairie de Klitschko ne peut que servir les intérêts des promoteurs. La protection civile relève de la responsabilité du département de la sécurité municipale. Cependant, les autorités se sont davantage préoccupées de financer l'odieuse Compagnie de sécurité municipale, dont le personnel est composé de loyalistes de l'extrême droite, que de mettre en place des abris, des systèmes d'évacuation et d'alerte.

Sotsialnyi Rukh estime que le chef du département de la sécurité municipale, Roman Tkatchuk, devrait démissionner et être tenu légalement responsable de sa négligence.

Cet horrible incident prouve une fois de plus que c'est le public qui devrait contrôler l'état des abris en s'auto-organisant en comités locaux d'initiative dans leurs quartiers. Le risque de nouveaux bombardements, qui menacent les vies et les conditions de vie normales dans la capitale, demeure.

1. 4 juin 2023.

Retraités: entre misère et douleur

PATRICK LE TRÉHONDAT¹

70 % des retraités ukrainiens perçoivent une pension inférieure à 116 euros selon le vice-ministre de la politique sociale de l'Ukraine (2023). Population des plus vulnérables, les retraités ukrainiens vivent un calvaire depuis le 24 février 2022. Dans la misère, ils doivent affronter les affres d'une guerre qui détruit ce qu'ils ont mis une vie à construire.

Au 1^{er} janvier 2022, il y avait en Ukraine 10 841 117 retraités sur une population d'environ 44 millions d'habitants. L'âge de départ à la retraite est à 60 ans après trente années de cotisations. À côté du système de répartition, s'ajoute un système par capitalisation (non obligatoire) mais qui reste pour le moment minoritaire. En 2010, il y avait 102 fonds de pension non étatiques opérant en Ukraine, avec 484 300 personnes cotisantes. Cependant, malgré la guerre, le parlement discute activement du renforcement du système par capitalisation.

Vers la capitalisation ?

En avril dernier, un groupe de députés de la majorité dirigé par le chef du parti Serviteur du peuple, David Arakhamia, a enregistré un projet de loi n° 9212 au Parlement « Sur la pension accumulée ». « Accumulée » étant un subterfuge sémantique pour éviter d'utiliser le terme repoussoir de « capitalisation ». Mais,

probablement, les parlementaires étaient très pressés de soumettre ce document, car dans leur note de présentation, ils n'ont même pas eu le temps de remplacer l'ancien terme par un nouveau, et l'ont laissé tel quel : « Sur la pension universelle obligatoire par capitalisation. » Selon la confédération syndicale KVPU, « cela, en fait, a confirmé une fois de plus leurs véritables intentions et, pour le dire simplement, de transférer l'argent des futurs retraités entre les mains de fonds privés... il s'agit essentiellement d'un effondrement délibéré du système de retraite solidaire et de la perte des pensions déjà maigres et durement gagnées des Ukrainiens ». Les deux confédérations syndicales ukrainiennes FPU et KVPU dénoncent et s'opposent à ce projet. Récemment un quotidien ukrainien expliquait benoîtement les avantages de ce projet de loi :

Les fonds de pension non étatiques autorisés, grâce à un système complexe de relations avec l'État [on appréciera l'euphémisme], pourront investir les cotisations des Ukrainiens et gagner de l'argent. Ainsi, le compte de pension cumulé augmentera constamment et, à la retraite, une personne recevra une allocation cumulée en plus de l'allocation commune. C'est l'idée.

Ajoutons que selon la première vice-présidente de la commission de la politique sociale au parlement, Halyna Tretyakova, le système de solidarité de l'assurance retraite obligatoire de l'État, qui repose sur la solidarité n'est pas « rentable » : « Cet état de choses doit être changé, c'est l'une des conditions de notre entrée dans l'Union européenne. » D'ores et déjà comme preuve de bonne volonté à l'égard de la Commission européenne, le ministère des finances a préparé pour ce mois de mai un projet sur la vérification des paiements des pensions. Il s'agit d'un projet d'ordonnance « portant approbation de la méthode

1. Paru dans « Retraites: pas d'austérité pour pépé et mémé », *Les Utopiques*, n° 23, juin 2023, Union syndicale Solidaires/Syllepse.



de vérification des versements de pension». Ainsi, il sera procédé notamment à une vérification des informations personnelles (notamment la façon dont les noms sont enregistrés) de chaque retraité et du calcul du montant de sa pension. On peut s'étonner qu'en pleine guerre le gouvernement ukrainien entame un tel chantier qui mobilisera nombre de fonctionnaires et coûtera à n'en pas douter. Qu'advient-il de ces pensions entachées de quelques irrégularités? Andriy Pavlovski, spécialiste des questions de politique sociale, indique sur le site *Gazeta.ua* qu'«à la suite d'une vérification, les citoyens peuvent être privés de leur pension en cas d'erreur dans le nom complet ou en cas de réception d'un paiement basé sur des documents invalides», et le titre de son article ne laisse aucun doute sur les conséquences possibles: «Pour quoi une pension peut-elle être révoquée?».



Les retraités dans la résistance

Depuis le 24 février, la population s'est auto-organisée pour la défense du pays. Les retraités y ont participé pleinement. Fabrication de filet de camouflage ou de cocktails Molotov, en passant par la distribution de l'aide alimentaire, les activités de soutien à la résistance anti-impérialiste sont nombreuses. D'autres sont moins orthodoxes et plus risquées. Par exemple en avril 2022, dans la ville d'Izium, près de Kharkiv, des gâteaux empoisonnés ont été distribués aux soldats de la 3^e division russe par des grands-mères ukrainiennes. Bilan: deux morts et 28 soldats placés en soins intensifs. Dans les territoires occupés, de paisibles retraités assis sur un banc peuvent devenir une source de renseignement pour l'armée ukrainienne sur les mouvements de troupes russes. Dès les premiers jours de l'invasion à grande échelle, le bataillon de volontaires Babusya (grands-mères) s'est formé à Kryvyi Rih, les participantes ont préparé

et livré de la nourriture aux combattants ukrainiens. Elles collectent également des objets et aident les personnes déplacées. La fondatrice du bataillon, Nadiya Anisimova explique:

Nous nous sommes organisées via Internet, nous avons plusieurs cuisines. Nous cuisinons, puis nous nous rassemblons près de la maison, chargeons tout, prenons des photos et envoyons le tout à nos garçons.

Selon Nadiya Anisimova, des repas faits maison pour les militaires sont remis chaque semaine. Des volontaires transportent de la nourriture de «grand-mère» dans les régions de Tcherkassy, Kherson et Kharkiv. Certaines de ces Babusya se sont portées volontaires et se sont rendues sur les champs de tir où elles ont appris à tirer à la Kalachnikov. Un autre «bataillon de grand-mère» existe à Jytomyr, depuis le début de l'agression russe contre l'Ukraine, c'est-à-dire depuis 2014. Elles ont rassemblé des vêtements, des couvertures et des oreillers et les font parvenir aux défenseurs de l'Ukraine. Des retraités combattent aussi les armes à la main dans les forces armées ukrainiennes. Leonid Onychchenko, 63 ans, autrefois physicien nucléaire, combat maintenant l'armée russe près de la ville de Bakhmout (février 2023). De même, un récent post des Forces de défense territoriales montre deux hommes grisonnants de 59 ans nommés Mykola et Vasyl. L'un est simple soldat et l'autre sergent, ils appartiennent à la 112^e brigade de défense territoriale à Kyiv. Le premier explique: «Tant que ma santé me permet de rester en forme, je garde une mitraillette avec moi.»

Retraités exilés et en territoires occupés

Depuis avril dernier, les retraités ukrainiens réfugiés à l'étranger peuvent recevoir leurs pensions par le biais de transferts internationaux. Le gouvernement ukrainien a élargi les possibilités de recevoir des pensions pour les citoyens du pays qui ont quitté l'Ukraine en raison de l'agression russe. En effet parmi les 8 millions de réfugiés Ukrainiens à l'étranger, il y a de nombreux retraités qui ne pouvaient plus toucher leur pension versée sur leur compte en Ukraine. Par exemple depuis le début de la guerre à grande échelle, 76 000 réfugiés ukrainiens de plus de 60 ans se sont enregistrés auprès des autorités polonaises. Un autre problème plus douloureux se pose. La situation des retraités vivant dans territoires sous occupation russe. Les versements des pensions ne sont plus possibles en raison de la rupture des relations bancaires ukrainiennes avec ces territoires. Leur apporter en espèces est impossible. Cependant les pensions restent acquises à tous les retraités, assurent les autorités ukrainiennes. Sans ressources, les retraités sont soumis à la pression des forces d'occupation. «Vous prenez un passeport de la Fédération de Russie, vous obtenez de l'argent», expliquent celles-ci. Versées en roubles évidemment. Il s'agit en fait d'un élément de pression sur les couches les plus socialement vulnérables de la population. Selon la journaliste Olena Kuzmytch, 300 «volontaires» organisés en «groupes mobiles» sont arrivés de Russie en mai dans les zones temporairement occupées des régions de Donetsk et de Louhansk pour «rendre visite» aux retraités et les convaincre de se «passportiser», le terme employé pour l'abandon de ses papiers d'identité ukrainien contre remise d'un passeport russe.

Retraités « traîtres »

Certains Ukrainiens sont menacés de ne plus toucher leur pension. C'est ainsi que l'État veut punir les «traîtres». Selon le document élaboré, les citoyens reconnus coupables de collaboration avec l'ennemi en vertu des articles du Code pénal seront privés de leurs retraites. Le versement de la pension ne sera interrompu qu'après l'entrée en vigueur de la décision du tribunal. En outre, lorsqu'ils atteignent l'âge de la retraite, les Ukrainiens condamnés en vertu de ces articles du Code pénal ne recevront pas de pension. Dans le même temps, après avoir purgé leur peine pour leur crime et être libérés, leur pension leur sera restituée. Ceux qui atteindront 60 ans pendant leur peine ne recevront une pension qu'après leur sortie de prison. Ce projet de loi n'a pas encore été enregistré à la Verkhovna Rada (Parlement) mais devait être discuté.

Maksym, étudiant ukrainien de Lviv, nous confiait récemment :

Les retraités ukrainiens sont dans la misère et sont obligés de continuer à travailler même après leur retraite. La pension de ma grand-mère est maintenant de 46 euros par mois. Si elle n'avait pas son jardin, il lui serait impossible de survivre. Malgré le fait qu'elle ait travaillé dans l'éducation depuis trente ans.

Maksym fait partie de ces étudiants qui, le 26 mars dernier, se sont rassemblés devant le consulat de France en soutien au mouvement en France contre la réforme des retraites. Il ajoutait : «Les Français peuvent voir [avec l'Ukraine] ce que peuvent devenir leurs pensions s'ils ne luttent pas pour les défendre.» À bon entendeur, salut!



Le centre LGBTQ+ de Loutsk attaqué

ENTRETIEN AVEC YANA LYCHKA¹

Le 13 juin 2023 le centre LGBTQ+ de la ville de Loutsk² a été attaqué et saccagé. Au lendemain de cette agression, Yana Lyshka, a bien voulu répondre à nos questions.

Pouvez-vous nous parler de l'histoire de votre centre et de ses activités avant et après le 24 février 2022?



Notre initiative LGBTQ+ à Loutsk est apparue en 2019, lorsque l'ONG Insight a soutenu le désir des personnes LGBTQ+ de la ville d'avoir leur propre centre culturel et de mener des activités militantes. Jusqu'au 24 février 2022, nous nous sommes développés de manière dynamique : des conférences éducatives, des événements culturels et éducatifs à la création d'un lieu de représentation à part entière, avec notre bureau en 2021. C'était et c'est toujours très difficile, car la région de Volyn est conservatrice. Et les autorités de Loutsk sont ouvertement homophobes depuis des années. Au fil des ans, la municipalité de la ville a lancé à plusieurs reprises des appels à la Verkhovna Rada d'Ukraine, demandant d'interdire les actions publiques de la communauté LGBTQ+, ou des lois qui garantiraient l'égalité des droits pour les personnes LGBTQ+, et ainsi de suite. Malgré un environnement difficile et souvent

hostile, le bureau de représentation de l'ONG Insight à Loutsk a participé à des événements organisés dans toute l'Ukraine, tels que la Marche de l'égalité et la Marche des femmes. En 2021, une petite marche des femmes LBT de Loutsk a été organisée pour la première fois dans la ville.

L'invasion massive de la Russie a changé beaucoup de choses. Insight a participé activement à l'aide humanitaire dans son ensemble. Malgré toutes les difficultés, nous avons continué à fonctionner à Loutsk en tant qu'unique centre LGBTQ de la ville. Alors que, selon la loi, les actions publiques sont impossibles pendant la loi martiale, la communauté LGBTQ+ de Loutsk a lancé la collecte de signatures pour une pétition adressée au président Zelensky, lui demandant de soutenir le projet de loi sur les partenariats entre personnes de même sexe. Elle a également écrit des lettres aux commissions et aux députés de la Verkhovna Rada, afin qu'ils soutiennent le droit des personnes LGBTQ+ aux partenariats. Personne n'a cessé d'agir. Et nous continuons en tant qu'unique centre culturel LGBTQ+ dans la ville.

Quelle est la situation de la communauté LGBTQIA+ en Ukraine et en particulier dans la ville de Loutsk? Je sais, par exemple, que de nombreux représentants de la communauté LGBTQIA+ font partie des forces armées ukrainiennes.

En raison du conservatisme et de la religiosité de la région (en particulier de la génération plus âgée), les personnes LGBTQ+ sont restées repliées sur elles-mêmes pendant des années. C'est l'activité de l'ONG Insight dans la ville qui a commencé à changer cette situation. Les gens ont compris qu'ils et elles pouvaient être fier·es de ce qu'ils et elles étaient. Qu'il valait la peine de se battre pour ses droits. Malgré

1. Coordinatrice du centre de Loutsk. Propos recueillis par Patrick le Tréhondat, le 14 juin 2023.

2. Située à 367 km à l'ouest de Kyiv, la ville compte 216 000 habitantes.

cela, de nombreux lieux [que nous fréquentons] sont encore fermés pour des raisons de sécurité.

Au début de la guerre, de nombreux représentants de la communauté LGBT+ se sont portés volontaires dans les forces armées ukrainiennes pour défendre leur pays contre les envahisseurs russes. Je connais personnellement l'histoire de gays, de lesbiennes et de femmes transgenres de Loutsk et de la région de Volyn en général qui servent actuellement. L'armée n'est toujours pas un lieu tolérant. Récemment, une enquête a été menée sur la présence de personnes LGBT+ dans ses rangs, ce qui était très loin de préserver l'anonymat et faire preuve de respect. Néanmoins, les personnes LGBT+ s'y engagent, en se ralliant à l'organisation LGBT+ dans l'armée d'Ukraine³. Nous avons également une femme militaire ouvertement LGBT+ à Volyn, qui était avant la guerre une volontaire Insight à Loutsk - Maria Jmud. Mais il y a beaucoup de militaires [LGBT+], y compris ceux et celles qui, pendant les rotations, restent à Loutsk pour une courte période avant de retourner au front et viennent ensuite dans notre centre communautaire.

Parlons de l'attaque terroriste du 13 juin. Que s'est-il passé? Quelles sont les implications pour vous? Qui, selon vous, a commis ce crime de haine?

Ils ont fait irruption dans notre bureau pendant la nuit et l'ont détruit, brisant les portes et le sacageant. Malheureusement, de tels cas ne sont pas isolés: avant même le début d'une guerre à grande échelle, des bureaux d'Insight ont été attaqués à Kyiv et à Odessa. L'enquête est en cours et les suspects ont été arrêtés. Mais en raison de l'absence d'une loi

3. Voir «Військові ЛІГБТ: le syndicat des LGBTQIA+ ukrainiens en uniforme», *Soutien à l'Ukraine résistante*, n° 20, 1^{er} juin 2023.



sur les crimes de haine dans notre pays, où la responsabilité des crimes fondés sur l'homophobie et la transphobie serait punie, il est fort probable que cela n'apparaisse pas dans les procédures pénales. Il ne devrait pas en être ainsi. Un projet de loi sur ce sujet est resté en suspens à la Verkhovna Rada de l'Ukraine pendant des années. Ces attaques et les peines légères infligées, ou leur absence, démotivent les personnes LGBT+. Elles ne se sentent pas en sécurité, elles souffrent de blessures physiques et psychologiques, elles ont peur de s'ouvrir, de se battre pour leurs droits. Nous attendons une enquête équitable. Mais pour l'instant, nous sommes obligés de nous occuper nous-mêmes des protocoles de sécurité, en tant qu'organisation publique. Cela ne devrait pas être le cas, il est du devoir de l'État d'assurer la protection de ses citoyen·nes.

Comment voyez-vous l'avenir de la communauté LGBTQIA+ ? Quel combat devrait-elle mener?

Je pense qu'avec le mouvement d'adhésion de l'Ukraine à l'UE, nous serons en mesure de gagner un certain nombre de droits pour la communauté LGBT+. Il est maintenant important de passer à l'activisme au niveau des pétitions, des lettres et des déclarations adressées aux politiciens et aux autorités ukrainiennes. Former des coalitions d'alliés. Et de soutenir les gens sur le plan humanitaire, de préserver les centres communautaires en tant que



centres de la vie publique des communautés LGBT+ dans les villes ukrainiennes. La guerre finira par se terminer et je crois que, d'une manière ou d'une autre, ce sera une victoire – avec le départ définitif de la Russie – de nos valeurs et de l'intégration de l'Ukraine dans le monde occidental libre. Le retour aux actions publiques redeviendra alors important. Aujourd'hui, il est important de préserver les organisations LGBT+, le mouvement militant. Mais aussi d'aider le personnel militaire LGBT+.

Page Facebook: [Insight LGBTQ NGO](#)



Désoccupation de la Crimée: les Tatars et la voie de la décolonisation

MARIIA CHYNKARENKO¹

En 2020, lorsque j'ai mené mon enquête ethnographique en Crimée, peu de gens s'attendaient à ce que le pays soit bientôt désoccupé. En Ukraine continentale également, l'expression «L'année prochaine à Bakhtchisaray» semblait naïve et maladroite, car ceux qui l'utilisaient savaient pertinemment qu'ils se berçaient d'illusions. Pourtant, trois ans plus tard, la désoccupation de Bakhtchisaray devient une possibilité réelle. En outre, de nombreux commentateurs affirment qu'«il n'y aura pas de paix sans la Crimée», et la majorité de la population ukrainienne soutient l'idée de la désoccupation de la péninsule.

Il est donc logique de réfléchir à notre relation avec la péninsule et avec les personnes qui y vivent, en particulier les Tatars. L'État et la société ukrainiens doivent comprendre la nature de cette relation et la base de la souveraineté de l'Ukraine sur la Crimée. Cette compréhension devrait être au cœur d'une stratégie de réintégration de la Crimée. L'absence de réflexion sur cette question au cours des premières années de l'indépendance de l'Ukraine est une des causes qui ont conduit à l'annexion de la Crimée.

1. Politologue, chercheur associé à l'Institut des sciences humaines de Vienne. Publié dans [Commons](#), 18 mai 2023. Traduction: Patrick Silberstein.

Nous ne pouvons pas nous permettre de laisser passer la deuxième chance de rectifier le cours des choses.

Les Tatars de Crimée: de la négligence politique à la reconnaissance

Avant 2014, les Ukrainiens qui n'avaient pas beaucoup d'attaches avec la Crimée, à l'exception de souvenirs de vacances d'été, ne se souciaient guère de la péninsule et des Tatars. L'État ukrainien a également mal interprété la difficile situation postcoloniale de la péninsule en rejetant, à tort, la responsabilité de l'instabilité «interethnique» sur les Tatars eux-mêmes. Cela a permis aux groupes pro-russes et soutenus par la Russie de faire ce qu'ils voulaient, de la formation de groupes paramilitaires cosaques à l'achat de toute la côte sud. Le manque de vision stratégique et d'attention de l'Ukraine à l'égard de la Crimée a facilité son annexion par la Russie.

Aujourd'hui, alors que la guerre russo-ukrainienne est considérée par beaucoup comme une guerre anti-coloniale, il serait normal que la désoccupation de la Crimée soit appréhendée comme faisant partie du processus global de décolonisation. Cependant, il ne peut y avoir de véritable décolonisation sans compréhension de la dynamique du pouvoir qui s'est formée en Crimée, tant dans l'histoire lointaine que dans l'histoire récente, et de notre propre rôle dans la perpétuation de cette dynamique.

Les premières mesures en ce sens ont déjà été prises par le gouvernement ukrainien qui, depuis 2014, a enfin reconnu les Tatars de Crimée, historiquement opprimés, comme un peuple autochtone, qui ayant vécu en Crimée depuis des siècles, bien avant que la Russie ne la colonise en 1783.

Cette politique reconnaît, entre autres, le droit des Tatars à l'autodétermination, légitime les organes d'autogouvernement démocratiquement élus – le Mejlis et le Kurultay – et reconnaît la déportation de 1944 comme un génocide. Les chercheurs en sciences sociales, les écrivains et les journalistes ukrainiens, qui avaient jusque-là ignoré la question des Tatars de Crimée, leur accordent désormais une place centrale dans leurs travaux, en mettant notamment l'accent sur les rencontres entre Ukrainiens et Tatars. Les Ukrainiens s'efforcent également de mieux connaître la culture des Tatars de Crimée et de manifester leur solidarité aux personnes déplacées. Si ces tentatives permettent essentiellement d'inverser des décennies d'ignorance et d'injustice, la solidarité semble prendre fin lorsque la question du statut de la Crimée commence à se poser. Les Ukrainiens se rendent ainsi volontiers au Musafir, un restaurant tatar de Crimée populaire à Kyiv, mais n'envisagent presque jamais sérieusement la revendication d'autonomie ou d'autres formes d'autodétermination des Tatars de Crimée.

La question du statut de la Crimée après la désoccupation se posera inévitablement et, malheureusement, nous ne sommes pas prêts à y répondre. Comment cela se fait-il?

À qui appartient la Crimée? Révisionnisme historique et droit international

Tout d'abord, une sorte de révisionnisme historique a été mis en avant afin de chercher à justifier la revendication ukrainienne sur la Crimée, au détriment d'une démarche cherchant à combler les lacunes, à interroger les idées fausses et à conceptualiser l'histoire et le présent de la Crimée en termes





Tatars de Crimée qui ont tenté de revenir mais ont été expulsés en 1968 (Photo: Wikimedia).

postcoloniaux. Ce révisionnisme historique a également été utilisé comme instrument politique de légitimation, en contournant une forme de légitimation plus conventionnelle et pourtant indéniable, telle que le droit international. Enfin, la question de la forme que pourrait prendre aujourd'hui l'autodétermination des Tatars de Crimée est elle-même controversée et ambiguë, tant au sein de la société tatar de Crimée que de la société ukrainienne dans son ensemble.



Depuis 2014, les études historiques qui sont au cœur de toute discussion publique sur l'histoire de la Crimée et son rôle dans la création de l'État ukrainien ont suivi un manuel de propagande russe en construisant un récit parallèle de la «Crimée ukrainienne». Dans leurs tentatives de «démystifier les mythes russes», les historiens professionnels et amateurs, les journalistes et les écrivains ont produit d'autres mythes qui reprennent la logique russe de revendication historique du territoire en remplaçant simplement «russe» par «ukrainien». Parmi les exemples les plus récents, on peut citer l'article d'*Ukrainian* intitulé «Yalta: une ville au climat sain et à la résistance culturelle», qui démontre l'ukrainité de Yalta par le fait que Lesia Ukrainka et Mykhailo Kotsiubynskyi y ont séjourné, rendant la ville plus ukrainienne par leur simple présence. La réalité est quelque peu différente. Ainsi, dans son livre

The Blood of Others, Rory Finnin montre que Lesia Ukrainka et Mykhailo Kotsiubynskyi ont vu et décrit la Crimée dans leurs romans comme un pays tatar, assurant le lien entre le territoire et le peuple indigène. (À l'inverse, les auteurs russes, tels que Léon Tolstoï et Anton Tchekhov, évoquent une Crimée du 19^e siècle totalement russifiée.) Un autre exemple est constitué par l'accumulation sur l'internet ukrainien d'archives, de documents muséographiques, de matériel éducatif et d'informations intitulés «La Crimée, c'est l'Ukraine». Dans un article intitulé «La grande réinstallation des Ukrainiens en Crimée», les auteurs affirment que c'est parce que les «migrants» ukrainiens ont «travaillé sans relâche» dans la période d'après-guerre (1944-1954) que la Crimée a été essentiellement «réanimée» et finalement transférée à l'Ukraine.

Le problème d'un tel révisionnisme historique est qu'il sélectionne des événements historiques pour légitimer la domination d'un État sur un territoire – ce que fait au demeurant l'État russe de son côté. Les auteurs ne cherchent pas à comprendre ni les dynamiques de pouvoir ni les formes de gouvernement que l'on retrouve dans d'autres contextes coloniaux, mais ils tentent de prouver la revendication historique unique de l'Ukraine sur la Crimée. Le récit est donc non seulement discutable pour ceux qui connaissent l'histoire de la péninsule, mais il conduit également à l'opposition entre Tatars et Ukrainiens. Comme nous le verrons, les Ukrainiens restent en moyenne hostiles à l'idée même de l'autodétermination des Tatars de Crimée, même si elle est garantie par le droit international.

Toutefois, l'Ukraine n'a pas besoin d'instrumentaliser son histoire et de construire de tels récits pour récupérer la Crimée – nous avons le droit international pour cela. C'est au droit international, qui

garantit l'intégrité territoriale et la souveraineté, que nous devons faire appel, et non à l'histoire. De même, si le droit international relatif aux peuples autochtones avait été davantage mis en avant, peu de gens auraient des doutes ou des inquiétudes quant aux droits des Tatars de Crimée à l'autodétermination.

Décolonisation: la responsabilité collective de l'Ukraine à l'égard des Tatars de Crimée

L'Ukraine a cependant encore besoin de faire un retour historique pour comprendre comment se comporter vis-à-vis de la Crimée et des Tatars. L'un des chemins de ce détour historique, dont elle a le plus grand besoin, est le postcolonialisme. La conceptualisation de la Crimée comme colonie de peuplement a été avancée par des universitaires ukrainiens (Maksym Svietchentsev et Martin-Oleksandr Kysly) et internationaux (Rory Finnin, Sasha Chestakova et Anna Engelhardt), mais elle reste extrêmement marginale. Dans cette approche, l'histoire de la Crimée est une histoire de colonisation, de dépossession et d'effacement par l'Empire russe, l'Union soviétique et la Fédération de Russie. Le peuple autochtone – les Tatars de Crimée – a été au cours des siècles la principale victime de l'impérialisme russe : ils ont été privés de leurs terres, dépossédés, soumis à un nettoyage ethnique et à l'oppression. Lorsqu'ils ont finalement été autorisés à revenir, dans les années 1990, ils ont entamé un processus de décolonisation en tentant de récupérer leurs terres (par le biais de la *samovozvraty*), de retrouver une voix politique et de reconstruire leur patrimoine culturel. Cependant, comme l'indique Rory Finnin, ni les élites ukrainiennes ni les élites (pro)russes de Crimée n'ont admis la nécessité de rétablir la justice et ont schématisé le conflit en



Manifestation des Tatars de Crimée à Moscou, 1987
(photo: Wikimedia).

Crimée en «termes interethniques» en occultant les hiérarchies coloniales.

Quel est le rôle de l'Ukraine dans cette conceptualisation? L'Ukraine n'est clairement pas un État colonialiste, car elle n'a ni conquis la Crimée ni imposé son propre statut d'État. La Crimée a été rattachée à l'Ukraine par un mécanisme juridique pour des raisons économiques, et sa population a voté en faveur de l'indépendance de l'Ukraine lors du référendum légitime de 1991. Cependant, ce n'est pas parce que l'État ukrainien n'a pas colonisé la Crimée qu'il n'a pas de responsabilité collective à l'égard des Tatars de Crimée. Depuis 1954, année de l'intégration de la Crimée à la République socialiste soviétique d'Ukraine, les élites politiques ukrainiennes de Crimée et de Kyiv se sont opposées au retour des Tatars de Crimée dans leur patrie, comme le révèlent les archives du Parti [communiste ukrainien]. Des centaines de personnes qui ont tenté de rentrer chez elles dans les années 1960, 1970 et 1980 ont été à nouveau violemment déportées, expulsées de leurs maisons, se sont vus refuser des permis de construire et des inscriptions administratives, etc.

Le cadre colonial nous oblige à nous considérer non seulement comme des victimes de l'impérialisme russe – ce qui crée un lien de solidarité entre les Ukrainiens et les Tatars de Crimée – mais aussi



comme des sujets complices de l'oppression des Tatars. Lorsque la nation tatare a été déportée en 1944, les colons russes et ukrainiens ont occupé leurs maisons, utilisé leurs meubles et leur vaisselle et cultivé leurs jardins. L'article mentionné plus haut sur les Ukrainiens en Crimée n'apporte pas la preuve d'une «Crimée ukrainienne», mais la preuve de la complicité des colons ukrainiens qui sont allés volontairement «réanimer» la terre qui avait été dépeuplée par la force.

Conclusion

L'histoire révisionniste qui cherche à prouver la présence historique de l'Ukraine en Crimée a contribué involontairement à une série d'idées fausses et de malentendus. Si la Crimée est historiquement ukrainienne, pourquoi les Tatars de Crimée y auraient-ils des droits particuliers? En quoi leur statut de peuple autochtone empiéterait-il sur les droits des Ukrainiens ou des autres citoyens de Crimée? La discussion est d'autant plus complexe qu'il n'existe pas de consensus au sein de la communauté tatare de Crimée sur la forme d'autodétermination la plus souhaitable: autonomie? statut spécial? discrimination positive? En outre, étant donné que les Tatars de Crimée ne représentaient que 13 % de la population avant 2014, quelles seraient les implications de leur autonomie pour le reste de la population de la Crimée? Enfin, qu'en est-il des autres peuples indigènes, tels que les Karaïmes et les Krymtchaks: devraient-ils également demander l'autonomie?

Ces questions sont pertinentes et doivent être examinées sérieusement. Cependant, toute discussion de ce type devrait se fonder sur une profonde compréhension contextuelle du déséquilibre historique des pouvoirs en Crimée et sur le droit international, et non sur l'ignorance, comme l'illustrent les récentes

déclarations du conseiller du chef du cabinet du président ukrainien, Mykhailo Podoliak, qui a rejeté le statut d'autonomie de la Crimée, au grand dam de nombreux commentateurs tatars de Crimée. Un retour sur l'histoire aidera les Ukrainiens à comprendre l'histoire du territoire que nous sommes sur le point de désoccuper et la manière dont nous devrions nous y comporter.

Le droit international contribuera à résoudre les tensions entre les différents groupes en délimitant les droits, les devoirs et les privilèges, ainsi que le cadre constitutionnel et les dispositions d'application.

De nombreux Tatars de Crimée réfléchissent sérieusement à la forme d'autodétermination qu'ils préfèrent et au statut juridique de la Crimée sur la base du cadre juridique international. De leur représentation politique au sein du gouvernement de Crimée à la protection du patrimoine culturel, il existe de nombreuses façons de réaliser l'autonomie. Toutefois, la tâche principale des Ukrainiens est de donner la priorité aux voix des Tatars de Crimée, de faire preuve d'attention et de respect à l'égard d'un peuple qui reste aujourd'hui à nos côtés. Après tout, la seule façon de rendre la Crimée égalitaire et juste est d'y inclure les voix précédemment exclues et opprimées.



Dix thèses sur l'emploi

VITALYI DUDIN¹

Les 21 et 22 juin 2023, le Royaume-Uni et l'Ukraine accueilleront à Londres la conférence internationale sur le redressement de l'Ukraine. Vitalyi Dudin publie à ce sujet dix thèses «sur l'emploi dans le contexte de la relance».

La conférence Ukraine Recovery Conference (#URC2023) peut-elle apporter des réponses aux défis les plus pressants auxquels la société ukrainienne est confrontée? Parmi eux figurent les questions de l'emploi et du travail après la guerre. Cependant, il semble que la conférence se concentre uniquement sur les besoins des entreprises, car, selon les organisateurs, ce sont les entreprises qui devraient jouer un rôle de premier plan dans le développement. La question la plus douloureuse est l'absence de dialogue social – l'exclusion de la voix des syndicats et des organisations de travailleurs de la discussion.

À mon avis, la sous-estimation des intérêts des travailleurs ou la volonté délibérée de préserver la position dominante des employeurs conduira à une dépréciation de l'effet bénéfique des investissements.

Je voudrais partager quelques thèses qui décrivent les problèmes dans le domaine de l'emploi et les moyens possibles de les résoudre.

1. Il est déjà clair que nous sommes confrontés à la tâche de restaurer le pays non seulement des conséquences de l'agression russe, mais aussi des

conséquences des réformes de déréglementation socialement nuisibles.

2. L'Ukraine a survécu grâce à la persévérance des travailleurs. Les cheminots, les médecins et les ingénieurs en électricité ont renforcé les arrières de l'armée sous la pression. Ils méritent ce qu'il y a de mieux.

3. Malheureusement, la réalité est différente. L'État ne s'est pas débarrassé de l'influence de l'élite oligarchique. Dans ce système, le travail n'est pas valorisé et les prestations sociales sont souvent incompatibles avec la dignité.

4. Les racines de cette situation se trouvent dans le modèle du capitalisme fondé sur les matières premières. Il a permis aux riches de réaliser des profits à l'exportation, mais s'est avéré intenable en temps de guerre.

5. La guerre a entraîné la destruction massive d'emplois, mais a créé une demande pour de nouveaux emplois. S'il faut équiper les abris, soigner, réparer, pourquoi des millions de personnes sont-elles au chômage?

6. Le gouvernement ne surmonte pas le chômage pour réduire le prix du travail. Mais sans doublement des salaires (notamment dans le bâtiment), la «reprise» sera synonyme de «parasitisme».

7. L'économie doit être dirigée par les travailleurs, et non par ceux qui se soucient des profits à court terme. La moitié des postes dans les organes de direction des entreprises publiques (UZ) devraient être désignés par les syndicats.

8. Les réformes du travail devraient commencer par l'annulation de la scandaleuse loi 2136, qui décourage l'emploi légal par des restrictions arbitraires des garanties du travail.

1. Responsable de l'organisation Sotsialnyi Rukh.



9. L'Agence pour l'emploi devrait créer des emplois, verser des prestations décentes à tous ceux qui ont perdu leur emploi à cause de la guerre et compléter les paiements par une formation à de nouvelles compétences.

10. Une loi sur les inspections du travail est nécessaire pour garantir le respect des droits du travail. La sanction pour l'emploi non officiel devrait être la suspension de l'entreprise, voire la nationalisation de la propriété.

Si nous voulons garantir une économie innovante capable de résister aux assauts de l'agresseur et créer des millions d'emplois avec des conditions de travail décentes, il n'y a pas d'alternative que d'aller vers la démocratisation et la socialisation de l'économie



Brèves

Les salaires des infirmières en zone de combat sont réduits

Depuis le 17 mai, l'Ukraine a « officiellement » augmenté les salaires des médecins dans les zones de combat et sur la ligne de front. Cela concerne les établissements de soins de santé des communautés des oblasts de Dnipropetrovsk, Donetsk, Zaporijia, Lougansk, Mykolaïev, Sumy, Kharkiv, Kherson et Chernihiv. Mais des infirmières et médecins des zones de première ligne ont eux-mêmes signalé des réductions de salaire ou ont été contraints de prendre des congés sans solde. Elena qui travaille dans une maternité de Kharkiv, explique que le personnel est contraint de prendre des congés sans solde. Il s'avère qu'un mois, une sage-femme travaille et l'autre se « repose », et vice versa.

Selon elle, il existe un syndicat dans l'institution médicale, mais il est inactif. En même temps, dit-elle, malgré le statut de ligne de front de Kharkiv et les bombardements réguliers, il y a encore beaucoup de femmes enceintes et de femmes qui viennent d'accoucher dans la ville. Elles ont donc besoin d'aide. Les réductions salariales ont lieu depuis janvier. Selon Anna, infirmières, malgré les baisses de salaire, les gens restent à leur poste.

Pour Vitaly Dudin, avocat spécialisé dans le droit du travail, il convient, d'un point de vue juridique, de faire une distinction entre la réduction des salaires et le fait d'être contraint de prendre un congé sans solde. Si l'employeur peut, malheureusement, avoir des raisons pour la première, la seconde est totalement illégale. C'est également ce que note Oksana Slobodjana, responsable du syndicat Sois comme Nina, « Nous promettons de répondre à toute tentative des directeurs de mettre leurs subordonnés à temps partiel ou de les encourager à prendre des congés sans solde. »

Contestation au salon du livre de Kyiv

Lors de sa visite au salon du livre de Kyiv le ministre ukrainien de la culture, Oleksandr Tkachenko, a fait face à une forte contestation. Un certain nombre de visiteurs du salon se sont présentés avec des pancartes appelant à sa démission, sur lesquelles on pouvait lire « Tkachenko détruit la culture », « Nous n'avons pas besoin d'un ministre qui est un petit Russe », « Honte », « Musées pillés = inaction de Tkachenko ». Il lui est notamment reproché la privatisation des archives du cinéma Dovzhenko et sa politique budgétaire en matière culturelle. Plusieurs pétitions ont

appelé récemment à sa démission. La dernière date du 21 juin elle a recueilli plus de 7 000 votes.

L'Ukraine, le FMI et les « réformes nécessaires »

L'Ukraine a reçu 900 millions de dollars dans le cadre d'une aide à la reconstruction de 15,6 milliards de dollars, a annoncé le FMI, ajoutant que « l'activité économique ukrainienne a fortement rebondi au premier trimestre » grâce à la restauration des infrastructures énergétiques. Cette aide du FMI, garantie par les pays qui ont soutenu l'Ukraine depuis l'invasion de son territoire par la Russie en février 2022, fait partie d'un programme plus large de 115 milliards de dollars impliquant d'autres organisations et des créanciers bilatéraux. Cependant, le PIB de l'Ukraine a chuté de plus de 30 % l'année dernière. En échange de ce soutien économique massif, l'Ukraine a promis de mener les réformes nécessaires, notamment pour lutter contre la corruption, et « les autorités de l'Etat doivent être capables de

faire des compromis politiques difficiles » a prévenu le FMI. L'objectif est de préparer la reconstruction, d'attirer de nouveaux investissements du secteur privé et de rejoindre à terme l'Union européenne, souligne le communiqué de presse. Les représentants du FMI, le ministre ukrainien des finances Sergii Marchenko et le gouverneur de la banque centrale Andriy Pyshnyy ont signé un accord d'étape sur les réformes politiques exigées en retour.

On ne peut que s'inquiéter des conséquences des « réformes nécessaires » et des « compromis politiques nécessaires » demandés par le FMI. Un exemple ?

Lors de sa réunion du 30 mai, le Conseil des ministres a décidé de presque doubler le tarif de l'électricité qui passe, à partir du 1^{er} juin 2023, à 2,64 hryvnias par kw. Les représentants du gouvernement expliquent l'augmentation du coût de l'électricité pour la population par la nécessité de mener la plus grande campagne de réparation du système énergétique ukrainien, qui a subi d'importants dégâts à cause des bombardements russes. Pour les citoyens, cette décision du gouvernement signifie que les factures d'électricité augmenteront en juin.



Catastrophe écologique en Crimée et en Ukraine

« Les occupants russes ont commencé à exploiter l'usine Titan en Crimée, située près de la ville d'Armyansk », rapporte le mouvement de guérilla Atesh qui opère dans les territoires temporairement occupés de l'Ukraine. L'usine produit du dioxyde de titane. En août 2018, une substance inconnue a été libérée à l'usine Titan. À l'époque, les autorités d'occupation ont affirmé que les émissions étaient dues à la chaleur et à l'absence prolongée de pluie. Selon toute vraisemblance, l'air a été pollué par



l'évaporation du contenu du réservoir de stockage d'acide. Les habitants de la ville occupée d'Armyansk et des districts de la région de Kherson, notamment Kalanchak et Chaplynsk, ont été touchés. Plus de cinquante gardes-frontières ukrainiens ont été victimes d'une intoxication chimique à la frontière administrative avec la péninsule. En septembre, les occupants ont fermé l'usine, mais pas pour longtemps, et l'ont rouverte en octobre. Au cours de l'été 2019, l'air de la région de Kherson a de nouveau été pollué par les émissions de Titan. L'agression russe détruit la nature ukrainienne. Selon le ministère de la protection de l'environnement et des ressources naturelles, la Russie a causé pour deux mille milliards de hryvnias de dégâts à l'environnement ukrainien. Les forêts, les steppes et les champs sont truffés de mines. Les tirs de roquettes quotidiens de l'armée russe ont également un impact extrêmement négatif sur l'environnement. «La détonation des missiles entraîne la formation d'un certain nombre de composés chimiques: monoxyde de carbone (CO), dioxyde de carbone (CO₂), vapeur d'eau (H₂O), gaz brun (NO), oxyde nitreux (N₂O), dioxyde d'azote (NO₂), formaldéhyde (CH₂O), vapeur de cyanure (HCN), azote (N₂), ainsi qu'une grande quantité de substances organiques toxiques. Les émissions atmosphériques causées par l'agression militaire sur le territoire ukrainien sont transportées, déposées et ont un impact sur le territoire d'autres États, parfois à des milliers de kilomètres», affirment les experts. Des animaux tels que le bison, le lynx, l'ours polaire et la cigogne noire pourraient disparaître suite aux actions de l'armée russe. Le fondateur de UAnimals, Oleksandr Todorchuk, a déclaré à l'automne dernier: «Les occupants bombardent délibérément les parcs naturels, les zoos et les refuges et ont tué plus de 10 000 000 d'animaux pendant la guerre.» De

nombreux décès de dauphins ont été enregistrés sur les côtes ukrainiennes, bulgares et turques. Des milliers d'animaux marins ont été tués par les mines et les nombreux navires de guerre russes dans la mer Noire et la mer d'Azov. 500 000 hectares de forêts ukrainiennes, dix parcs nationaux, huit réserves naturelles et deux réserves de biosphère sont sous occupation temporaire. 600 espèces animales et 750 espèces végétales sont menacées d'extinction.

La porte de l'abri était fermée

Dans la nuit du 1^{er} juin 2023, trois personnes, dont un enfant de 9 ans, sont mortes dans la capitale lors d'une attaque à la roquette par les occupants russes ils avaient tenté de se rendre au refuge de la polyclinique du district de Desnyan, mais la porte était fermée.

Vadym Moshkin, l'agent de sécurité de la polyclinique du district de Desnyan à Kiev, a expliqué pourquoi le refuge avait été fermé lors du raid aérien de la nuit du 1^{er} juin. Au cours de l'audience, il a été placé en détention provisoire pendant deux mois. Selon le garde, il n'a tout simplement pas eu le temps d'ouvrir l'abri après l'annonce de l'alerte aérienne. Moshkin a déclaré qu'il y avait deux portes menant à l'abri anti-bombes: au hall de la polyclinique et directement à l'abri.

Des témoins oculaires ont rapporté que le gardien était en état d'ébriété. Dans le même temps, les résidents locaux disent que des personnes ont été expulsées à plusieurs reprises de l'abri anti-aérien. Ils ont écrit des plaintes et des appels, mais cela n'a pas aidé. La KMDA a déclaré que le garde, qui n'a pas laissé entrer les gens dans l'abri, s'est retrouvé à l'hôpital après avoir subi une commotion cérébrale lors de l'attaque à la roquette.

Le tribunal de district de Holosiiv de la capitale a envoyé le chef de la polyclinique du district de Desnyan à Kiev en résidence surveillée 24 heures sur 24, ainsi que le directeur adjoint de la polyclinique du département technique qui nient toute responsabilité.

Sotsialnyi Rukh estime que le chef du département de la sécurité municipale, Roman Tkachuk, devrait démissionner et être tenu légalement responsable de sa négligence.

«Cet horrible incident prouve une fois de plus que c'est le public qui devrait contrôler l'état des abris en s'auto-organisant en comités locaux d'initiative dans leurs quartiers. Le risque de nouveaux bombardements, qui menacent les vies et les conditions de vie normales dans la capitale, demeure», explique l'organisation.

Mariage pour tous: le ministère de la justice recule

Військові ЛГБТ, le syndicat des LGBTQIA+ en uniforme, a été informé depuis plusieurs mois que le ministère de la Justice prépare un projet de loi sur les partenariats-unions pour les couples de même sexe. Mais ces derniers jours, il apparaît que le ministère ne veut pas reconnaître une telle union comme une famille. Il considère que «l'introduction de l'institution du partenariat civil [...] en tenant compte des différences avec les institutions [...] existantes [ne doit] interférer en aucune façon avec [...] les valeurs familiales inhérentes à la société ukrainienne». Pour le syndicat, «l'acquisition du statut de "famille" lors d'un partenariat est d'une importance cruciale, car il implique toute la liste des droits dont nos militaires LGBT+ ont besoin, et qui sont inscrits dans le Code de

la famille ukrainien: le droit à l'héritage, les visites en cas d'hospitalisation, etc. Sans la reconnaissance d'un partenariat en tant que "famille", ces droits humains fondamentaux ne seront pas respectés». Le syndicat ajoute que «les tribunaux ukrainiens ont reconnu à plusieurs reprises la nature familiale de la cohabitation effective de deux personnes du même sexe, en particulier dans les affaires d'héritage.» Військові ЛГБТ, avec plus de 30 associations, a demandé le 21 juin 2023 dans une lettre adressée au ministère de la Justice de définir les partenariats-unions comme une famille dans son projet de loi.

Par ailleurs du 22 au 28 juin 2023 se tiendra un festival de cinéma queer de Kyiv. Malgré la guerre et la pression de l'extrême droite, ce sera le premier festival LGBTQIA+ dans la capitale. Les militants d'extrême droite ont tenté activement de s'opposer à cet événement queer, mais ont échoué.

Doublage

SOTSLIANIY RUKH²

Le 28 juin, jour de la Constitution de l'Ukraine, le président Volodymyr Zelensky a soumis au parlement le projet de loi n° 9432 sur le statut spécial de la langue anglaise. Bien que le projet de loi comporte de nombreux autres problèmes, il constitue également une menace importante pour le doublage ukrainien. En particulier, le paragraphe 4 de l'article 9 du projet de loi prévoit la projection de tous les films en langue anglaise «dans la langue originale» avec des sous-titres en ukrainien. Une période

2. Déclaration du 1er juillet 2023.



de transition jusqu'en 2027 est également prévue, date à laquelle toutes les projections de films devront passer à ce format. Cette proposition a provoqué l'indignation d'une partie importante des Ukrainiens et provoqué des discussions animées sur les réseaux sociaux. De telles innovations menacent l'industrie ukrainienne du doublage jusqu'à sa destruction complète et contredisent les principes de l'ukrainisation. Le doublage ukrainien est célèbre pour sa qualité et ses travailleurs talentueux dans ce domaine (dont le président). Grâce au doublage, la langue ukrainienne a été popularisée et son utilisation et son usage développés. Pour le spectateur, le doublage ukrainien est devenu une alternative aux films en langue russe, même à l'époque où ils dominaient complètement le marché.



«La langue ukrainienne un moyen universel d'échange et de production de connaissances dans toutes les sphères de la vie sociale, de la culture, de la science et de la technologie.»

L'ensemble du patrimoine culturel de l'humanité ne devrait pas seulement être disponible en langue ukrainienne, mais la langue ukrainienne devrait également être utilisée pour créer des œuvres littéraires et artistiques avancées, pour développer des connaissances scientifiques et techniques de classe mondiale. Il est nécessaire d'assurer le développement de la culture et de la langue ukrainiennes dans toute leur diversité, une ukrainisation socialement orientée basée sur un

financement public décent et juste de l'éducation, de l'édition, de la vulgarisation scientifique, des projets culturels, du cinéma, etc. Heureusement, l'ukrainien n'est pas seulement la langue de notre histoire passée, mais aussi la langue de la science moderne, de la technologie, de la production et de la défense. La renaissance nationale de l'Ukraine est impossible sans le développement global de toutes les sphères de la vie sociale, y compris la production de haute technologie, l'ingénierie mécanique et la recherche fondamentale.

Sotslianiy Rukh est non seulement catégoriquement contre le nouveau projet de loi, mais appelle également au renforcement des moyens et à la création d'institutions étatiques qui contribueraient à la diffusion non seulement de la langue ukrainienne. Mais aussi des langues tatar de Crimée, karaïte, et romani, au développement global de toutes les langues de l'Ukraine et de ses peuples. Nous exigeons une révision du nouveau projet de loi sur la base des principes d'inclusion et d'ukrainisation.

**PRISES DE
POSITION**

Les organisations de la société civile ukrainienne s'adressent aux mouvements pacifistes et artisans de la paix de tous les pays



COMMUNAUTÉ UKRAINIENNE DES MÉDIATEURS ET FACILITATEURS DE DIALOGUE ET LE RÉSEAU FÉMINISTE UKRAINIEN POUR LA LIBERTÉ ET LA DÉMOCRATIE¹

1. Cet appel (disponible en anglais [ici](#)) a été lancé par la Communauté ukrainienne des médiateurs et facilitateurs de dialogue et le Réseau féministe ukrainien pour la liberté et la démocratie, et soutenu par la société civile ukrainienne, notamment par les organisations et personnes suivantes : Centre d'initiatives publiques « Idées pour le changement » ; Initiative Feminist Lodge ; DOM4824 ; Initiative d'Ivano-Frankivsk Women UA ; Oksana Potapova, cofondatrice du Réseau féministe ukrainien pour la liberté et la démocratie ; Centre de recherche sur la médiation et le dialogue (Université nationale de Kyiv – Académie Mohyla) ; Association nationale des médiateurs d'Ukraine ; Institut pour la paix et le terrain d'entente ; Parc de facilitation ; Initiative « Dialogue en action » ; Centre pour le droit et la médiation ; Institut ukrainien de médiation et de facilitation ; Groupe régional de médiation d'Odessa ; Laboratoire d'initiatives pacifiques ; Centre de médiation ukrainien ; Ligue des médiateurs d'Ukraine ; Association des médiateurs familiaux d'Ukraine ; école de médiation ITC ; Centre de médiation de Lviv ; Centre de médiation Prydniprovsky, Vilna Peacemaking Space ; Intellectum Arti ; Sense 2 Sense Communication ; Plateforme nationale pour la résilience et la cohésion sociale ; Centre des droits humains ZMINA ; SOS Crimée ; Centre régional des droits de l'homme de Luhansk Alternative ; Ukraine sans torture ; Association des parents de

Nous, acteurs de la société civile ukrainienne, féministes, artisans de la paix, médiateurs, facilitateurs de dialogue, universitaires et défenseurs des droits humains, avons conscience de la montée en puissance d'une divergence d'opinions en matière de stratégie au niveau mondial. Un nombre croissant de voix pacifistes, issues de la droite comme de la gauche, réclament l'arrêt de l'aide militaire à l'Ukraine. En guise de stratégie pour mettre fin à la guerre, ces voix appellent aussi à un cessez-le-feu immédiat entre l'Ukraine et la Russie. Il faut comprendre que ces appels à cesser toute résistance pour négocier avec Poutine reviennent à demander à l'Ukraine de renoncer à sa souveraineté et à son intégrité territoriale.

Nous ne demandons que le plein respect du droit humanitaire, des chartes internationales des droits humains et de la Charte des Nations unies, ainsi que les moyens pratiques de défendre nos vies, notre souveraineté nationale et notre intégrité territoriale, pour résister aux menées expansionnistes et impérialistes du Kremlin dans son entreprise de recolonisation de ses voisins. Certes, nous avons besoin de diplomatie et, en effet, nous avons besoin d'aide humanitaire, mais ne vous y trompez pas, l'Ukraine doit continuer à être soutenue par des livraisons d'armement moderne et toutes autres formes d'assistance militaire, ainsi que par des sanctions économiques et juridiques strictes à l'encontre du Kremlin.

L'arrêt des livraisons d'armes à l'Ukraine ne conduirait pas à « la paix par des moyens pacifiques »,

prisonniers politiques du Kremlin ; Centre régional pour les droits de l'homme ; Centre d'éducation civile Almenda ; Fondation de coopération polono-ukrainienne Mon Action (Pyryatyn, région de Poltava) ; Initiatives de femmes ; Initiatives civiques d'Ukraine ; Centre de jeunesse pour le développement régional ; Postupovyy Gurt Frankivtsiv ; Fonds de soutien à la recherche fondamentale ; Centre européen d'analyse stratégique ; Centre pour la sécurité internationale.

mais offrirait la possibilité au régime autoritaire de Poutine de reprendre des forces pour réitérer son agression contre l'Ukraine. Les appels à l'apaisement sont dangereux. Nous avons documenté la façon dont le Kremlin traite les prisonniers de guerre et les civils dans les zones occupées. Nous avons vu de quelle manière il traite ses propres opposants politiques. Cela n'a rien à voir avec la paix. Dans un conflit aussi radicalement asymétrique que celui dont il s'agit, nous sommes convaincus que l'aide à la défense et le soutien à la résistance, accompagnées d'une solidarité mondiale constante et bien informée en faveur du peuple ukrainien, sont les meilleures incitations pour obtenir une cessation de la violence et le retrait négocié des forces russes.

La reconnaissance *de facto* de l'occupation par la Russie d'une partie du territoire ukrainien et l'impunité qui en découlerait créeraient un dangereux précédent pour d'autres régimes autoritaires désireux de réviser les frontières internationales. Cela entraînerait également une accélération de la prolifération de l'armement nucléaire dans le monde, en propageant l'idée délétère selon laquelle seule la possession de l'arme nucléaire peut garantir la sécurité d'un pays.

Nous demandons que les organisations et mouvements internationaux respectent le droit des Ukrainiens à rester au premier plan et au centre des décisions concernant les négociations de paix sur l'Ukraine, la défense de leurs vies et de leurs droits. Nous demandons que soient respectées nos demandes de participation et que, lorsqu'il s'agit de déterminer notre propre avenir, soit systématiquement respecté le principe : «Rien sur l'Ukraine en l'absence de l'Ukraine». Nous protestons contre la tenue de conférences et de manifestations pour une prétendue «paix en Ukraine», où les Ukrainiens ne

sont ni manifestement impliqués, ni équitablement représentés.

Nous trouvons profondément choquant le discours tenu, aussi bien à droite qu'à gauche, selon lequel les soldats ukrainiens se battent en quelque sorte par procuration pour l'Occident. Cet argument nie notre humanité, déprécie l'histoire de l'Ukraine, dont l'indépendance a été durement acquise, et remet en cause la légitimité d'un gouvernement démocratiquement élu par le peuple ukrainien. Il s'agit d'une rhétorique politique trompeuse et nuisible. L'invasion et l'annexion illégales de certaines parties de l'Ukraine par la Russie en 2014 sont le résultat de l'agression et de l'expansionnisme russes et ne sauraient être considérées comme la réponse à une prétendue menace extérieure.

Nous sommes reconnaissants pour la médiation internationale et le soutien à la médiation dans le cadre des négociations humanitaires portant sur le retrait de la Russie, l'échange de prisonniers de guerre, le retour des enfants ukrainiens déportés, l'élimination de la menace nucléaire et la libre circulation des céréales. Ces négociations sont extrêmement importantes et doivent être poursuivies et développées.

Au monde, à vous, nous demandons de poursuivre votre effort de compréhension et votre solidarité bien informée. Il y a besoin pour cela de faire preuve d'une constante créativité et de recourir à une nouvelle approche du travail international pour la paix dans le respect mutuel, la compréhension de nos spécificités propres, en alimentant et non en brisant les liens sociaux et les réseaux qui existent au sein de la communauté internationale, dans la perspective de la justice, de la paix et de la démocratie.

Nous croyons qu'au moyen de cette résistance et avec votre soutien, au fil du temps, nous viendrons



à bout de l'indéfendable occupation de l'Ukraine par la Russie, qui perdra cette guerre d'usure brutale et illégale. Nous leur demandons de rendre des comptes pour ce qu'ils ont fait. Nous savons que la solidarité a un coût et que ce coût pèse sur de nombreuses épaules. Nous avons choisi de vivre dans un monde où les vies humaines comptent, où la démocratie compte, où le droit international compte, et nous n'avons pas renoncé à nous battre en faveur du monde que nous voulons pour nos enfants et leurs enfants.

Nous remercions la communauté internationale de se tenir à nos côtés et de partager le prix, si douloureux à payer, de la paix.



Cessez de faire pression sur l'Ukraine pour qu'elle accepte la partition!

À la lumière de la campagne menée par des sections du mouvement pacifiste pour que l'Ukraine négocie un cessez-le-feu inconditionnel avec l'agresseur et l'occupant russe (rendue publique tout récemment dans les plans du «Sommet de la paix» prévu pour les 10 et 11 juin à Vienne), nous, soussignés :

1. Déclarons notre solidarité avec la résistance héroïque du peuple ukrainien contre l'agression de la Fédération de Russie.

2. Insistons sur le fait que la décision de décréter un cessez-le-feu et d'entamer des négociations appartient à la victime de cette agression, à savoir le peuple et les autorités ukrainiens.

3. Condamnons les pressions exercées par certaines parties du mouvement pacifiste pour obtenir des négociations indépendamment de l'occupation du territoire ukrainien par les forces russes, ce qui

revient à faire pression sur le peuple ukrainien pour qu'il accepte la partition de son pays.

4. Appelons toutes les sections du mouvement pacifiste à soutenir le droit de l'Ukraine à l'autodétermination et à l'autodéfense et à exiger le retrait immédiat des forces russes. Déclaration de signature initiée par le Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine



Guerre en Ukraine: de l'arme du droit au droit aux armes

AUDE VAUDANO ET GILLES SAINATI¹

Ce texte est né d'un constat amer: plus d'un an après l'agression russe en Ukraine, la guerre menée par le régime de Poutine est encore analysée par certains non comme une guerre néo-impérialiste à tonalité génocidaire mais comme l'expression d'un conflit territorial dans lequel chaque protagoniste aurait sa part de responsabilité. Une telle grille de lecture ouvre logiquement sur l'exigence de négociation immédiate ayant pour objectif le retour à la paix.

Dans cette perspective, les exigences du droit international sont minorées ou renvoyées à des échéances plus lointaines comme le suggère une tribune récente impulsée par 300 chercheurs sous l'égide d'Edgar Morin, Xavier Emmanuelli et Rony Brauman²: la justice internationale interviendra «le moment venu». Façon élégante de noter que... le moment n'est pas venu. On ne peut que s'incliner derrière la logique à l'œuvre derrière cette affirmation; difficile en effet d'imaginer Vladimir Poutine admettre, lors de négociations de paix, la nécessité d'accélérer les enquêtes judiciaires contre les crimes de guerre commis en Ukraine par sa propre armée ou de collaborer avec la cour pénale internationale dans le cadre du mandat d'arrêt qui vient d'être émis à son encontre.

1. Anne Vaudano et Gilles Sainati, magistrats, respectivement ancienne présidente et ancien secrétaire général du syndicat de la magistrature. Publié dans *Mediapart*, 30 mai 2023.

2. Tribune publiée par *Le Monde* du 21 mars 2023.

La justice internationale est alors perçue comme un frein au retour à la paix qui reste l'objectif prioritaire.

Cette analyse réunit aujourd'hui des familles de pensée hétéroclites voire antagonistes: émanant de l'extrême droite ou d'une partie de la droite, ce discours est relativement cohérent avec la longue complaisance voire la fascination éprouvée par ces dirigeants vis-à-vis d'un régime autoritaire qui se présente comme le défenseur des valeurs traditionnelles. Il inquiète davantage venant de certains cercles de gauche³ qu'on imaginerait plus enclins à manifester devant les ambassades russes pour demander le retrait de leurs troupes d'Ukraine comme l'avaient fait leurs prédécesseurs contre les USA dans la guerre au Vietnam.

Bien que ces courants s'appuient sur des sous-bassements idéologiques très différents: pacifistes convaincus, adeptes de la *realpolitik*, admirateurs des pouvoirs autoritaires ou contempteurs de l'empire américain, tous se rejoignent sur l'objectif à atteindre: un cessez-le-feu immédiat suivi de négociations pour la paix.

Ces courants ne sont pas marginaux et mobilisent des pans entiers de l'opinion publique en Europe de l'Ouest. Jusqu'à quel point les gouvernements occidentaux resteront insensibles à cette pression et maintiendront leur volonté d'aider la résistance ukrainienne? Dès lors, il importe de montrer pourquoi, face à une guerre qui bafoue les règles internationales, l'arme du droit doit nécessairement être assortie de l'obligation d'aider l'Ukraine par un envoi massif d'armes, de nature à inverser le rapport de forces; l'objectif étant d'obtenir un retrait total des

3. «UE: les gauches fracturées par la guerre en Ukraine», *Le Monde* du 2-3 avril 2023.



troupes russes d'Ukraine, et ce, avant toute négociation sur les conditions d'une paix durable.

Une opération très spéciale

Vladimir Poutine a commencé par inscrire l'agression de l'Ukraine dans le cadre d'une opération spéciale qui se présentait comme ayant pour but de mettre fin à un génocide qui serait exercé sur la minorité russe du Donbass par l'armée ukrainienne. Il convoque ainsi le droit international qui permet, dans certaines conditions, d'intervenir militairement pour protéger une population d'un génocide. Faudrait-il encore que ce génocide soit attesté ce qui, à l'évidence, n'est pas le cas dans le Donbass. L'existence réelle d'une guerre depuis 2014 dans cette région n'est pas contestée mais nulle preuve de génocide n'a été apportée et la seule mesure discriminatoire que l'on pourrait attribuer aux autorités ukrainiennes est la relégation de la langue russe en langue de minorité nationale. En revanche, les preuves de l'appui militaire et financier du gouvernement russe aux séparatistes du Donbass *via* des livraisons d'armes et de blindés mais également par l'envoi de soldats et de mercenaires russes sont, elles, avérées. Elles rendent inaudibles les arguties juridiques de Poutine en faveur d'une opération de prévention d'un génocide.



Un passé mythifié

De même, les accusations qualifiant le gouvernement ukrainien de nazi ne peuvent parvenir à convaincre en dehors d'une partie de l'opinion publique russe formatée aux discours extrémistes des médias. Il n'est pas anodin que l'invasion ait été précédée de la dissolution de l'association Mémorial qui tentait de faire la lumière sur les crimes de l'époque soviétique mais également sur des exactions

plus récentes commises par le régime de Poutine, notamment en Tchétchénie. La lecture révisionniste de l'histoire par les médias et les institutions russes vise à faire apparaître cette opération spéciale comme la continuation de la grande guerre patriotique qui ferait de la Russie l'unique vainqueur du nazisme; effaçant les ombres au tableau comme la signature du pacte germano-soviétique qui n'était pas seulement un pacte de non-agression mais un partage d'États et territoires comme la Pologne, la Finlande ou les États baltes entre l'Allemagne et l'Union soviétique⁴. De même, l'accent mis sur le sacrifice du peuple russe vise à faire oublier que c'est le peuple soviétique composé de ses multiples nationalités qui a payé un lourd tribut dans son combat contre l'agresseur nazi et que les Ukrainiens pour la majorité d'entre eux (7 millions d'hommes) ont combattu dans l'Armée rouge, seuls 250 000 d'entre eux ayant collaboré avec les nazis.

Aujourd'hui, il est difficile de soutenir que le régime ukrainien aurait la moindre filiation avec le régime nazi même si une loi mémorielle contestée a inclus la figure de Bandera⁵ parmi les héros du nationalisme ukrainien jusqu'à baptiser de son nom une avenue de Kyiv; au vu des résultats des élections en Ukraine, la présence de l'extrême droite en Ukraine est marginale. Le bataillon Azov dont le noyau historique était néonazi a été réintégré dans l'armée régulière. Il importe néanmoins de demeurer vigilants sur de possibles résurgences de la mouvance

4. Sur l'ensemble des meurtres politiques de masse commis pendant cette période, on renvoie à l'ouvrage *Terres de sang, l'Europe entre Hitler et Staline* de l'historien Timothy Snyder (Folio histoire, 2012).

5. Stepan Bandera fut un nationaliste extrémiste ukrainien ayant collaboré avec l'Allemagne nazie en créant la Légion ukrainienne sous les ordres de la Wehrmacht.

hypernationaliste qui pourraient découler de l'exacerbation de la guerre.

L'agression du 24 février 2022, manifestement illégale, apparaît donc bien comme une tentative de s'inscrire dans une histoire falsifiée⁶ dans laquelle l'Ukraine n'existerait que comme un petit frère⁷ dont on se plaît à rappeler le statut inférieur.

Réécrire le présent

C'est à partir de cette vision fantasmatique de l'histoire que Poutine entreprend de réécrire le présent en s'aveuglant sur la réalité contemporaine d'une Ukraine : un État indépendant dont les frontières sont reconnues par le droit international depuis 1991 et ayant fait le choix en 2014 d'emprunter la voie démocratique.

L'Ukraine avait connu une brève période d'autonomie au 17^e siècle avec la création d'un État cosaque sous le contrôle d'un État polono-lithuanien ancrant l'Ukraine en Europe avant son annexion par l'empire russe au 18^e siècle. La référence européenne permet néanmoins aux Ukrainiens de résister aux tsars qui s'employaient à détruire systématiquement toute forme d'identité culturelle à travers des mesures coercitives contre l'enseignement et la langue. La période soviétique, tout en proclamant la république populaire d'Ukraine, imposera un modèle de fraternité dans lequel l'Ukraine était décrite à travers des stéréotypes coloniaux.

6. Constatant le caractère massif des attaques visant les producteurs d'histoire en Russie, un rapport de la FIDH en juin 2021 développe le concept de « crime contre l'histoire ». Certains ont payé le prix de leur vie pour avoir décrit les massacres de l'armée russe en Tchétchénie comme en témoigne l'assassinat d'Anna Politovskaïa le 7 octobre 2006.

7. Andreas Kappeler, *Russes et Ukrainiens les frères inégaux du Moyen Âge à nos jours*, Paris, CNRS, 2002.

La dislocation de l'Union soviétique ouvre une nouvelle ère pour l'Ukraine devenue un État indépendant reconnu par la communauté internationale, Russie comprise ; mais c'est sa marche vers la démocratie qui va constituer un défi inacceptable pour Vladimir Poutine : on peut faire la supposition raisonnable que si l'Ukraine avait fait le choix de rester sous l'influence de Moscou, à l'image de la Biélorussie, la Russie n'aurait pas déclenché l'agression de 2022. Cette marche vers la démocratie est le fruit d'un processus amorcé en 2004 lors de la révolution orange, marqué par la première grande loi mémorielle en 2006 faisant de l'Holodomor⁸ un génocide et criminalisant sa contestation ; il est consolidé en 2014 par la révolution de Maïdan, dite révolution de la dignité ; l'Ukraine se détache du grand frère russe et se rapproche de l'Union européenne en adoptant peu à peu des normes d'un État de droit et en initiant le combat contre la corruption et les oligarques.

C'est bien cette révolution démocratique qui constitue un point de non-retour pour Moscou qui réagit en 2014 par l'annexion de la Crimée et l'occupation illégale du Donbass. Ces passages en force n'ont pas les effets escomptés : l'Ukraine renforce ses lois mémorielles en 2015, lois dites de désoviétisation libérant l'accès aux archives de police entre 1917 et 1991 ou réprimant l'exhibition de symboles nazis et communistes. Elle montre également sa volonté de se rapprocher de l'Union européenne par un accord d'association en mars 2014. Dans le même temps, la population ukrainienne développe des capacités inédites de résistance militaire et civile. C'est dans ce contexte que Poutine décide de l'invasion de l'Ukraine.

8. Sur l'Holodomor, on peut se reporter à l'ouvrage déjà cité : *Terres de sang*.



Plus d'un an après, un constat s'impose : jamais, depuis les guerres en ex-Yougoslavie, l'Europe n'avait connu un tel cortège d'attaques massives contre des populations civiles, visant des établissements de santé, d'enseignement, de quartiers d'habitation, en recourant à la torture, aux viols et aux déportations d'enfants sans omettre l'utilisation d'armes à sous munitions et la prise de contrôle de la plus grande centrale nucléaire en Europe, Zaporijjia, située au sud de l'Ukraine. L'ampleur inédite de ces exactions⁹ pose la question de savoir comment la justice va s'emparer de ces faits pour les instruire avant de les juger.

Juger la guerre... en temps de guerre



La première ligne de ce front judiciaire se joue sur le territoire ukrainien devenu une véritable scène de crime à ciel ouvert. Dès l'invasion russe et plus encore après le massacre de Boutcha fin mars 2022, la justice ukrainienne dépêche sur les lieux des exactions des équipes d'enquêteurs et d'experts pour recueillir les preuves matérielles, entendre les témoins et survivants, réaliser les actes médico-légaux et examens balistiques. Ces enquêtes en temps réel qui s'accomplissent dans des zones minées et parfois voisines de zones occupées par l'occupant débouchent sur les premiers procès de soldats russes ; procès qui ne répondent pas toujours aux critères habituels d'un État de droit, les droits de la défense étant parfois sacrifiés au nom des nécessités inhérentes à l'état de guerre. On peut également y ajouter la difficulté de remonter la chaîne de commandement avec le risque de ne condamner que les exécutants. Se pose enfin

la nécessaire question de l'impartialité d'une justice qui se rend en temps réel sous l'emprise de l'émotion causée par des massacres toujours en cours¹⁰.

C'est la raison pour laquelle le rôle de la justice internationale est crucial car il permet non seulement de dégager des moyens plus ambitieux pour mener les investigations mais il offre surtout la possibilité d'une justice plus indépendante, impartiale et respectueuse des canons admis du procès équitable.

L'engagement de poursuites pour crimes de guerre par le procureur de la cour pénale internationale et la délivrance récente d'un mandat d'arrêt visant notamment Vladimir Poutine pour les déportations d'enfants ukrainiens constitue la seconde phase du front judiciaire mais ouvre également une nouvelle page dans la longue marche contre l'impunité des chefs d'État. Ce modèle classique de l'immunité des gouvernants reposait sur la conception ancienne de la souveraineté ; le souverain définissant le crime ne pouvait être considéré comme criminel, telle était la conception qui prévalut jusqu'au début du 20^e siècle. C'est l'ampleur de la « boucherie » de 1914 et plus encore le génocide de la Seconde Guerre mondiale qui va constituer le tournant décisif : désormais, comme le souligne Antoine Garapon, « le référent ultime des droits n'est plus la personne du souverain en majesté du 19^e siècle mais la souffrance des victimes de crimes de masse du 20^e siècle¹¹ », siècle des génocides.

9. 31 000 crimes de guerre répertoriés fin mars 2023 selon la présidente du Centre pour les libertés civiles, prix Nobel de la paix en 2022.

10. Voir le documentaire d'Élisabeth Drevillon sur France 5, *Crimes de guerre en Ukraine*, 2023.

11. *Le Monde*, 16 avril 2022, p. 30.

« Une conception universelle du mal »

La création de la Cour pénale internationale, reconnue aujourd'hui par 123 États puise ses références dans le précédent Nuremberg; elle en est une incarnation plus aboutie car plus impartiale et dotée d'un règlement de preuves et de procédure plus élaboré. C'est la consécration d'une cour fondée sur des interdits universels et, selon les termes de Mireille Delmas Marty, sur «une conception commune du mal¹²». Cette «utopie universaliste du droit» pour reprendre l'expression de Joël Hubrecht¹³ se heurte rapidement aux réalités politiques: le bilan des condamnations est jugé insuffisant et on pointe régulièrement le soupçon d'une justice à deux vitesses, plus encline à poursuivre les chefs d'État africains – certains osent évoquer une forme de racisme¹⁴ – que les gouvernements occidentaux lors des opérations en Afghanistan ou en Irak pour ne rien dire de l'occupation israélienne dans les territoires occupés. On doit prendre en compte certains de ces reproches et il appartient à la Cour pénale internationale de démontrer une plus grande indépendance à l'égard des puissances de ce monde. Il reste que le principal obstacle est l'absence d'une force de police internationale qui permettrait de faire exécuter ses décisions lorsqu'un État est récalcitrant.

Il reste que malgré ces imperfections, la CPI démontre aujourd'hui qu'elle peut viser le chef d'un État membre du conseil de sécurité et immense puissance nucléaire, faisant de Vladimir Poutine un

véritable paria pour une partie non négligeable de la communauté internationale; c'est pourquoi on doit prendre en compte cette avancée inédite qui a surpris bon nombre de juristes et n'a pas manqué de susciter la riposte de la Russie inscrivant le Procureur de la Cour pénale internationale et l'un des juges de cette cour sur la liste des personnes recherchées ce qui constitue un acte d'intimidation particulièrement grave. Il convient de s'interroger aussi sur une autre limite qui empêche la Cour pénale internationale de poursuivre la Russie pour le crime d'agression en Ukraine, ce crime premier qui permet tous les autres. Le crime d'agression s'inscrit dans la filiation juridique du crime contre la paix imaginé, ironie de l'histoire, par un juriste soviétique¹⁵ en 1945 dans le cadre des procès Nuremberg.

« Jus ad bellum »

L'Ukraine, rejointe par certains juristes comme Philippe Sands¹⁶, plaide pour la création d'un tribunal spécial international habilité à juger l'invasion russe. Cette proposition est approuvée par le Conseil de l'Europe le 9 décembre 2022 et par la commission européenne le 30 novembre 2022; ses modalités sont encore débattues et les juristes se divisent sur l'opportunité de créer une nouvelle juridiction; l'avantage évident serait de parvenir rapidement à l'étape du jugement, les déclarations de Poutine précédant l'invasion suffisant à caractériser son rôle dans le déclenchement de l'agression; l'autre intérêt serait de pouvoir juger Poutine par contumace ce que ne peut pas faire la CPI. Pour le reste, on peut

12. *Ibid.*, p. 31.

13. *Idem.*

14. Reproche surprenant: des massacres commandités par des responsables africains sur leurs populations devraient-ils rester impunis pour préserver la CPI d'un soupçon de racisme?

15. Il s'agit d'Aaron Trainin.

16. Se reporter à l'appel signé par des juristes comme Antoine Garapon, Denis Salas, Jean-Paul Jean ou Dominique Rousseau, appel publié dans le *JDD* du 19 novembre 2022



se demander si cette juridiction doit être créée par résolution d'une majorité d'États de l'ONU ou si elle devrait être une initiative du Conseil de l'Europe, option la plus «signifiante» pour Antoine Garapon et Bruno Cathala, car «l'Europe d'après 1945 s'est définie par la prééminence du droit¹⁷». On peut ajouter à cet argument crucial l'idée selon laquelle l'Europe est particulièrement concernée par cette agression, ayant été la cible d'une guerre hybride menée par Poutine bien avant 2022, comme le documente Raphaël Glucksmann¹⁸.

Enfin, le risque de délégitimer le rôle de la CPI par la création d'un tribunal spécial chargé de juger l'agression ne paraît pas convaincant, chaque juridiction ayant son périmètre d'action bien délimité.

À ces propositions s'ajoute enfin la question des réparations et d'un mécanisme permettant le gel puis la confiscation des biens et avoirs des banques et oligarques russes afin de permettre un processus de reconstruction de l'Ukraine. D'autres initiatives judiciaires sont à saluer tant du côté de juridictions nationales faisant jouer le mécanisme de la compétence universelle que du côté du parquet parisien spécialisé en matière de crimes de guerre ou encore l'accord entre la CPI et Eurojust pour faciliter la collecte de preuves¹⁹. Enfin on prévoit de confier au parquet européen la compétence en matière de violation des sanctions économiques et financières contre la Russie.

L'ensemble de ces actions montre que le constat exprimé par Cicéron – «le droit se tait lorsque les armes parlent²⁰» – n'a plus cours et que le droit entend désormais devenir une force de régulation

des relations internationales; s'il n'ambitionne plus de mettre la guerre hors la loi comme en avaient rêvé les signataires du pacte Briand-Kellog en 1928, il vise au moins à définir à quelles conditions une agression peut être considérée comme illégitime et à mettre en œuvre des mécanismes empruntant à la justice pénale pour juger les auteurs des crimes qui découlent de l'agression. La force symbolique de la justice internationale ne doit pas être négligée même lorsque ses décisions peinent à s'appliquer, d'autant qu'elle a aussi une fonction régulatrice nécessaire dans une perspective de réconciliation des belligérants. Avant de tourner la page sur les atrocités commises, les victimes et les survivants ont besoin que cette page soit écrite et la justice leur donne cet espace; c'est enfin un moyen d'opposer un autre narratif à la propagande de l'agresseur, et ce, dans une enceinte permettant un débat contradictoire.

Il reste cependant à s'interroger sur la portée de la justice dans l'hypothèse où la Russie emporterait une victoire décisive et annexerait tout ou partie de l'Ukraine. Comment imaginer la possibilité pour une partie des enquêtes et procès en cours de se maintenir en sauvegardant l'ensemble des preuves déjà recueillies dans des territoires reconquis par la Russie? On voit bien l'impossibilité de dissocier l'arme du droit du droit aux armes, seul moyen pour le pays agressé d'inverser le rapport de forces. Ce constat est contesté par des courants idéologiques différents allant du pacifisme intégral à des formes de pensées conservatrices, parfois cyniques et sensibles d'abord aux rapports de forces entre nations et empires. Certains d'entre eux voient d'ailleurs en la justice internationale une dangereuse tentative de criminaliser l'ennemi, empêchant tout retour à la paix, objectif que permettrait l'oubli des crimes.

17. *Le Monde*, 1^{er} mars 2023.

18. Voir Raphaël Glucksmann, *La grande confrontation*, Paris, Allary, 2023.

19. *Le Monde*, 29 avril 2022.

20. «*Silent leges inter arma*».



La paix à tout prix ?

Au préalable, reconnaissons que l'ensemble des forces politiques et des experts militaires ont été surpris de l'invasion du 24 février ; « le risque oublié de la guerre » pour reprendre les termes de l'historien Stéphane Audouin-Rouzeau²¹ en Europe, malgré le précédent en ex-Yougoslavie, explique en partie la difficulté à penser un événement inédit. Pour le camp pacifiste, hostile à l'envoi d'armes en Ukraine, rien ne peut justifier qu'on ajoute ainsi la guerre à la guerre ; étant le mal absolu, même une guerre défensive ne trouve grâce à ses yeux ; ce courant pacifiste intégral se déploie particulièrement en Italie, encouragé par les déclarations successives du pape François.

Ce débat a déjà eu lieu dans les années 1930 au sein même du milieu pacifiste ; face à la montée du nazisme, une partie des pacifistes comprit, parfois tardivement, que le slogan « la paix à tout prix » était une impasse : ainsi Albert Einstein admettait : « Je suis opposé à l'usage de la force en toutes circonstances sauf face à un ennemi qui poursuit la destruction de la vie comme une fin en soi²² » ; l'écrivain pacifiste Romain Rolland se résolut à la guerre en 1940 écrivant que « les pacifistes intégraux sont devenus des collaborationnistes » ; concilier les exigences de la paix avec la nécessité de lutter contre le fascisme était impossible et chacun dut choisir son camp. Ce que firent récemment certains pacifistes et syndicalistes italiens dans le port de Gênes en s'opposant à l'acheminement de matériel militaire à destination de la résistance ukrainienne²³. Dans ce contexte, le

slogan « la paix à tout prix » apparaît bien comme une prime à l'agresseur et un renoncement à toute revendication du droit contre la force du plus fort, car parler d'un « droit du plus fort », c'est tomber dans « un galimatias inexplicable », comme le dit Rousseau dans le *Contrat social* (1 ch 3).

La guerre par procuration : un concept dévoyé

Les arguments pacifistes peinant à convaincre, c'est sur la nature de la guerre que le débat va s'engager car il s'agit aussi pour les adversaires de l'aide militaire à l'Ukraine de démontrer que cette guerre n'est pas celle que l'on-nous-vend-dans-les-media-mainstream. Intervient alors la classique inversion de culpabilité comme dans les procès pour viols où la défense tente de persuader le juge que la victime n'est pas si innocente et qu'elle a même provoqué son malheur ; en l'espèce, l'Ukraine est accusée de s'être rapprochée dangereusement de l'Occident dont l'Otan ne serait que le bras armé. Surgit alors le concept de guerre par procuration – pertinent pour d'autres conflits dans le monde – qui ferait de l'Ukraine la simple victime collatérale, mais pas tout à fait innocente, du véritable conflit opposant les USA à la Russie. Dans ce schéma, le véritable agresseur devient les Etats-Unis, acculant Poutine à déclencher une opération défensive ; dans une version plus soft, Poutine reste l'agresseur principal mais on va chercher dans l'histoire des dernières décennies qui ont suivi le démantèlement de l'URSS des motifs d'humiliation infligée à la Russie.

Dans cette reconstruction qui fait de l'anti-américanisme la seule grille idéologique, l'Ukraine n'est plus qu'un jouet aux mains des grandes puissances, Volodymyr Zelensky, une simple marionnette



21. Stéphane Audouin-Rouzeau, *La part d'ombre*, Paris, Les belles lettres, 2023.

22. Dans un courrier du 12 août 1936 adressé au physicien Hans Thirring

23. *Il Manifesto*, 24 février 2023.

manipulée par Joe Biden, montrant ainsi le peu de considération pour la volonté de résistance du peuple ukrainien; au fond, c'est une façon de prolonger la négation de l'Ukraine, y compris lorsque sa population prend les armes pour se défendre. De la même façon, dans la propagande soviétique les révoltes hongroises et tchèques avaient été considérées comme une opération de déstabilisation conduite par les USA.

Le problème de ce récit qui prétend embrasser la complexité du monde est qu'il ne repose pas sur des faits avérés: on sait aujourd'hui que les États-Unis, soucieux des tensions et menaces dans le Pacifique, auraient lâché l'Ukraine en offrant seulement d'extraire son Président²⁴, si les Ukrainiens n'avaient pas montré dès le premier jour des capacités de résistance inattendues; on sait également qu'une partie de l'électorat républicain juge sévèrement cette aide militaire que l'Ukraine n'est pas assurée de conserver en cas de victoire de Trump en 2024. Enfin, la thèse de l'encerclement de la Russie par des forces de l'Otan prêtes à en découdre est une fable: l'Otan n'a jamais manifesté de menaces à l'encontre de la Russie, cherchant même au début des années 2000 à l'intégrer et ses bases en Europe sont conçues dans une perspective purement défensive. Les États-Unis avaient même convaincu l'Ukraine en 1994 de renoncer aux 1800 ogives nucléaires stationnées sur son sol au profit de la Russie en échange de garanties sur le respect de sa souveraineté territoriale²⁵



Sacrifier l'autodétermination des peuples pour préserver les marches des empires?

Ce que cette thèse complaisante à l'égard de Poutine laisse de côté, c'est la nature quasi totalitaire de ce régime qui a besoin de la guerre pour mobiliser sa population contre un ennemi. Cette instrumentalisation du patriotisme contre l'Ukraine puis, au fil des déconvenues militaires sur le terrain, contre un Occident collectif jugé nazi et décadent, avait pour objectif d'affaiblir la contestation qui s'était exprimée en Russie fin 2011. Mais il s'agit également de consolider les marches de l'empire en faisant des pays limitrophes des zones tampons. Gardons à l'esprit qu'en russe, comme le souligne l'écrivain Erri De Luca, le mot sécurité est traduit littéralement par l'expression «sans risque»: «Ce détail nous fait comprendre l'antique obsession russe pour des États tampons à ses frontières²⁶.» D'ailleurs, comme le rappelle souvent le géographe Michel Foucher²⁷, le problème des empires est qu'ils ne savent pas bien où sont leurs frontières. Admettre la nécessité d'États à souveraineté limitée pour complaire à un régime devenu totalitaire n'est-il pas une renonciation au principe d'autodétermination des peuples?

Qu'une partie de la gauche européenne sacrifie ce principe fondateur interroge: serait-elle encore prisonnière d'une vision magnifiée du passé soviétique en cultivant une certaine nostalgie à l'égard d'un régime qui proclamait en théorie la supériorité du socialisme sur le monde capitaliste? Le retour en grâce de Staline (et non de Lénine faut-il le préciser?)

24. *Huffington Post*, 26 février 2022.

25. Voir les mémorandums de Budapest signés le 5 décembre 2014.

26. *Micromega*, n° 4, 2022, p. 68.

27. Michel Foucher, *Ukraine-Russie: la carte mentale du duel*, Paris, Gallimard, 2022.

dans les célébrations actuelles en Russie fait-il illusion comme si Poutine s'inscrivait dans la tradition révolutionnaire? Cet aveuglement sur la réalité de ce que fut le régime soviétique pourrait expliquer en partie la cécité dont une certaine gauche fait preuve aujourd'hui à l'égard de Poutine. En partie seulement, car il faut y ajouter une tendance à relativiser les différences entre démocraties et dictatures et à dénoncer le «deux poids deux mesures» dans la condamnation des agressions injustes: mais dénoncer les graves manquements de nos démocraties, et par exemple condamner l'invasion en Irak doit-il entraîner la moindre indulgence à l'égard des dictatures comme la Russie ou la Chine? Une partie de la gauche a opté pour la théorie de l'équidistance: «Ni avec l'OTAN, ni avec Poutine», slogan remarqué lors des manifestations pacifistes notamment en Italie, oubliant la leçon de George Orwell qui, comme le rappelle Edwy Plenel:

Bataillant en 1941 [...] contre les intellectuels de gauche qui renâclaient à s'aligner derrière leur gouvernement dans le combat contre le nazisme, Georges Orwell leur concédait volontiers toutes les tares du régime britannique qui était encore un empire. [...] Mais c'était pour mieux asséner, comme une tranquille évidence, que si un crime reste un crime, qu'il ait été commis par une démocratie ou une dictature, il n'y a pas pour autant d'équivalence entre les deux régimes, l'un permettant de le contester quand l'autre l'interdit²⁸.

Proximités dangereuses

Une partie de la droite et de l'extrême droite a éprouvé, elle, une véritable fascination pour le régime de Poutine incarnant à ses yeux la défense des valeurs

chrétiennes oubliées de l'Occident, la préservation de la famille traditionnelle contre le féminisme, le wokisme ou la propagande LGBTI. On voit même, sur les réseaux sociaux, des mouvements contre la pédophilie faire de Poutine la figure de proue de leur combat.

On assiste également à la convergence de mouvements de l'extrême droite européenne dans un sommet à Vienne le 31 mai 2014 écouter religieusement le théoricien Alexandre Douguine vanter la révolution conservatrice reprenant, comme l'explique Raphaël Glucksmann, la théorie du juriste nazi Carl Schmidt d'un «affrontement permanent et structurel entre les puissances terriennes qu'il nomme Rome éternelle et les puissances maritimes qu'il nomme Carthage éternelle; les premières sont ancrées et autoritaires. Les secondes hors-sol et libérales. L'Union européenne est l'héritière de Carthage et Moscou prend les traits d'une nouvelle Rome. Entre les deux, aucune cohabitation possible²⁹». Carthage devra-t-elle être détruite?

Cette proximité idéologique s'accommode de services rendus sous la forme de prêts bancaires ou de financements d'opération de propagande contre l'avortement. Cette complaisance intéressée n'est pas le seul fait de l'extrême droite. La commission spéciale sur les ingérences étrangères, dirigée par l'eurodéputé Raphaël Glucksmann, documente l'ensemble des incursions russes dans les processus démocratiques tant aux USA qu'en Europe à travers les fermes à trolls russes de Prigojine ou des médias comme *Russia Today* et *Sputnik*³⁰. Mais cette percée qui vise à créer le chaos³¹ aurait dû amener nos gouvernements à plus de vigilance. C'était sans compter

28. Edwy Plenel, *L'épreuve et la contre-épreuve*, Paris, Stock, 2022, p. 59.

29. Page 93, «La grande confrontation» déjà cité note 15.

30. Interdits de diffusion par l'Union européenne le 2 mars 2022.

31. Voir le roman de Giuliano da Empoli *Le mage du Kremlin* (Gallimard),



avec notre dépendance au gaz russe³² que les dirigeants européens, notamment en Allemagne mais également en Italie comme le dénonce le président du parti radical Igor Boni, ont entretenue voire renforcée ; moyennant une participation dans les conseils d'administration des monopoles russes comme l'illustre le cas de Gerhard Schroeder, François Fillon et quelques autres.

On voit que les fautes de l'Occident ne sont pas celles pointées par les pacifistes ou adeptes de la Realpolitik : après avoir permis aux oligarques russes de blanchir leurs fonds en Europe, fermé les yeux sur les exactions du régime en Tchétchénie, en Syrie ou en Géorgie, trop timidement condamné l'annexion de la Crimée, l'Europe a laissé prospérer les réseaux d'influence russes, cru que les bonnes relations commerciales avec la Russie finiraient par produire des effets démocratiques sur ce régime. Ce fut évidemment le contraire qui s'est passé, nos brillants stratèges ont dû réviser leurs copies mais l'Ukraine paie aujourd'hui le prix sanglant de notre aveuglement.



L'hypothèse nucléaire

Il reste alors le dernier argument pour nous convaincre de la nécessité de passer immédiatement à la table des négociations, quitte à céder les territoires déjà occupés par la Russie soit environ 20 % de l'Ukraine ; c'est le scénario d'une troisième guerre mondiale nucléaire, au moins par l'usage d'armes tactiques. C'est d'ailleurs bien le sens des discours de Poutine : une fois épuisés les arguments proprement idéologiques pour justifier la guerre, il

subsiste l'argument d'autorité, la menace nucléaire. La Fontaine avait parfaitement illustré cette situation dans une fable³³ dans laquelle le lion, après avoir égrené tous les arguments idéologiques pour prouver que le cerf doit lui revenir exclusivement, finit par menacer d'étrangler ses associés au cas où ils se permettraient de ne pas l'entendre de cette oreille.

Si la majorité des experts estime improbable le recours au feu nucléaire car désastreux pour les intérêts de la Russie, eu égard aux représailles encourues, il serait hasardeux pour certains d'écarter totalement ce risque, ignorant si la rationalité guide toujours les choix de Poutine. C'est le sens de l'avertissement du philosophe Habermas qui s'inquiète « du chœur belliqueux » de l'Occident qui risque de nous faire franchir la ligne rouge et nous précipiter dans un scénario apocalyptique. S'il admet que l'Ukraine ne doit pas perdre la guerre, c'est pour plaider en même temps pour un « compromis acceptable³⁴ ». La réponse à Habermas est venue du directeur de la revue italienne *Micromega*, Paolo Flores d'Arcais : « Si la guerre se conclut au prix d'une amputation du territoire ukrainien après des dévastations inédites, des crimes effrénés et impunis, comment pourra-t-on dire que l'Ukraine n'a pas perdu la guerre, cela reste un mystère illogique et hypocrite », conclut le philosophe italien³⁵.

Il faut se demander en effet si c'est le moment de céder à ce chantage en sachant que notre renoncement pourrait avoir de lourdes conséquences quant à de probables autres « opérations militaires spéciales »

qui brosse le portrait d'une éminence grise de Poutine, apôtre de la désinformation en vue de répandre le chaos.

32. « Toute dépendance énergétique et commerciale à un pays qui n'est pas un allié géopolitique équivaut à un suicide stratégique » selon le professeur Jean-Yves Heurtebise dans un article du *Monde* du 23 mars 2022.

33. Il s'agit de « La génisse, la chèvre et la brebis en société avec le lion ».

34. Se reporter à la tribune publiée par Habermas dans *Le Monde* du 22 février 2023 mais également à son article précédent, publié le 28 avril 2022 dans *Süddeutsche Zeitung*.

35. « La guerra di Putin : Habermas e Ponce Pilate », *Micromega*, n° 4, 2022

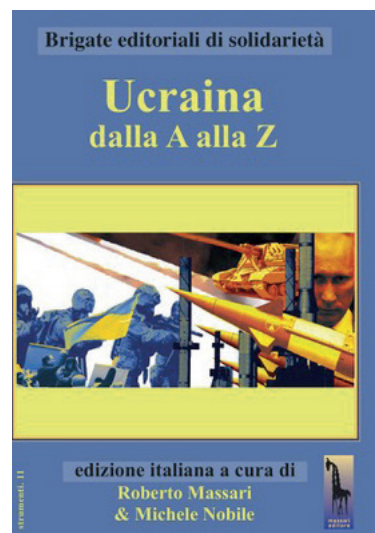
contre les États baltes, la Moldavie ou la Pologne. À terme, c'est la sécurité de l'Europe qui serait compromise et cela constituerait un encouragement pour d'autres dictatures dotées de l'arme nucléaire pour se lancer dans des annexions illégales. Et si on maintenait cet argument au nom duquel, face à un risque nucléaire même minime, la légitime défense d'un pays agressé injustement n'est plus de mise, alors il faudrait démanteler toutes les institutions qui tentaient d'œuvrer pour la paix en recourant au droit international qui reste parfois la seule arme des nations fragiles; le dernier deviendrait une vague survivance dans nos manuels de droit et l'ordre international une jungle régie par la loi du plus fort dans un monde qui aurait tourné le dos à plus de cinquante ans d'accords internationaux visant à limiter la production d'armes nucléaires et à éviter la prolifération.

Les pacifistes sont à l'Est

Ce texte sera perçu à tort par certains comme un manifeste contre la paix et une hostilité à tout compromis. Le temps de la négociation n'est certes pas venu mais la diplomatie retrouvera toutes ses prérogatives lorsque les troupes russes auront quitté le territoire ukrainien. La tâche est immense: à court terme, déjouer l'alliance des dictatures et à plus long terme, reconstruire une architecture de sécurité et un ordre mondial plus juste; en se défiant du concept de multilatéralisme prêché par les dirigeants russes et chinois qui renvoie, comme le souligne le chercheur Jean-Sylvestre Mongrenier, à «une doctrine de combat au service d'un revanchisme guerrier et d'un bouleversement des équilibres mondiaux³⁶». Dans l'immédiat, n'est-il pas temps de soutenir les véritables pacifistes qui sont à l'Est, comme

36. *Le Monde*, 18 avril 2023, p. 26

ces cheminots biélorusses tentant, au péril de leur liberté, d'empêcher le départ d'armes à destination de l'armée russe³⁷ ou les opposants, comme Navalny ou Vladimir Kara-Mourza, qui croupissent au fond des prisons russes pour s'être dressés contre la corruption du régime poutinien et la guerre en Ukraine. Il faut en effet soutenir «les personnes héroïques qui aujourd'hui descendent dans la rue pour protester contre la guerre et se font arrêter – parfois simplement en brandissant un exemplaire de *Guerre et paix* – parce que le mot guerre est interdit, écrivait le poète et traducteur André Markowicz au début de la guerre dans un essai au nom évocateur: *Et si l'Ukraine libérait la Russie*³⁸»



37. Comme le raconte l'ancien militant de Lotta Continua, Adriano Sofri, dans sa lettre en réponse au physicien Carlo Rovelli publiée sur Facebook le 10 avril 2023

38. Essai publié au Seuil Libelle en juin 2022.

État espagnol: un « pacifisme » qui aide Poutine

ALFONS BECH¹

Vendredi 9 juin, un « débat ouvert » s'est tenu au siège du syndicat des Commissions ouvrières (CCOO) à Barcelone, intitulé « Perspectives de paix en Ukraine ». Organisé par la plateforme Catalunya per la pau (« Catalogne pour la paix »), il a réuni une centaine de personnes, dont très peu de jeunes et quasiment aucun syndicaliste.



La réunion était animée par un membre de la plateforme, Pepo Gordillo, qui a présenté les deux intervenants, Tica Font, ancienne directrice de l'Institut Català Internacional per la Pau et fondatrice du Centre d'Estudis per la Pau Delàs, et Julio Rodríguez, ancien chef d'état-major de la défense et membre de l'exécutif de Podemos. La banderole installée derrière eux disait: « Arrêtez la guerre en Ukraine »².

Euromaïdan 2014: un coup d'État ?

Le contexte dans lequel Gordillo a ouvert le débat était celui d'une guerre menée depuis 2014 « avec des responsabilités partagées entre la Russie et l'OTAN ». Pour Gordillo, il s'agit du résultat d'un « coup d'État » soutenu par les États-Unis. C'est bel et bien la version pro-russe de la manifestation de masse de la

place Maïdan, qui avait provoqué la fuite en Russie du président corrompu Ianoukovitch après son refus de signer, comme il s'était engagé à le faire, l'accord de partenariat avec l'Union européenne.

C'est avec cette version unilatérale de ce qui s'est passé en Ukraine ces dernières années, plutôt qu'avec un débat ouvert, qu'a commencé une conférence manifestement biaisée.

Madame Tica Font a exposé les perspectives de paix: les États-Unis et le Royaume-Uni seraient ceux qui décideraient de la durée de la guerre. « Ils ne veulent pas que l'Ukraine gagne contre Poutine, mais seulement qu'elle l'affaiblisse dans une guerre d'usure. La chute de Poutine n'est pas souhaitée par les États-Unis car elle ouvrirait la voie à l'instabilité dans la région et le chaos pourrait être pire que Poutine. » Avec les perspectives géopolitiques posées par Tica Font, l'Ukraine et son peuple ne comptent pas. Le président Zelensky n'est « pas un démocrate » (« Poutine non plus »), il a « interdit les syndicats » (depuis quand ?) et « l'Ukraine a commis des actes contre l'humanité tout comme la Russie, mais ces actes ne font l'objet d'aucune enquête ».

Selon elle, les deux adversaires seraient donc égaux du point de vue de la morale et il n'y a pas de guerre juste, même pas pour se défendre. La seule solution serait une intervention extérieure pour faire pression sur les gouvernements occidentaux afin que ceux-ci obligent l'Ukraine et la Russie à un cessez-le-feu immédiat et établissent dans les territoires occupés du Donbass une tutelle, un protectorat, comme le Kosovo. Tout en laissant la Crimée demeurer un territoire de la Fédération de Russie. Sa conclusion: « Une mauvaise paix vaut mieux qu'une bonne guerre... »

1. Alfons Bech est syndicaliste, adhérent des CCOO et membre du RESU. Article paru dans *Sin permiso*, 11 juin 2023. Traduction Mariana Sanchez

2. Pour visionner la conférence, cliquer [ici](#).

Le parti qui ne veut pas que l'Ukraine se défende

M. Rodríguez a rappelé que Podemos a été «le seul parti qui s'est opposé à l'envoi d'armes en Ukraine»: cela constituerait le fait le plus positif et le plus marquant de sa contribution politique à la paix. M. Rodríguez a certes dénoncé la course aux armements que le gouvernement espagnol, comme tous les autres gouvernements de l'OTAN, a entamée. Il a également eu le mérite de dire que c'est de la ferraille, et peu de ferraille, qui est envoyée en Ukraine.

Je suis d'accord pour combattre la politique d'armement, mais pourquoi ne pas séparer la question de l'envoi d'armes à l'Ukraine de la prétendue «nécessité» d'augmenter les budgets militaires et d'élargir l'OTAN au monde entier?

Mais quelles sont les perspectives de paix et de sécurité en Ukraine et en Europe?

Les intervenants n'ont cessé de déplorer l'«absence de mobilisation» de la société en faveur de la paix. Il faudrait, selon Julio Rodríguez, «nourrir le débat public». Il a reconnu que les rassemblements pour la paix à Madrid ne réunissent guère plus d'une cinquantaine de personnes. À Barcelone aussi, le très faible rassemblement de quelques centaines de personnes sur la place Sant Jaume le 25 février pèse encore négativement, alors que le 24 février, la veille, la manifestation qui réunissait Ukrainiens, Catalans, Russes et Biélorusses avait attiré au moins 8 000 personnes (selon la police municipale). Et il y a vingt ans, nous étions un million contre la guerre en Irak, alors pourquoi ne pas en tirer la conclusion

qu'on ne peut pas aller à l'encontre des sentiments de la majorité des Ukrainiens?

Les deux intervenants ont reconnu que la perspective d'un «cessez-le-feu» – pour le bien des Ukrainiens! – est une utopie. Et pourquoi est-ce une utopie? Parce que «ni l'Ukraine ne veut abandonner ses territoires ni la Russie ne veut les abandonner». C'est vrai. Mais l'Ukraine, la nation attaquée, veut mettre fin une fois pour toutes à la possibilité de nouvelles attaques et destructions, de disparitions d'emplois, de nouveaux génocides, de nouveaux enlèvements d'enfants, de nouveaux viols par l'empire voisin, qui a toujours été celui qui l'attaquait. Jamais l'inverse.

La nécessité pour l'Ukraine de récupérer les territoires envahis prend une dimension dramatique avec la destruction du barrage hydroélectrique de Kakhovka, sur le Dniepr, qui, que ce soit à la suite d'une attaque intentionnelle ou de négligence de l'occupant, a causé le plus grand désastre humain et environnemental du pays. Cette absence de sécurité serait-elle résolue aujourd'hui sans une défaite de l'invasion? Tant que Poutine n'aura pas compris qu'il n'a pas d'autre choix ou qu'il sera renversé, l'empire russe ne cédera pas.

Quel rôle jouent ces réunions en faveur d'un «cessez-le-feu immédiat»?

Des membres du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine (RESU) ont assisté à cette réunion. L'une d'entre elles, une Ukrainienne, avait du mal à se retenir en écoutant les orateurs. «Pourquoi racontent-ils ces mensonges? Ne se défendraient-ils pas si un voleur s'introduisait dans leur maison?» Elle a eu une minute pour répondre à deux heures de



«débat ouvert». Une chose qu'elle a dite m'a semblé particulièrement pertinente: «Maintenant, je comprends pourquoi les gens sont fatigués et ne soutiennent pas beaucoup l'Ukraine.»

En effet, ce qui est inquiétant, c'est la paralysie, l'insensibilité qui semble s'être installée dans la société. Une insensibilité qui fait suite à des milliers de discours comme ceux de ces orateurs, notamment sur les réseaux sociaux. Des discours du genre: «il y a des dizaines d'autres guerres; les Ukrainiens sont privilégiés; en Ukraine, les travailleurs sont attaqués par leur gouvernement; ce sont des nazis; ils sont anti-russes; ils ont fait un coup d'État en 2014; ils interdisent tous les partis de gauche et les syndicats; ils sont tous les mêmes»... Tout ça brouille la différence entre l'agresseur et l'agressé.



Poutine a déjà appris qu'il ne pouvait pas conquérir toute l'Ukraine. Ce n'est pas seulement à cause des armes que l'Occident prête à ce pays, c'est aussi parce que l'objectif moral d'expulser l'envahisseur est enraciné dans la société ukrainienne. Le président russe est en train de perdre la guerre en Ukraine et de s'affaiblir en Russie. Voilà pourquoi cela arrange Poutine que, bien que minoritaires et à contre-courant de la société, il y ait des campagnes «pour la paix» qui consistent à demander un «cessez-le-feu» pour maintenir l'occupation du Donbass.

Curieusement, à l'approche de l'offensive militaire ukrainienne, les initiatives «pour la paix» se sont multipliées dans certains pays à l'initiative de groupes liés à des partis comme Podemos ou de l'orbite stalinienne, voire de simples nostalgiques de l'ex-URSS. Ils sont tous incapables de voir le rôle «historique» que s'est donné Poutine: être l'anti-Lénine dont la mission est de reconquérir l'espace impérial russe.

Il est également curieux de voir comment ces «amis de la paix» s'abritent dans les locaux des syndicats

pour tenter d'avoir un aspect «ouvrier». Pourtant à Vienne, la Fédération autrichienne des syndicats (ÖGB), qui accueillait un «Sommet international de la paix» visant à demander un cessez-le-feu immédiat et ne disant rien sur le retrait des troupes russes, a compris qui étaient ces gens et leur a retiré tout soutien, y compris ses locaux.

Pourquoi ne pas inviter et écouter des syndicalistes ukrainiens?

Discuter sur la paix en Ukraine, c'est très bien, c'est nécessaire. Il faut continuer. Mais il faudrait savoir d'abord ce que disent les Ukrainiens! Ce que dit la majorité de la population, la majorité de ses organisations civiques.

Je termine avec cette question: cela nous aiderait-il pas à comprendre cette guerre d'inviter les deux principaux syndicats ukrainiens – la Fédération des syndicats d'Ukraine (FPU) et la Confédération des syndicats libres d'Ukraine (KVPU) – à faire une tournée, les écouter et leur demander de clarifier nos doutes³?

3. NDLR: Une telle initiative a déjà eu lieu dans le cadre de la tournée européenne de Yuri Samoilov, responsable du syndicat KVPU de la région de Kryviy Rih, organisée en février 2023 par le Réseau syndical international de solidarité et de luttes. Des réunions ont eu lieu à Varsovie, Paris, Lyon, Lisbonne, Milan, Padoue, Katowice et aussi Madrid (le 28 février). À propos de cette tournée, voir <https://laboursolidarity.org/fr/campagne/n/2571/un-syndicaliste-ukrainien-nous-parle-> ou <https://laboursolidarity.org/fr/campagne/n/2552/rencontres-europeennes-avec-yuri-samoilov> ou encore <https://www.google.com/search?q=solidaires+samoilov&oq=solidaires+samoilov+&aqs=edge..69i57j0i546l3j69i64.8046j0j1&sourceid=chrome&ie=UTF-8>, ainsi que la vidéo <https://solidaires.org/sinformer-et-agir/actualites-et-mobilisations/internationales/ukraine-entretiens-croises-sur-la-situation-des-travailleurs-et-travailleuses-en-ukraine-en-temps-de-guerre-video/>.

La loi de programmation militaire française et l'Ukraine

JEAN-PAUL BRUCKERT¹

La loi de programmation militaire 2024-2030² (LPM) répond à la nécessité d'adapter l'outil militaire à des impératifs internes – vieillissement du matériel et son remplacement – et externes – progrès technologiques et contexte international. Sur ce dernier point, il est clair, que s'il est indiqué que la guerre d'agression de Poutine en Ukraine constitue l'un des ressorts de cette loi de programmation, elle s'inscrit dans un contexte plus large :

L'invasion de l'Ukraine par la Russie constitue un glissement stratégique qui accélère certaines tendances déjà observées, tout en faisant émerger de nouvelles. [...] Ce conflit constitue le retour d'une vraie guerre symétrique dans tout le spectre multi-milieus et multichamps, et révèle le besoin de masse, de densité et de l'action armée³.

1. Professeur d'histoire et membre de la commission internationale d'Ensemble.

2. Selon l'article 34 de la Constitution, « les lois de programmation déterminent l'action de l'État et définissent les orientations pluriannuelles des finances publiques sur une période de quatre à sept ans ». N'ayant pas de caractère normatif, elles doivent chaque année être transposée en loi de finances, ce qui la laisse à l'appréciation du législatif. Voir Ministère des armées, « Les 5 choses à savoir », *Loi de programmation militaire 2024-2030*.

3. Ministère des armées, *LPM 2024-2030. Les grandes orientations*, p. 5, I, . « Face aux menaces des moyens ». Les citations et chiffres des dépenses sont tirées de ce texte.

Au total, un effort considérable⁴ qui correspond, au moins en partie, au nouveau contexte et en particulier à la guerre en Ukraine.

L'agression de l'Ukraine accélère des tendances déjà à l'œuvre

L'Ukraine n'est qu'une étape, mais une étape décisive dans une course aux armements commencée en Extrême-Orient. Cette rivalité, mais aussi à l'Ouest les initiatives russes (annexion de la Crimée et soutien aux séparatistes ukrainiens, intervention armée en Syrie) et à un niveau inférieur celles de puissances moyennes comme la Turquie, ont engendré une course aux armements qui se traduit par des dépenses militaires qui atteignent des niveaux records.

Ce constat s'insère en outre dans le contexte de l'effacement partiel des limites entre la guerre et la paix. Les relations entre puissances se caractérisaient jadis par un passage de la paix à la guerre par l'intermédiaire d'une crise. Il semble bien que cette séquence soit aujourd'hui remplacée par une succession de trois notions imbriquées car elles peuvent coexister (au moins pour les deux premières) : compétition (mode normal d'expression de la puissance dans de nombreux domaines) / contestation (remise en cause par des faits accomplis) / affrontement. Cette analyse des militaires tient compte du développement de stratégies dites de « guerre hybride » – « la guerre avant la guerre ? » – (cyber attaques, intervention dans les élections, etc.) dont l'odieuse utilisation des migrants contre l'Europe par Loukachenko

4. 118 Mds d'augmentation, soit un total légèrement supérieur aux 100 Mds de crédits supplémentaires alloués à la Bundeswehr par le Bundestag. Au total en pouvoir d'achat cela fera probablement 363 Mds. Voir l'article de Renaud Bellais, *Défense & sécurité internationale*, n° 164, avril-mai 2023.



(novembre 2021) est le dernier exemple. D'autant plus inquiétant que la guerre – ou du moins l'action armée – sans compter d'éventuels incidents qui pourraient dégénérer, est déjà devenue dans ce contexte un moyen comme un autre de faire aboutir des objectifs politiques (Crimée, Ukraine, Syrie, Libye, Himalaya, mer de Chine méridionale). D'où l'idée, avancée par les militaires (voir les déclarations des généraux Lecointre et Burkhard, ancien et actuel chef d'état-major des armées) qu'il faut préparer l'armée française à des affrontements à «haute intensité⁵» ! Il est donc clair que la guerre d'agression de la Russie en Ukraine sur la LPM a accéléré des tendances déjà à l'œuvre.

Conséquences indirectes et directes de cette guerre sur la loi de programmation



Beaucoup de programmes d'équipement inscrits dans la LPM font suite ou prolongent des objectifs contenus dans la précédente loi de programmation et en cours de réalisation. Ils ne sont donc pas ou si peu une réponse à la guerre en Ukraine.

C'est le cas de la très coûteuse modernisation de la dissuasion nucléaire (54 Mds). Assise sur l'idée gaulienne d'indépendance et écho du mythe de la France comme grande puissance, la dissuasion recoupe tous les secteurs qui lui sont liés (têtes nucléaires, missiles à longue portée M51 et à moyenne portée, sous-marins nucléaires lanceurs d'engin et sous-marins d'attaque). Elle distingue la France et le Royaume Uni parmi les pays européens⁶. Rien en ce qui concerne

un éventuel désarmement dans ce domaine, même partiel, mais un saut qualitatif.

C'est aussi le cas du renouvellement de la flotte (avec cependant sensiblement moins de navires que prévu du fait d'un décalage dans le temps⁷), du porte-avions NG qui doit remplacer l'actuel⁸, du maintien du nombre de Rafales (avec remplacement des avions vendus à la Grèce et à la Croatie), du remplacement des hélicoptères anciens par un seul type d'hélicoptère, du renouvellement des blindés de l'armée de terre (mais là aussi en nombre inférieur à ce qui était initialement prévu⁹), de la rénovation des Leclerc, etc. De ce point de vue, même si tout remplacement par du matériel plus récent représente un saut qualitatif, il n'est guère possible de parler de surarmement.

Outre la mention du passage à une économie de guerre qui en reste à des généralités, une seconde catégorie de programmes est marquée par le contexte. Soit qu'ils soient accélérés par la guerre en Ukraine, soit qu'ils apparaissent destinés à perfectionner l'existant ou à combler des lacunes. Au premier chapitre, en «adaptation aux menaces bénéficiant de nouvelles technologies» (par exemple les missiles hypersoniques), il faut mentionner la montée en gamme (avec 5 Mds) des systèmes de défense sol-air et surface-air (sur les navires¹⁰). On peut en outre

Le premier est en permanence à la mer.

7. Trois frégates de défense et d'intervention au lieu de cinq, trois bâtiments ravitailleurs de forces au lieu de quatre, sept patrouilleurs de haute mer au lieu de dix. Aucun nouveau Rafale pour la Marine.

8. Un amendement pour une étude de faisabilité concernant un deuxième porte-avions déposé par un député Horizons a cependant été adopté... avec peu de chances de concrétisation.

9. Réduction d'un tiers en ce qui concerne les Jaguar et de 26 % pour les Griffon. Calcul de l'auteur. Mais voir plus loin.

10. Seront ainsi améliorés tous les systèmes de défense antiaériens, fixes, mobiles et installés sur les navires.

5. Ce passage reprend pour partie un article, «Demain la guerre», publié dans *Cerises*.

6. Lorsque Poutine a menacé d'utiliser le feu nucléaire le Président a ordonné de sortir un deuxième sous-marin nucléaire lanceur d'engins.

mentionner le chapitre munitions¹¹ de tous types (16 Mds). De même pour le renseignement (600 emplois créés sur la période¹²) et la contre-ingérence (5 Mds). Toutes proportions gardées c'est aussi le cas des crédits alloués aux forces spéciales (2 Mds), de même que ceux attribués aux Outre-mer (13 Mds), à ceci près que les uns et les autres renvoient également à la notion de puissance et au vertige de l'intervention et de l'ubiquité. Il faut enfin mentionner le maintien en condition opérationnelle (MCO) (49 Mds¹³), car «la guerre en Ukraine a mis en lumière l'importance fondamentale du MCO dans le cadre d'un conflit de haute intensité».

D'autres programmes enfin innovent dans des domaines qui faisaient défaut. La guerre entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan et la guerre en Ukraine ont révélé le rôle joué par les drones (5 Mds). Devenus indispensables, «ils constituent une caractéristique du combat de demain. Et leur rôle est essentiel, du niveau stratégique au niveau tactique». Difficile enfin pour certains chapitres, le spatial (6 Mds) et l'innovation technologique (10 Mds)¹⁴, de dissocier ce qui ressort de la continuité et ce qui est dû au nouveau contexte.

11. Une guerre symétrique comme celle que Poutine a fomentée en Ukraine, avec de longs épisodes d'attrition, s'accompagne d'une consommation ahurissante de munitions. D'où cette rubrique qui, à n'en pas douter, tient compte de ce constat.

12. Sans que cela soit, dit-il semblerait que le déficit en renseignement préalable à l'agression poutinienne de l'Ukraine ait été pris en compte dans l'accent mis sur ce chapitre.

13. Là encore les leçons d'une guerre symétrique comme la guerre d'agression en Ukraine semblent avoir été tirées.

14. On aura constaté que le total des sommes mentionnées n'atteint pas les 415 Mds. C'est que d'une part les investissements en matériels pour les trois armes ne sont pas chiffrés dans le Livret sur les Grandes orientations, d'autre part que ni, entre autres, les salaires, ni la réserve ou l'amélioration des conditions de travail n'ont été intégrés.

Livraisons d'armes à l'Ukraine et loi de programmation militaire

Les livraisons d'armes – qui seront remplacées – ou de matériel à destination militaire de la France ne faisant pas l'objet d'une ample publicité, nous sommes contraints de nous limiter à ce qui est connu. Il s'agit d'abord de missiles antichars Milan (mais livrés au compte-goutte au moins dans un premier temps!), de missiles sol-air Crotale, efficaces à 100 % d'après le ministre ukrainien de la défense, et dans un second temps du système antimissiles à longue portée de conception franco-italienne SAMP/T-Mamba. Plus connus car ayant fait l'objet de nombreux reportages, le cas des 30 canons Caesar, livrés en deux fois (18+12), auxquels s'ajoutent les 19 promis par le Danemark, dont beaucoup n'ont pas été livrés et doivent être construits par Nexter, ce qui devrait porter le parc ukrainien à 49. Ont été livrés aussi quelques lance-roquettes multiples (LER). La grande question a été celle de la livraison de chars et de blindés. On sait que le gouvernement français s'est refusé à envisager de livrer des chars Leclerc. L'argument était qu'il n'y en avait que 220 et que la chaîne de production était arrêtée. En revanche ont été livrés des chars légers (AMX 10 RC) et des véhicules de l'avant blindés (VAB). En quelles quantités? L'annonce portait sur «des dizaines». Tout ce que l'on peut dire c'est qu'en mai 2023 il était annoncé que l'armée de terre recevrait 130 blindés supplémentaires (38 Jaguar et 92 Griffons¹⁵) par rapport à ce que prévoyait la LPM. Ce qui signifie vraisemblablement que les blindés livrés à l'Ukraine seront pris sur la dotation de l'armée et compensés par cette

15. Ces blindés sont justement destinés à remplacer les AMX 10RC et les VAB.

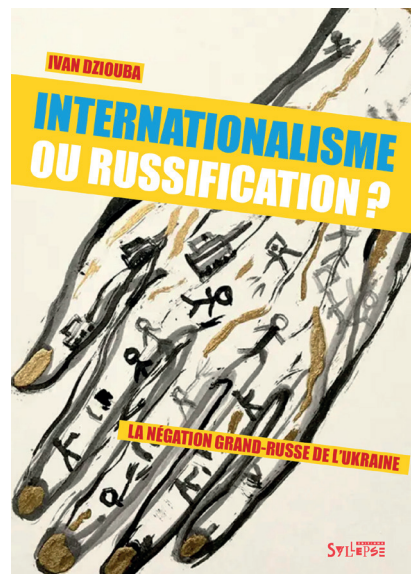


nouvelle commande. On peut donc en déduire que 130 blindés ont été livrés à l'Ukraine.

On le voit, faire le lien entre la LPM et l'Ukraine n'est pas toujours facile. Il apparaît tout de même que, hors livraisons directes à l'armée ukrainienne, le contexte dans lequel la guerre symétrique qui se déroule en Ukraine constitue un point d'orgue, a pesé sur certaines orientations. D'une manière plus générale la LPM 2024-2030 ne constitue pas à proprement parler une loi de d'armement massif¹⁶ – ce que critiquent certains de ses détracteurs – mais une loi de sauts qualitatifs. Pour ce qui nous occupe on peut regretter que les livraisons d'armes à l'Ukraine, n'aient pas été plus conséquentes et... les décisions sur ce point beaucoup plus courageuses !



16. Voir un état des lieux dans Justine Brabant, «Loi de programmation militaire. La majorité convainc la droite et l'extrême droite», *Mediapart*, 7 juin 2023, qui fait état du jugement d'Élie Tenenbaum (directeur du Centre des études de sécurité de l'IFRI) : une armée «échantillonnaire» (qui veut avoir tout mais en petites quantités), qualifiée parfois d'«armée bonsaï». Pour une critique, voir Vincent Lamigeon, «Une loi de programmation militaire trop molle face à la menace russe», *Challenges*, 24 mars 2023 et «Un budget historique et moins d'équipements... Le paradoxe de la future loi de programmation militaire», *Challenges*, 5 juin 2023.



À PARAÎTRE
avec une préface de Daria Saburova.
En librairie en novembre 2023.

Mythes et réalités de la guerre en Ukraine

PAUL SCHÄFER¹

Le fait que la Russie ait envahi le pays étant indéniable, une partie de la gauche et du mouvement pacifiste s'est concentrée sur la période qui a précédé la guerre. Mais si l'analyse doit indubitablement se pencher sur la période qui a précédé la guerre, trop nombreux sont ceux qui s'appuient sur une vision unidimensionnelle s'appuyant elle-même sur des schémas de pensée et des catégories anciens et routiniers. Un simple coup d'œil aux discours du président russe suffit à révéler les motifs et les objectifs qui sous-tendent la décision de l'élite dirigeante russe de déclencher une guerre d'agression. Il est étonnant de constater à quel point ces discours sont peu connus dans cette gauche. En outre, le rôle du complexe militaro-industriel et des réseaux de renseignement de la Fédération de Russie n'est pas suffisamment pris en compte. L'examen de ces éléments – conjugués à l'analyse de l'effondrement de l'empire soviétique, de ses conséquences et du déclin géopolitique de la Russie à un statut semi-périphérique – fournit pourtant une base adéquate d'explication.

Si nous examinons les raisons d'une telle analyse réductrice, il n'est pas difficile de voir qu'une partie

de la gauche est réticente à abandonner ses anciennes façons de penser.

Cependant, d'autres parties de la gauche ont également pris du temps après le 24 février 2022 pour comprendre l'histoire du conflit, les raisons de la mise en place du régime de Poutine et les configurations actuelles des conflits internationaux. Klaus M. Schlichte, chercheur sur la paix à l'université de Brême, a apporté une riche contribution à une analyse historique et sociologique sourcée de la guerre. Dans un important manuscrit à paraître, le sociologue Klaus Dörre, de l'université Friedrich Schiller de Iéna, s'est penché sur le contexte de la guerre et a identifié plusieurs questions en suspens. Il est essentiel de s'appuyer sur ces travaux si nous voulons sortir d'un débat superficiel.

Cet article aborde de manière critique les mythes qui se sont développés dans les récits de la gauche sur la guerre. Au cœur de cet article se trouvent les questions de politique de sécurité sur lesquelles je travaille depuis de nombreuses années, notamment entre 2005 et 2013, lorsque j'étais membre de la commission de la défense du Parlement allemand. J'espère que les questions abordées ici contribueront à jeter des bases réalistes pour les débats à venir.

Qui est responsable de la guerre ?

La thèse centrale de ceux qui défendent directement la guerre de la Russie (quelle qu'en soit l'ampleur) est que la responsabilité incombe en réalité aux États-Unis et à l'OTAN, dont les politiques expansionnistes ont tellement poussé la Russie dans ses retranchements que le régime de Poutine a été contraint d'y répondre militairement. La version édulcorée de cet argument affirme que, même si « l'Occident » n'est pas le seul responsable, il a largement contribué à la préparation de la guerre.

1. Paul Schäfer a représenté Die Linke à la commission de la défense du Parlement allemand de 2005 à 2013. Texte publié sur le site de la [Fondation Rosa Luxemburg](#).



Même si cet argument était exact, il ne diminuerait pas la responsabilité de Poutine dans la guerre et ne pourrait pas vraiment expliquer sa décision. Même si nous accordons du crédit aux rapports selon lesquels les dirigeants de Moscou se sont trompés en croyant qu'ils seraient en mesure de marcher sur Kyiv en 48 heures, une décision aussi radicale a exigé une conviction religieuse et une brutalité qui ne peut s'expliquer par les seules préoccupations de sécurité et les insultes perçues. Cette décision exigeait également qu'une élite autocratique façonne la société et la prépare à une incursion militaire brutale.

Cet argument n'explique donc pas grand-chose. Il ne répond pas non plus à la question de savoir si les empiètements provocateurs de l'Occident dans l'espace post-soviétique ont également contribué aux actions impérialistes de Moscou.



Les péchés du monde occidental

Avant d'aborder cette question en détail, une observation fondamentale s'impose : le fait que la guerre de Poutine s'inscrive dans une constellation de conflits internationaux n'est pas une surprise dans un monde globalisé. [...]

Nous pouvons sans aucun doute citer un catalogue de péchés commis par les États-Unis et l'OTAN – des interventions militaires qui ont violé le droit international, sacrifié de nombreuses vies, provoqué des destructions et déplacé des frontières par la force. Mais cela ne nous aide pas à comprendre la guerre actuelle.

En outre, faire référence aux politiques impériales occidentales peut être interprété à tort comme une qualification ou même une justification de l'agression russe. Étienne Balibar avait tout à fait raison lorsqu'il écrivait que «même si l'OTAN avait une politique d'«encerclement» de l'espace politique

eurasien traditionnellement dominé par la Russie, ce qui semble indéniable, elle n'a pas attaqué militairement la Russie en premier lieu. Nous ne devons jamais oublier quelles armées ont envahi l'Ukraine et la détruisent actuellement²». Un acte illégal ne peut être justifié par un autre.

Si l'on s'en tient à la théorie selon laquelle ce n'est pas Poutine, mais l'«Occident» qui est responsable de la guerre, il faudrait alors prouver le lien de causalité entre les méfaits de l'Occident et la guerre actuelle. Les références indirectes ne manquent pas : Les politiques «occidentales» ont contribué à éroder l'ordre fondé sur des règles en Libye et en Irak, pour ne citer que deux exemples, fournissant ainsi à Poutine des prétextes pour sa propre guerre. Toutefois, elles n'établissent aucun lien de causalité.

Une formule géopolitique magique

L'une des réponses de la gauche traditionnelle à la question de savoir qui est responsable de la guerre est d'invoquer la «géopolitique». À première vue, il peut sembler surprenant qu'elle emprunte aux néoréalistes tels que John Mearsheimer, bien que leurs théories se concentrent exclusivement sur le pouvoir, l'empire et l'armée. [...]

Pour être clair : les «réalistes» interprètent l'expansion du territoire de l'OTAN principalement comme une menace pour la sphère d'influence d'une autre puissance. Les aspirations ukrainiennes ne les intéressent guère. Selon eux, l'Ukraine appartient à la sphère historico-culturelle de la «Grande Russie» et la Russie la défend contre les «puissances

2. Érienne Balibar, «In the War: Nationalism, Imperialism, Cosmopolitics», *Commons*, 29 juin 2022. NDLR : Voir Étienne Balibar, «Le pacifisme n'est pas une option», *Soutien à l'Ukraine résistante*, n° 2, 10 mars 2022.

territorialement étrangères» de l'Occident (les États-Unis, l'OTAN et l'UE). La sympathie des néoréalistes pour la Russie est limitée – ils s'intéressent à l'équilibre géopolitique et pensent que la Russie est un allié précieux dans un éventuel conflit à grande échelle avec la Chine. Étant donné qu'ils se préoccupent constamment de l'équilibre des intérêts, qu'ils veulent certes façonner militairement en leur faveur, ils considèrent la politique étrangère axée sur les droits humains d'Obama, Biden et consorts comme une erreur majeure.

L'affinité nouvellement découverte entre l'«anti-impérialisme» et l'approche néoréaliste est manifestement ancrée dans l'hypothèse selon laquelle «l'ennemi de mon ennemi est mon ami» – et que cet ami est exclusivement anti-américain. Dans cette perspective, toute analyse des participants directs à la guerre – l'Ukraine et la Russie – est reléguée à l'arrière-plan et n'a pas besoin d'être approfondie. Les conditions sociales, les processus et les conflits qui s'élaborent entre les personnes restent manifestement absents. Horst Kahrs et Klaus Lederer ont noté que «selon cette interprétation, le monde et ses habitants sont au mieux des résidents occupant des sphères d'intérêt impériales et de la pâte à modeler dans les mains des grandes puissances. D'autre part, la transformation progressive de la société russe en une autocratie répressive, la collaboration soutenue de Poutine avec le radicalisme mondial de droite, les tentatives de la Russie de déstabiliser les démocraties libérales et le désir démocratique de la population ukrainienne d'éviter de se soumettre au paternalisme russe ne semblent guère mériter un examen critique actif³».

3. Horst Kahrs et Klaus Lederer, «Überzeugung statt Empörung. Perspektiven für eine progressive Linke», *Blätter*, juin 2022.

Existait-il une menace existentielle pour la Russie ?

La question demeure : la théorie selon laquelle la politique d'expansion vers l'Est des États-Unis et de l'OTAN a marginalisé la Russie au point qu'il aurait fallu s'attendre à une réaction féroce est-elle vraie ?

Une chose est sûre : à aucun moment la Russie n'a été menacée sur le plan militaire. Une attaque de l'OTAN contre la Russie n'a jamais été à l'ordre du jour des «élites occidentales». Les capacités de la Russie en matière de seconde frappe nucléaire et, par conséquent, de dissuasion n'ont jamais été menacées. La puissance militaire conventionnelle de l'OTAN stationnée aux frontières de la Fédération de Russie n'a jamais été suffisante pour une offensive de grande envergure. Et quel sens cela aurait-il eu d'envahir un pays dont les portes étaient ouvertes aux relations commerciales ? N'aurait-il pas été paradoxal de se livrer à une destruction massive d'un pays dont l'Occident voulait s'approprier les richesses ?

Un coup d'œil sur la carte montre clairement que le prétendu «encercllement» de la Russie est un leurre. Il n'est pas possible d'«encercler» le plus grand pays du monde par sa masse continentale, qui a de longues frontières avec des États alliés ou neutres, dont la Chine et le Kazakhstan. Cette image est également inadéquate à d'autres égards : La Russie est devenue membre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), le G7 est devenu le G8 pour accueillir la Russie et des traités et des relations économiques ont été conclus et élargis.

En 1990, l'OTAN et le pacte de Varsovie ont conclu le traité sur les forces armées conventionnelles en Europe (FCE). Ce traité fixe des limites supérieures pour cinq systèmes d'armes principaux (chars, véhicules blindés de combat, artillerie, avions de combat



et hélicoptères d'attaque) et conduit à une réduction significative du potentiel d'armement. Avec l'effondrement du pacte de Varsovie, les règles des FCE sont devenues obsolètes et ont dû être réajustées dans le cadre d'après négociations qui se sont déroulées entre 1995 et 1999.

Il est évident que l'équilibre des forces militaires entre l'OTAN et la Russie s'en est trouvé profondément modifié et que l'expansion de l'OTAN vers l'Est a désavantagé la Russie. Moscou n'a cessé de s'en plaindre et, lors de la tentative de révision du traité en 2008, a exigé une réduction de la capacité maximale de l'OTAN en guise de compensation pour l'expansion de la coalition. Mais Moscou ne pouvait pas sérieusement s'attendre à ce que cette demande soit satisfaite. Il n'existe pas de droit inné au statut de puissance mondiale, que la Russie a perdu pour une bonne raison après l'effondrement de l'Union soviétique. Néanmoins, une concession a été faite sur ce que l'on appelle l'accord sur les flancs, un point particulièrement important pour Moscou.

La chute de l'empire soviétique a entraîné des conflits de plus en plus intenses, parfois violents, à la périphérie de la Russie, que Moscou a cherché à contrer en augmentant le nombre d'unités militaires stationnées à proximité de ses frontières. À l'époque, l'OTAN considérait la Russie comme une force stabilisatrice dans les conflits (parfois gelés) en Asie centrale, dans le Caucase et en Moldavie. Les régions incluses dans le traité ont donc été réduites, tandis que les limites supérieures ont été maintenues. La Russie en a profité pour constituer des formations plus importantes de personnel et s'engager dans des interventions militaires. C'est probablement aussi la principale raison pour laquelle la Fédération de Russie a cosigné le document d'Istanbul en 1999, puis l'a ratifié avec l'Ukraine, le Bélarus et le

Kazakhstan, membres de la CEI (Communauté des États indépendants), en 2004.

D'un point de vue objectif, les FCE n'ont eu qu'un effet minime sur la constellation émergente de conflits. Les niveaux de troupes actuels étaient et sont toujours nettement inférieurs aux limites supérieures fixées et ne constituent donc pas une pomme de discorde. Les accords relatifs à l'Acte fondateur OTAN-Russie de 1997 ont été plus importants. Du côté russe, le principal problème était d'empêcher l'OTAN de stationner en permanence des unités de combat dans ses nouveaux États membres (à la fin des années 1990, la puissance militaire des nouveaux membres était loin d'être redoutable). L'OTAN a confirmé à la Russie 1) qu'elle ne poursuivrait pas de projets de stationnement d'armes nucléaires ou d'installation d'arsenaux nucléaires sur le territoire de ses nouveaux membres, et 2) qu'elle ne souhaitait pas installer de façon permanente des troupes de combat dans les nouveaux États membres.

Ces fondements des relations OTAN-Russie dans le domaine de la sécurité militaire ont perduré jusqu'en 2014, lorsque l'histoire immédiate de cette guerre a commencé par l'annexion de la Crimée et l'intervention militaire de la Russie dans le conflit sur la région du Donbass. Ceux qui considèrent le soutien militaire des États-Unis à l'Ukraine après 2014 comme un motif de guerre ont tendance à balayer ces faits du revers de la main. Chaque mesure prise par l'alliance de l'OTAN pour armer l'Ukraine et transférer un nombre plutôt modeste de troupes dans les États membres d'Europe de l'Est doit être considérée comme une conséquence de l'escalade militaire et des violations des droits de l'homme commises par le régime de Poutine. La guerre de Poutine a commencé bien avant le 24 février 2022.



L'expansion de l'OTAN vers l'Est

Cependant, n'est-il pas vrai que l'expansion de l'OTAN vers l'Est, sous l'impulsion notamment des États-Unis, représentait une menace sérieuse pour les intérêts russes et que Poutine devait réagir d'une manière ou d'une autre? Et cette expansion n'a-t-elle pas été délibérément poursuivie afin de mettre la Russie au pied du mur?

Il est évident que la décision de s'étendre vers l'Est et la manière dont cette expansion s'est déroulée étaient, en fait, fondamentalement douteuses. Les avertissements d'experts en sécurité avisés, selon lesquels l'expansion faciliterait la montée des cercles militaristes de droite à Moscou, se sont également avérés justifiés.

Mais il est également vrai que, «contrairement à certaines affirmations, l'élargissement n'a pas été le résultat d'une assimilation orchestrée, mais plutôt une réponse au désir de la plupart des États d'Europe centrale et orientale de renforcer leur propre sécurité grâce à l'adhésion à l'alliance⁴». En février 1991, la Pologne, la Hongrie et ce qui était alors encore la Tchécoslovaquie se sont unies pour former le groupe de Visegrád et ont demandé à adhérer à l'OTAN. D'autres États leur emboîtent rapidement le pas. L'Occident, en revanche, hésitait à l'époque à approuver leur adhésion.

Pour évaluer ces événements, il est donc nécessaire de prendre en compte non seulement les préoccupations de la Russie en matière de sécurité, mais aussi les perspectives des États d'Europe centrale et orientale. Les conséquences traumatisantes du pacte Molotov-Ribbentrop pour la Pologne et les États baltes sont

trop souvent négligées. En outre, la gauche occidentale ignore souvent tout simplement l'expérience de la domination et de l'oppression soviétiques que les Européens du Centre et de l'Est ont vécue pendant des décennies. L'Armée rouge est considérée uniquement comme une armée libératrice, alors que le revers de la médaille – à savoir l'accaparement impérialiste des terres par l'Union soviétique après 1945 – n'est pas mentionné. L'ironie de l'histoire veut que cette glorification connaisse une résurgence aujourd'hui en Allemagne de l'Est, contrastant fortement avec la réalité de l'occupation qui s'est imposée dans le langage quotidien de l'Allemagne de l'Est par l'utilisation sarcastique de l'expression «les amis».

Il est également vrai que le Kremlin a accueilli avec satisfaction la première étape de l'expansion de l'OTAN vers l'Est. En fin de compte, cette étape était liée à la création du Conseil OTAN-Russie en 1997, à l'élargissement du G7 au G8 et à la poursuite des négociations sur les futurs stocks d'armes et de forces conventionnelles, qui ont été conclues à Istanbul en 1999.

Toutefois, les cycles ultérieurs d'expansion de l'OTAN ne se sont pas accompagnés de «compromis» similaires. Au contraire, les États-Unis ont mis fin aux cadres de contrôle des armements existants et sont allés de l'avant avec le réarmement dans les nouveaux États membres de l'OTAN. Le fait que les propositions russes aient été généralement ignorées ou rapidement rejetées («les Russes veulent simplement diviser l'Alliance atlantique») ne doit pas être passé sous silence. C'est le cas, par exemple, de la manière dont l'OTAN a traité ce que l'on a appelé le plan Medvedev en 2008. Les idées de Moscou étaient vagues, mais dans le même temps, l'OTAN n'a fait aucun effort sérieux et perceptible pour y répondre. C'est pourtant au cours de cette période



4. Hans-Joachim Giessmann et Paul Schäfer, *Handbuch Frieden*, Springer, 2019.

qu'a été signé le traité New Start de 2010, qui garantit la stabilité grâce à une réduction soigneusement équilibrée des armes nucléaires stratégiques.

Dans le contexte d'une période de tensions croissantes, il est remarquable que le ministre russe des affaires étrangères, Sergueï Lavrov, ait reconnu le droit de l'Ukraine et de la Géorgie à adhérer à l'OTAN. Lors d'une interview accordée au journal économique *Handelsblatt*, le 2 janvier 2005, Sergueï Lavrov avait déclaré : « C'est leur choix. Nous respectons le droit de chaque État – y compris de nos voisins – de choisir ses propres partenaires, de décider lui-même de l'organisation à laquelle il souhaite adhérer. » Cette déclaration étonnante peut s'expliquer par le fait que, malgré la révolution orange qui a eu lieu à Kiev en 2004, la Russie était encore relativement sûre d'avoir un pied dans la porte et de pouvoir contrôler l'évolution de la situation en Ukraine depuis Moscou. C'est très révélateur.



Il ne faut toutefois pas négliger le développement insidieux des tensions et des antagonismes, dans lequel l'Occident a joué son rôle. L'intervention de l'OTAN dans la guerre de Yougoslavie en 1999 fait partie de cette constellation de conflits, tout comme le « changement de régime » forcé en Irak en 2003. Ces deux événements se sont déroulés dans l'arène historique de l'influence soviétique et russe. Et, alors que la coopération entre les États-Unis et la Russie était encore possible pendant la prétendue guerre contre la terreur, Washington a utilisé les conflits croissants dans l'espace post-soviétique à son propre avantage sous la bannière du « soutien aux droits de l'homme et à la démocratie ».

L'Ukraine, partie intégrante de l'« Empire russe » ?

Il est tout simplement faux de prétendre que l'Occident a délibérément entraîné l'Ukraine dans les structures euro-atlantiques depuis les années 1990. Pour mémoire, le président américain de l'époque, George W. Bush, s'est rendu à Kyiv en 1991 pour convaincre les dirigeants ukrainiens de ne pas déclarer l'indépendance. À l'époque, les élites occidentales considéraient l'idée que l'Ukraine faisait partie de la Russie comme une évidence.

Les efforts visant à intégrer l'Ukraine dans les structures occidentales se sont intensifiés, dans une certaine mesure, pendant et après la révolution orange de 2004, la Russie de Poutine cherchant à maintenir le statut de satellite de l'Ukraine. Il est également vrai que le président américain, qui partageait le fantasme d'un ordre mondial unipolaire avec ses associés néoconservateurs, était favorable à un encouragement agressif de l'intégration de l'Ukraine et de la Géorgie dans l'OTAN en 2008. Il s'est toutefois heurté à une forte résistance de la part de la France, de l'Allemagne et d'autres États de l'UE, et, bien que ces anciens États soviétiques aient été acceptés en principe, leur admission a été *de facto* suspendue.

Karl Schlögel a tout à fait raison lorsqu'il note que « si l'on peut reprocher quelque chose à l'« Occident » ou à l'UE, ce n'est pas d'avoir été trop dévoué à ses voisins de l'Est, mais plutôt de les avoir considérés comme une imposition qui menaçait la cohésion de l'Europe et de l'Union européenne⁵ ». Les réserves de l'UE à l'égard de l'Ukraine sont particulièrement remarquables. Pendant longtemps, Bruxelles a

5. Karl Schlögel, *Entscheidung in Kiew*, Fisher Verlag, 2023.

considéré l'Ukraine comme un rempart contre l'immigration en provenance de l'Est et a repoussé les ouvertures continues de Kiev au lieu de les soutenir.

C'est la frustration croissante face au capitalisme oligarchique, à la corruption et aux tendances autoritaires qui a poussé le peuple ukrainien à s'opposer et qui a de plus en plus renforcé le désir d'entretenir des liens étroits avec l'UE. L'évolution des conditions économiques n'a fait qu'intensifier ce désir et, alors que les importations et les exportations entre l'UE et l'Ukraine ont augmenté, elles ont diminué de manière significative entre la Russie et l'Ukraine. C'est le président Viktor Ianoukovitch, représentant du clan pro-russe de Donetsk, qui a initié et cherché à mettre en œuvre le rapprochement avec l'UE par le biais d'un accord d'association, mais qui a finalement cédé aux pressions de Moscou et abandonné la demande. C'est cette rupture qui a donné un élan décisif aux efforts de l'Ukraine pour adhérer à l'UE.

Si l'on suit les récits de Poutine, qu'il a élaborés avant la guerre pour la justifier, l'Occident est coupable d'avoir créé de nouvelles divisions, alors que la Russie ne souhaitait que l'unité de l'Europe. En 2021, il a déclaré que «de nombreux pays ont été placés devant le choix artificiel d'être soit avec l'Occident collectif, soit avec la Russie. En fait, il s'agissait d'un ultimatum. La tragédie ukrainienne de 2014 est un exemple des conséquences de cette politique agressive. L'Europe a activement soutenu le coup d'État armé anticonstitutionnel en Ukraine. C'est là que tout a commencé⁶».

Mais cet ultimatum n'a jamais existé. Pour être plus précis, c'est la Russie qui a alimenté ce conflit. Il est donc plus juste de dire que l'UE et la Russie ont toutes deux poussé l'Ukraine à prendre une décision

oui/non et n'ont pas suffisamment exploré la possibilité d'une médiation entre l'UE et l'Union économique eurasiennne. En ce qui concerne le prétendu «coup d'État» de 2014, il convient au moins de noter que la France et l'Allemagne ont déployé des efforts diplomatiques pour encourager un gouvernement de coalition à Kiev et mettre fin à la violence. Paris et Berlin ont également soutenu une résolution diplomatique du conflit *via* les négociations de Minsk.

En revanche, la violence belliqueuse est venue exclusivement de la Russie, avec l'annexion de la Crimée et le soutien militaire aux milices pro-Moscou dans le Donbass. Le traité de Minsk 2, qui comportait d'importantes concessions à la partie russe, s'est avéré intenable en raison de questions non résolues et n'a pas été mis en œuvre par les deux parties. S'agit-il d'un motif de guerre? Pas du tout. Un nouveau cycle de négociations, comme l'a suggéré le président ukrainien Volodymyr Zelensky à la veille de la guerre, aurait été la meilleure chose à faire.



Ce qui doit être critiqué dans la politique occidentale

Les États-Unis et les États membres de l'OTAN ont une part de responsabilité dans les conflits qui s'accumulent depuis les années 2000. Par exemple, l'OTAN refuse toujours de ratifier le traité FCE adapté de 1999. Les États-Unis ont unilatéralement déclaré que la Russie avait violé les engagements dits d'Istanbul en stationnant des troupes en Transnistrie, la république séparatiste constitutive de la Moldavie. Les demandes de Moscou lors des négociations pour un nouveau traité FCE, qui ne sont pas toutes déraisonnables – la participation des États baltes, de nouvelles réductions des limites supérieures et des stocks d'armes, et la clarification de l'expression «forces de

6. <http://en.kremlin.ru/events/president/news/65899>.

combat substantielles», entre autres – ont été soit rejetées, soit insuffisamment prises en compte. C'est dans le domaine de la maîtrise des armements et du désarmement que les échecs les plus graves ont été enregistrés au cours de cette période. En installant de nouveaux systèmes de défense antimissile en République tchèque et en Pologne, les pays de l'OTAN ont alimenté les craintes de la Russie quant à l'affaiblissement de ses propres capacités de dissuasion.

Néanmoins, l'essentiel reste inchangé : les pays de l'OTAN ont respecté les termes de l'Acte fondateur, que Moscou avait signé, jusqu'à l'agression russe de 2014. Il peut y avoir des raisons de critiquer, par exemple, le déploiement de troupes américaines en Bulgarie et en Roumanie, mais cette action était conforme au traité et, de plus, était liée au retrait des unités américaines d'Allemagne.



En revanche, la Russie a violé de manière flagrante les termes du traité, qui prône «le respect de la souveraineté, de l'indépendance et de l'intégrité territoriale de tous les États». Tous les États doivent choisir les moyens d'assurer leur propre sécurité – Moscou a également violé ce principe.

À mon avis, l'accusation la plus valable portée contre l'Occident est que les dirigeants des États membres de l'OTAN n'ont pas réussi à développer des structures pour la paix paneuropéenne en tandem avec l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) après 1995. L'Acte fondateur OTAN-Russie de juin 1997 stipule même que «l'OSCE, en tant que seule organisation de sécurité paneuropéenne, joue un rôle clé dans la paix et la stabilité européennes». Pourtant, la politique étrangère a de plus en plus donné la priorité au renforcement et à l'élargissement de l'alliance atlantique et à l'extension de la sphère d'influence de l'UE. Les

deux parties ont contribué à la nouvelle course aux armements et aux politiques antagonistes, mais pourquoi n'y a-t-il pas eu d'efforts constants pour réconcilier les intérêts divergents et trouver des solutions diplomatiques? Le bras de fer évoqué précédemment au sujet d'une nouvelle version du traité FCE montre que les États-Unis, en particulier, ne s'intéressent pas vraiment au désarmement, à la maîtrise des armements ou à la coopération.

Une étude de l'institut japonais Toda Peace Institute⁷ critique à juste titre le fait que l'esprit de la charte de Paris de 1990, de la «maison commune européenne», a été de plus en plus relégué à l'arrière-plan et que les opportunités d'un nouveau partenariat de sécurité par le biais d'une expansion systématique de l'OSCE ont été gâchées. Les auteurs abordent également les «traités de paix» proposés par le Kremlin juste avant l'attaque, qui visaient très probablement à camoufler les préparatifs de guerre de la Russie. Néanmoins, il aurait été préférable que les dirigeants occidentaux prennent au sérieux la menace de guerre qui se profilait, examinent de plus près certains paragraphes et proposent d'en discuter.

Pour en revenir à la question des causes de la guerre, il convient d'établir une distinction claire entre la poursuite d'intérêts commerciaux capitalistes et les politiques militaires de conquête et d'asservissement. Bien sûr, les États-Unis et l'Union européenne veulent faire des affaires en Ukraine et étendre leur influence (hégémonique) en Europe centrale et orientale. En outre, les États-Unis en particulier voient une opportunité d'utiliser la guerre pour affaiblir davantage leur rival géopolitique potentiel à Moscou sur une base permanente, en particulier en

7. Toda Peace Institute, «Can Conflict Resolution Principles Apply in Ukraine?», janvier 2023.

termes militaires. Il est toutefois peu probable qu'ils considèrent un pays dont le produit intérieur brut est équivalent à celui de l'Italie et dont l'économie n'est pas orientée vers l'avenir comme une menace concurrentielle sur le marché mondial.

En outre, le «pivot vers l'Asie» de Barack Obama a amorcé une réorientation de la politique étrangère des États-Unis, visant la Chine comme principal rival des États-Unis pour l'hégémonie mondiale. Ce n'est pas une coïncidence si les faucons influents à Washington considèrent la guerre contre l'Ukraine comme une distraction indésirable de cet objectif principal et veulent éviter les coûts énormes liés au soutien de l'Ukraine. L'idée que le conflit hégémonique entre les États-Unis, l'Union européenne et la Fédération de Russie devait nécessairement déboucher sur une guerre contre l'Ukraine est une hypothèse arbitraire qui n'est étayée par aucune preuve.

La métamorphose de la puissance russe

Si nous devons résumer cet article, nous arriverions aux conclusions suivantes: il est vrai que nous ne devrions pas simplement ignorer le fait que l'expansion constante des alliances «occidentales», telles que l'OTAN et l'UE, a été perçue par Moscou comme une perte alarmante de pouvoir et de contrôle. Mais lorsque le président Poutine ou le ministre des affaires étrangères Lavrov prétendent qu'ils n'avaient tout simplement pas le choix en raison de la menace qui pèse sur leur pays, leur argument n'a aucun fondement et sert manifestement à dissimuler leurs propres objectifs expansionnistes.

Leurs positions apparemment paranoïaques vont bien au-delà d'une inquiétude raisonnable et alimentent l'obsession selon laquelle ils sont victimes

d'intrigues et de conspirations sinistres. Cette façon de penser les dispense de s'interroger sur le lien entre leur perte de pouvoir et leurs propres faiblesses et méfaits. De plus, les déclarations de Poutine et Lavrov révèlent l'orgueil avec lequel ils se posent en sauveur de l'humanité face au colonialisme occidental. Complexe de persécution mêlé à la folie des grandeurs: leur grand détachement de la réalité rend la situation actuelle si critique et dangereuse.

L'examen de la guerre et de son histoire en termes de politique de sécurité montre que le facteur crucial a été la métamorphose de la puissance russe et de ses politiques. Cette transformation, qui a commencé lorsque Poutine a pris ses fonctions en 1999 et s'est intensifiée au cours de son troisième mandat après 2012, est le résultat des contradictions internes de la Russie et du fossé considérable entre ses aspirations à la puissance mondiale et son statut semi-périphérique dans le monde. Les intérêts sécuritaires qui refont surface à chaque fois jouent effectivement un rôle dans les perceptions de la Russie, mais ils sont subordonnés aux intérêts impériaux du régime.

S'il existe une «ligne rouge» décisive pour Poutine dans ce contexte, elle a trait à la sécurisation de son régime et de ses intérêts impériaux. Plus précisément, il s'agit de préserver ou de rétablir la domination et le contrôle de la Russie sur l'espace post-soviétique, le Belarus et l'Ukraine revêtant une importance particulière.

Ce n'est pas qu'une guerre par procuration

Il est évident que la guerre russo-ukrainienne ne peut être séparée de la confrontation géopolitique entre la Russie et l'alliance des États occidentaux. Cette constellation a contribué à l'éclatement de la





guerre actuelle et à sa progression ; elle sera également un facteur d'une éventuelle fin de guerre. À cet égard, Étienne Balibar souligne un fait qui est souvent occulté ou nié dans la politique de gauche : lorsque de petites nations veulent obtenir ou défendre leur indépendance, elles ont toujours été et seront toujours tributaires d'alliances avec des États plus grands. Cela s'applique également à ce contexte : sans alliances substantielles, l'Ukraine n'aurait aucune chance. Il était logique que l'Ukraine résiste à l'invasion russe avec l'aide des États membres de l'OTAN et d'autres alliés. Nous devons apprendre à gérer les contradictions qui en résultent.

Pourtant, l'expression « guerre par procuration », qui est populaire dans les cercles de gauche et au-delà – y compris parmi les néoréalistes aux États-Unis et en Allemagne – reste incomplète et déforme la réalité. Si nous l'appliquons de manière cohérente, elle signifie qu'un acteur – dans ce cas, l'Ukraine – est utilisé par un autre pays ou une coalition pour faire valoir ses propres intérêts. En conséquence, le conflit d'intérêts entre la Russie et les États-Unis/l'OTAN serait la dynamique décisive qui l'emporte sur le conflit entre la Russie et l'Ukraine. Cependant, cette interprétation est incorrecte pour au moins deux raisons.

Premièrement, ni les États-Unis ni l'OTAN n'ont jamais poussé l'Ukraine à déclencher une guerre – ni après 2014, lorsque l'Occident a accepté assez rapidement l'annexion de la Crimée, ni en 2022, que ce soit immédiatement avant ou après l'invasion russe.

Deuxièmement, c'est l'invasion russe qui a considérablement intensifié les efforts de la population ukrainienne pour obtenir une indépendance permanente vis-à-vis de la Russie. Tout cela n'a pas grand-chose à voir avec l'intervention des États-Unis ou de l'Union européenne. La volonté de l'Ukraine de se

défendre est une conséquence de l'attaque russe et des crimes de guerre commis par la Russie.

Il est vrai que la dépendance croissante de l'Ukraine à l'égard des États-Unis en particulier est indéniable. Washington fournit l'essentiel des armes et des outils de reconnaissance nécessaires pour combattre et survivre à la guerre actuelle. Kiev et Washington sont également susceptibles de se coordonner en ce qui concerne les méthodes de guerre. Tant que l'alliance occidentale agira de manière rationnelle et modérée, elle aura l'énorme avantage de pouvoir freiner une éventuelle escalade future motivée par le désir de vengeance des Ukrainiens.

C'est d'ailleurs ce qui s'est passé jusqu'à présent : une zone d'exclusion aérienne au-dessus de l'Ukraine a été rejetée et aucun avion de guerre stratégique ni aucune arme de défense à longue portée n'ont été livrés. Le soutien a principalement pris la forme de systèmes de défense, dont l'Ukraine a réellement besoin. En raison de la dynamique de la guerre, cette situation n'est pas gravée dans le marbre. Le risque d'une escalade incontrôlable est de plus en plus grand. C'est pourquoi les appels à un nouveau cycle de négociations de paix sont tout à fait compréhensibles.

Cependant, lorsque certains gauchistes parlent de géopolitique et de guerres par procuration ou appellent à la fin de la solidarité avec l'Ukraine, ils invoquent non seulement les vieux paradigmes amis-ennemis (« l'ennemi de mon ennemi est mon ami »), mais ils brouillent également la ligne de démarcation entre l'auteur et la victime de cette guerre. C'est moralement inacceptable et politiquement insensé.

L'étonnante omniprésence de l'arrogance américaine

JOHN FEFFER¹

«Les partisans de la “Paix maintenant” en Ukraine feraient bien d’écouter ce que les progressistes ukrainiens et russes ont à dire.»

Henry Kissinger est arrogant. À 100 ans, il représente encore tout ce que la politique étrangère des États-Unis a de suffisant et d’impérial. Donald Trump et ses compatriotes d’extrême droite projettent la même image avec leur folie.

L’arrogance américaine se retrouve même chez les démocrates libéraux, qui pensent que Washington possède toutes les réponses. Regardez Madeleine Albright et ses commentaires sur le caractère indispensable des États-Unis : «Si nous devons recourir à la force, c’est parce que nous sommes l’Amérique», a déclaré l’ancienne secrétaire d’État de l’administration Clinton : «Nous sommes la nation indispensable. Nous nous tenons debout et nous voyons plus loin que d’autres pays dans l’avenir.»

De tels propos sont risibles, surtout avec le recul, après les invasions de l’Afghanistan et de l’Irak. [...]

D’accord, rien de tout cela n’est nouveau. L’orgueil et ses conséquences : ce sous-titre peut s’appliquer à pratiquement tous les ouvrages consacrés

à la politique étrangère américaine depuis la fin du 19^e siècle.

Mais ce qui est surprenant, c’est que les Américains de gauche peuvent être tout aussi aveugles et arrogants que tous les personnages de droite que nous avons critiqués à maintes reprises pour les mêmes péchés.

Ainsi, par exemple, un large éventail de militants et d’experts, de Noam Chomsky à Jeffrey Sachs, ont adopté ce qu’ils considèrent comme des positions «pro-paix», «diplomatiques» ou «progressistes» sur la guerre en Ukraine. Ils ont multiplié lettres ouvertes, annonces dans le *New York Times* et des blogs/podcasts/tweets pour soutenir la «paix maintenant», et ce contre la position de 65 % des Américains qui soutiennent les Ukrainiens dans la défense de leur pays.

Je ne suis pas ici particulièrement intéressé à débattre avec cette sous-classe de gauchistes sur leurs interprétations des origines de la guerre actuelle, que j’ai contestées ailleurs [...].

Je m’intéresse davantage à deux aspects liés à cette position. Premièrement, ils n’ont pas pris la peine de consulter les victimes de ce conflit. Ils ne montrent aucune preuve qu’ils ont parlé avec des Ukrainiens, qu’ils ont lu des analyses ukrainiennes ou qu’ils ont pris en compte les perspectives ukrainiennes. Imaginez un journaliste qui interviewe Donald Trump au sujet des accusations de viol qui ont été portées contre lui par une femme, mais qui ne prend pas la peine de parler à la femme qui a porté l’accusation. Ce serait une violation de toutes les règles du journalisme (sans parler de la décence). Et pourtant, les victimes de la guerre en Russie ne sont pas entendues par un groupe de militants qui se sont spécialisés dans la défense des victimes (par exemple, des guerres américaines).



1. Directeur de Foreign Policy In Focus. Article paru dans *FPiF*, le 24 mai 2023.

Deuxièmement, ces militants croient, avec Albright, que l'Amérique est la nation indispensable dans ce conflit, qu'elle a le pouvoir de forcer un cessez-le-feu, de négocier une paix et de refaire l'ordre de sécurité européen. Cette croyance naïve dans le pouvoir de l'empire américain découle d'une compréhension erronée du rôle que les États-Unis ont joué en Ukraine (qu'ils ont organisé le «coup d'État» en 2014, qu'ils ont bloqué à eux seuls les négociations de paix potentielles depuis l'invasion de l'année dernière).

Selon cet argument, même si les États-Unis ont utilisé leur puissance pour le «mal» dans le passé, ils peuvent se retourner comme un super-vilain qui a vu la lumière et utiliser cette puissance prépondérante pour le «bien». C'est ainsi qu'une lecture erronée du passé produit des recommandations politiques absurdes aujourd'hui.

Mais examinons de plus près ces deux variantes d'arrogance et la manière dont elles ont réussi à contaminer la gauche américaine.



La vie des Ukrainiens

Dans une interview accordée au *New Statesman*, Noam Chomsky a exposé son point de vue sur l'Ukraine. En tant qu'admirateur de longue date de Chomsky, j'ai été franchement consterné par ses commentaires. Il répète des idées reçues, et démenties, par exemple que les États-Unis et le Royaume-Uni (et non la Russie ou même l'Ukraine) ont bloqué les négociations de paix. En outre, selon lui, la Russie agit avec plus de retenue en Ukraine que les États-Unis ne l'ont fait en Irak. Il est difficile d'arriver à cette conclusion après avoir vu les images de la destruction de Marioupol et de Bakhmut ou après avoir lu que la Russie a détruit 40 % de l'infrastructure énergétique de l'Ukraine. Chomsky

s'élève également contre l'entrée de la Suède et de la Finlande dans l'OTAN, estimant que celle-ci n'a rien à voir avec la crainte d'une attaque russe. Il se peut en effet que la Russie n'ait ni l'intention ni la capacité d'attaquer l'un ou l'autre de ces pays, mais il ne fait aucun doute que les Suédois et les Finlandais s'inquiètent de la perspective d'une invasion (ou d'une cyberattaque).

Bien entendu, comme beaucoup d'autres prétendus iconoclastes sur cette question, Chomsky commence ses déclarations en notant que la Russie a commis un crime en envahissant l'Ukraine, avant de réduire sa responsabilité². Cela ne rappelle que trop le blanchiment de l'histoire des États-Unis par la droite américaine. [...]

Cependant, ce qui ressort clairement de l'interview de Chomsky, c'est qu'il n'a parlé à aucun Ukrainien pour tester ses hypothèses ou ses conclusions. Il n'a même pas parlé au traducteur ukrainien de ses œuvres, lequel, Artem Chapeye, a déclaré après l'invasion :

J'ai commencé comme traducteur bénévole de *The Responsibility of Intellectual* en ukrainien – je suis aujourd'hui sidéré par la façon dont vous [Chomsky] mentionnez, en une seule phrase, la période qui a précédé cette invasion : «Ce qui s'est passé en 2014, quoi qu'on en pense, équivaut à un coup d'État soutenu par les États-Unis qui a conduit la Russie à annexer la Crimée, principalement pour protéger son seul port d'eau chaude et sa base navale». [...]. Avant de «renverser le capitalisme», essayez de trouver des moyens pour que nous, les Ukrainiens, ne soyons pas massacrés, parce que «toute guerre est mauvaise». Je vous

2. NDLR : voir Stanley Heller, «Une sévère critique de la position de Chomsky sur l'Ukraine», *Soutien à l'Ukraine résistante*, n° 6, 9 mai 2022.

prie d'écouter les voix locales, ici sur le terrain, et non pas quelques sages assis au centre du pouvoir mondial. S'il vous plaît, commencez votre analyse par la souffrance de millions de personnes, plutôt que par des échecs géopolitiques. Commencez par les colonnes de réfugiés, les personnes avec leurs enfants, leurs aînés et leurs animaux de compagnie. Commencez par les enfants du service de cancérologie de l'hôpital de Kyiv qui sont maintenant dans des abris antiatomiques et manquent leur chimiothérapie.

Avant de faire des propositions sur les négociations et la paix, les partisans de ces positions devraient cesser de parler et écouter les groupes pacifistes en Ukraine. Ils pourraient utilement commencer par consulter une déclaration récente des ONG ukrainiennes intitulée «Appel de l'Ukraine pour la paix» :

Nous, militants de la société civile ukrainienne, féministes, artisans de la paix, médiateurs, facilitateurs de dialogue, défenseurs des droits de l'homme et universitaires, reconnaissons qu'une divergence stratégique croissante à l'échelle mondiale a conduit certaines voix, à gauche comme à droite et parmi les pacifistes, à plaider pour la fin de la fourniture d'un soutien militaire à l'Ukraine. Elles appellent également à un cessez-le-feu immédiat entre l'Ukraine et la Russie comme stratégie pour «mettre fin à la guerre». Ces appels à la négociation avec Poutine sans résistance sont en réalité des appels à l'abandon de notre souveraineté et de notre intégrité territoriale³.

Les pacifistes américains pourraient même consulter les militants antiguerre russes qui se sont rangés, à leurs dépens, du côté des victimes ukrainiennes contre leur propre gouvernement. Écoutez, par exemple, Boris Kagarlitsky, qui a longtemps défendu

une position de gauche indépendante et solitaire en Russie :

Nous avons besoin d'une seule chose de la part du public progressiste occidental : arrêtez d'aider Poutine avec vos déclarations conciliantes et ambiguës. Plus ces déclarations seront fréquentes, plus les fonctionnaires, les députés et les policiers seront convaincus que l'ordre actuel peut continuer à exister avec le soutien silencieux ou les grognements hypocrites de l'Occident. Chaque déclaration conciliante faite par des intellectuels libéraux en Amérique entraîne davantage d'arrestations, d'amendes et de perquisitions de militants démocratiques et de simples citoyens ici en Russie. Nous n'avons besoin d'aucune faveur, mais d'une faveur très simple : la compréhension de la réalité qui s'est développée en Russie aujourd'hui. Il faut cesser d'identifier Poutine et sa bande à la Russie⁴.

Mais dans leur esprit de clocher présomptueux, les Américains qui soutiennent la «paix maintenant» ne consultent qu'eux-mêmes.

Éloge de l'indispensabilité des États-Unis

Le 11 mai, après l'apparition de Donald Trump dans une extravagance remplie de mensonges sur CNN, la militante pacifiste Medea Benjamin a tweeté en réponse à un extrait du *Wall Street Journal* tiré de la réunion publique :

Regardez : Trump déclare qu'en tant que président, il réglerait la guerre en Ukraine dans les 24 heures. «Il ne s'agit pas de gagner ou de perdre, mais d'arrêter le massacre.» Oui ! J'aimerais que les démocrates commencent à dire cela !



3. Voir ce texte dans ce numéro.

4. NDLR : voir Boris Kagarlitsky, «Appel à mes amis progressistes occidentaux», *Soutien à l'Ukraine résistante*, n020, 1^{er} juin 2023.

Alors, après avoir manifesté à plusieurs reprises contre les mensonges de Trump pendant quatre ans, comment l'activiste de Code Pink peut-elle soudainement faire volte-face et prendre pour argent comptant quelque chose d'aussi farfelu venant de la bouche de l'ex-président? Comme tant d'autres déclarations de Trump, celle-ci n'est que pure vantardise. Trump ne pourrait pas «régler» la guerre même s'il le voulait. Il n'a en effet réglé aucune guerre lorsqu'il était président (Corée du Nord) et a menacé d'en lancer quelques-unes (Iran, Venezuela) au cours de la même période.

Mais le problème ici n'est pas le mensonge de Trump. C'est la volonté des crédules de croire qu'un président américain peut intervenir et arrêter une guerre en 24 heures. La guerre en Ukraine n'a pas été déclenchée par les États-Unis et elle ne sera pas terminée par les États-Unis. Ce rôle revient à la Russie, qui se retirera volontairement, sera forcée de se retirer ou (ce qui est très improbable) battra l'Ukraine pour qu'elle se soumette.



Une croyance tout aussi naïve dans le caractère indispensable des États-Unis se retrouve dans une pleine page de publicité dans le *New York Times* et sponsorisée par l'Eisenhower Media Network, un groupe d'anciens officiers de l'armée et des services de renseignement américains financé par Ben Stein, célèbre pour sa marque Ben & Jerry's. Ces militaires influents ont manifestement perdu toute confiance en eux. Ils ont manifestement changé d'avis sur leurs anciennes fonctions, qui consistaient à utiliser la force pour atteindre des objectifs nationaux. Mais sur un point au moins, ils sont cohérents: ils restent singulièrement obsédés par la puissance américaine. Leur déclaration se lit en partie comme suit:

En tant qu'Américains et spécialistes de la sécurité nationale, nous exhortons le président Biden

et le Congrès à user de tout leur pouvoir pour mettre fin rapidement à la guerre entre la Russie et l'Ukraine par la diplomatie, compte tenu notamment des graves dangers d'une escalade militaire qui pourrait devenir incontrôlable.

Cela semble assez raisonnable. Sauf que cela suppose que les États-Unis ont ce pouvoir. Certes, Washington contribue à maintenir la guerre, c'est-à-dire à empêcher la Russie de commettre de nouvelles atrocités sur la population ukrainienne, en livrant des armes à Kyiv. Cela signifie-t-il que les États-Unis devraient cesser d'envoyer des armes, faire pression sur l'Ukraine pour qu'elle fasse des concessions à la table des négociations et accepte un accord par lequel les victimes perdent des territoires, ne reçoivent aucune compensation de l'agresseur pour leurs pertes et continuent de craindre de futures attaques parce que l'adhésion à l'OTAN n'est pas envisageable? Est-ce là ce que ces anciens responsables de l'armée et des services de renseignement entendent par «plein pouvoir»? Il s'agit toujours de croire que les États-Unis sont les seuls à pouvoir trancher le nœud gordien de la géopolitique parce que, encore une fois, ils sont la puissance indispensable. Si l'on enlève le beau langage de la diplomatie, la triste vérité apparaît: les agents de la puissance américaine un jour, les agents de la puissance américaine toujours.

Arrogants à jamais?

Peut-être est-ce le destin des Américains d'être arrogants, quelle que soit leur position sur l'échiquier politique. Tel est l'effet secondaire du privilège. Nous, Américains, sommes tous des bénéficiaires de l'exceptionnalisme, même ceux d'entre nous qui décrient son impact corrosif.

Je ne suis pas à l'abri. Je soutiens depuis longtemps que les États-Unis peuvent jouer un rôle positif dans le monde. J'ai exhorté les États-Unis à défendre les droits de l'homme, les pratiques démocratiques, l'égalité économique et la justice climatique. Mais je suis aussi parfaitement conscient que les États-Unis ont rarement fait l'une ou l'autre de ces choses. Et je suis sensible aux critiques, souvent formulées par les pays du Sud, selon lesquelles les «bienfaiteurs» américains peuvent avoir un impact tout aussi néfaste à l'étranger que les soldats, les entreprises et les financiers américains. Nous sommes des hégémonistes de naissance.

Alors, que doit faire un Américain? Tout d'abord, nous, les Américains, devons être beaucoup plus modestes quant à ce que nous pouvons faire dans les affaires internationales en tant qu'individus et en tant que pays. Nous devons abandonner notre complexe de super-héros, qu'il s'agisse de soldats libérateurs ou de diplomates tordant le bras aux autres. Nous devons travailler aux côtés de nos partenaires, et non pas au-dessus d'eux.

Mais surtout, nous devons écouter. Dans le mouvement anti-apartheid, nous avons écouté nos partenaires sud-africains. Dans la lutte pour la paix et la justice au Moyen-Orient, nous écoutons nos partenaires palestiniens et israéliens. C'est l'essence même de la solidarité.

Donc, première étape: écouter nos frères et sœurs progressistes en Ukraine et en Russie. Ce sont eux qui devraient être les premiers guides de notre action, et non un ensemble de principes abstraits. Sinon, même les critiques les plus sévères de l'empire américain finissent par être victimes des mêmes hypothèses qui sont au cœur de la politique étrangère ultra-arrogante des États-Unis.

La question russe revient au centre

VINCENT PRÉSUMEY¹

La crise, faussement soudaine, des 23-24 juin en Russie, résulte de la nature à la fois autoritaire et mafieuse du régime russe, et de son enlisement en Ukraine. Elle doit être située dans le déroulement de la guerre à grande échelle, faisant suite à huit ans de «guerre hybride», lancée par Poutine le 24 février 2022.

Le premier acte est une double défaite, l'une dont nous pouvons nous réjouir, l'autre non (février-mars 2022). Défaite de la Blitzkrieg en Ukraine devant une levée en masse populaire qui a immédiatement ébranlé l'armée russe frappée de désertions et de gabegie. Mais aussi défaite de la résistance antiguerre initiale en Russie, installant une chappe de plomb totalitaire.

L'objectif officiel, de la «dénazification», devient alors la «libération du Donbass» et la destruction de Marioupol (mars-juillet 2022). Mais à l'automne surviennent les mauvaises surprises pour l'armée russe: sa décomposition dans le secteur d'Izium-Koupiansk à l'Est de Kharkiv (septembre-octobre), et l'évacuation russe de Kherson début novembre juste après avoir proclamé l'annexion des zones occupées.

C'est dans ce contexte de crise que Poutine proclame une mobilisation partielle mais massive (21 septembre), de 300 000 hommes, produisant un exode des couches diplômées hors de Russie. La montée



1. Vincent Présume est membre du comité français du RESU et de la FSU. Article à paraître dans *Démocratie et socialisme*.

en puissance des armées privées de mercenaires dans l'armée russe franchit alors un seuil. La plus importante est le PMC Wagner (ЧВК: «Compagnie militaire privée»), qui, grâce à l'ancrage de son manager Prigogine dans la pègre, recrute alors en masse dans les prisons. La plus ancienne est celle des Kadirovsty, les hommes du satrape de Tchétchénie Ramzan Kadyrov. Existente aussi le bataillon Russitch, ouvertement nazi, une force privée payée par Gazprom, et même une armée privée du ministre de la défense Choïgou, Patriot. La Russie exacerbe ainsi le phénomène de privatisation de la force largement amorcé par les États-Unis en Irak.

De fin novembre 2022 à avril-mai 2023 la seconde offensive russe au Donbass, ralentie et polarisée sur Bakhmut, voit le groupe Wagner passer au premier plan tout en entrant ouvertement en conflit avec le ministre Choïgou et le commandant des forces russes en Ukraine Guerassimov, lequel remplace Sourovikine en février. Les Wagner se distinguent par leur barbarie, filmant l'assassinat à la masse, leur arme-fétiche, d'un déserteur russe repris, et servant à terroriser les soldats envoyés au front. Le 20 mai, Prigojine revendique pour lui la «prise» de Bakhmut.

Cette «conquête» est illusoire, l'armée russe et les Wagner eux-mêmes sont usés, l'Ukraine joue de l'annonce imminente toujours reportée d'une grande «contre-offensive» et couvre, à partir du 20 mai aussi, des incursions de groupes armés russes dans la région de Belgorod. La crise aux sommets de l'oligopole militaire russe et donc du pouvoir fait alors de plus en plus de bruissements. Si Prigojine est furieux, c'est que son capital productif, ses mercenaires, est en train d'être dépensé rapidement en Ukraine alors que son terrain de chasse, où les peuples ne sont pas équipés contre lui, est l'Afrique: contrôle des pouvoirs centraux en Centrafrique et au Mali,

encadrement des milices contre-révolutionnaires au Soudan, prise en étau du Burkina-Faso.

Dans la nuit du 5 au 6 juin le barrage de Nova Kakhovka est saboté, produisant une gigantesque inondation en aval et la formation d'une aire de boue sèche et vide en amont, interdisant pour quelques semaines ou quelques mois toute avancée ukrainienne dans cette zone. La contre-offensive ukrainienne est alors déclenchée entre Zaporijia et le Donbass, anticipant un déplacement des forces russes de la zone inondée. L'attentat contre le barrage, crime de masse et écocide, et la faiblesse des réactions internationales, sont un signal et un test: l'instrument de chantage suivant est la plus grande centrale nucléaire d'Europe, que refroidissaient les eaux du lac à présent vidé, à Enerhodar.

Il faut mettre en relation l'attentat de Nova Kakhovka, le chantage nucléaire et la crise Wagner: l'ensemble marque l'entrée du pouvoir russe et des forces armées dans un moment erratique, agité et dangereux, dont les Ukrainiens espèrent, sans oser y croire, qu'il est celui de l'agonie.

Ce moment s'est donc amplifié les 23-24 juin. Prigojine diffuse une vidéo qui, à sa façon, franchit le Rubicon car il y qualifie toute la propagande de justification de la guerre, des pseudo-attaques de l'OTAN à la défense des «russophones du Donbass», de purs mensonges. Ses forces s'emparent sans coup férir de Rostov-sur-le-Don et un détachement, mené par son n° 2 Outkine, l'homme aux tatouages SS, fonce en direction de Moscou, abattant plusieurs hélicos et avions envoyés à sa rencontre au niveau de Voronej, mais ne se heurtant dans l'ensemble à aucune résistance. Poutine aux abonnés absents réapparaît pour qualifier le coup de réédition de la trahison bolchevique en 1917 (on ne rit pas!). Puis, soudain, samedi en fin d'après-midi, on apprend



que... Loukachenko a négocié un accord: Prigojine ira chez lui, les Wagner font demi-tour. Ainsi se clôt (provisoirement) la nuit des longs marteaux, avec sa marche avortée sur la troisième Rome qui n'évitera pas le crépuscule des odieux...

Il est évident qu'après une telle crise, rien n'est plus comme avant à Moscou. Avant tout, les positions impérialistes conquises sur la gabegie françafricaine sont confirmées avec l'accord des dictateurs-potiches du Mali et de Centrafrique – mais elles pourraient être ébranlées à terme, par les peuples de la région. Choïgou et Guerassimov dont Prigojine aurait obtenu la peau dans l'accord du samedi 24, accord que personne n'a jamais vu, sont toujours là. Sourovikine semble être tombé.

Un mot sur lui. Ce personnage a fait tirer à Moscou en août 1991 au compte des putschistes, il a surnagé et mérite le surnom de bourreau d'Alep et du peuple syrien. Des informations ont filtré ces derniers jours sur les débuts de l'affrontement dans l'armée russe, en Syrie en février 2018: les Wagner ont alors tenté de prendre une raffinerie près de Deir-es-Zor, à Khasham, pour le compte de l'oligarque Tymtchenko, Sourovikine voulait les protéger mais Choïgou et Guerassimov l'en auraient empêché, permettant une attaque américaine qui les a défaits, assurant le contrôle de la zone pétrolifère par les FDS dominés par les YPG kurdes.

Revenons à Moscou. Le point clef, le point central, c'est que Poutine, de plus grand Bonaparte du monde, modèle de mâle alpha pour fascistes, stali-niens, qanons, intégristes de tout acabit, est désormais une outre dégonflée. Et ça, c'est une bonne nouvelle. Nul doute que les chefs d'État américain et européens ne l'entendent pas ainsi en vérité: ils craignent sa chute plus que tout, ils ont peur de l'instabilité et plus encore de la révolution, et c'est

pour cela qu'ils arment l'Ukraine au compte-goutte, la contraignant à mener au ralenti la plus grande offensive de l'histoire depuis 1945 sans couverture aérienne. Parmi les «mystères» du 24 juin, le rôle étonnant de Loukachenko peut en partie s'expliquer par le fait qu'il s'est d'abord rendu en Turquie et que les diplomaties euro-atlantiques, d'une part, chinoise d'autre part, auraient fait parvenir leurs suppliques pour qu'un accord soit trouvé au plus vite.

Mais par qui tombera le fruit pourri Poutine? Les partisans de l'émancipation des peuples doivent préférer que ce soit par la combinaison des victoires ukrainiennes et de la résistance antiguerre en Russie, plutôt que par une mise à l'écart «douce» sans doute menée par son n° 2 Patroutchev², ou «chaude» façon Prigojine. L'intérêt des peuples et de la démocratie, c'est sa chute au plus vite, et le bon canal, c'est l'armement de l'Ukraine sans conditions ni restrictions posées par l'OTAN, et le soutien aux forces révolutionnaires, démocratiques et défaitistes réelles en Russie, dont celles des peuples non-russes.



2. Chef du FSB depuis que Poutine est président, dont le fils est donné par les rumeurs successeurs putatif du chef.

ÉCLAIRAGES

Au temps des tsars

JOHN-PAUL HIMKA¹

Nombreux sont celles et ceux qui pensent que l'Ukraine fait partie de la Russie. Pourtant, la Russie ne s'est emparé de territoires habités par des Ukrainiens qu'à partir de la fin du 17^e siècle, après la rébellion des Cosaques contre la Pologne en 1648. C'est alors que la Russie s'est emparé de Kyiv et des territoires ukrainiens situés à l'est du fleuve Dniepr. En 1793 et 1795, la Russie a enlevé une grande partie de la rive droite au royaume polono-lituanien, qui a disparu après avoir été divisé par ses voisins. Les autres territoires habités par les Ukrainiens, la Galicie, la Bucovine et la Transcarpatie, ont tous été rattachés à l'empire des Habsbourg.

Lorsque les Ukrainiens ont été incorporés pour la première fois à la Russie, certains les considéraient comme de précieux experts et d'autres comme de vils hérétiques. Dans le royaume de Pologne-Lituanie, les Ukrainiens avaient fondé plusieurs écoles qui combinaient la variante polonaise de la civilisation européenne avec les traditions de la Rus' orthodoxe. La plus célèbre d'entre elles est l'Académie Kyivan Mohyla, fondée en 1632. Ces écoles ont non seulement créé une élite intellectuelle ukrainienne, mais elles ont également influencé l'éducation et la théologie dans l'ensemble du monde orthodoxe. Au début, les théologiens et les ecclésiastiques russes se

sont montrés très méfiants à l'égard des nouvelles connaissances et des textes liturgiques corrigés qui émanaient de Kyiv. Le rejet de ces influences ukrainiennes a été l'un des principaux facteurs du schisme de l'Église russe qui a donné naissance aux Vieux-Croyants.

Une fois que les Ukrainiens ont été absorbés par le *tsardom* russe, ils ont dominé les postes épiscopaux du pays et sont devenus professeurs dans les institutions d'enseignement supérieur nouvellement fondées selon le modèle occidental. Ils ont également joué un rôle prépondérant dans la vie musicale russe, car ils avaient apporté avec eux un type de polyphonie chorale jusqu'alors inconnu en Russie. En bref, les Ukrainiens ont apporté le premier souffle de la culture européenne en Russie.

Plus tard, les tsars et tsarines russes s'inspireront plus directement des tendances européennes, en épousant des membres des familles royales allemandes, en recrutant des ingénieurs et des militaires européens et en introduisant la langue et la mode françaises à la cour.

À la fin du 18^e siècle, le rôle des Ukrainiens s'est considérablement réduit. Certains d'entre eux occupaient encore de hautes fonctions et jouaient encore un certain rôle dans la vie intellectuelle russe, mais ils s'assimilaient également à la culture panrusse qui se développait et se modernisait rapidement.

Lorsque les cosaques sont entrés en Russie au milieu du 17^e siècle, ils jouissaient d'une certaine autonomie territoriale, mais celle-ci a été réduite par Pierre I^{er} et finalement abolie par Catherine II. L'ancienne classe des officiers cosaques a alors consacré une grande partie de son énergie, à la fin du 18^e siècle et au début du 19^e siècle, à essayer d'obtenir des documents lui permettant d'entrer dans la noblesse russe. Si l'ancienne élite cosaque a continué



1. Cet article a été publié sur [Ukraine Solidarity Campaign](#), 4 juin 2023 (traduction : Patrick Silberstein). Jean-Paul Himka est historien et professeur à l'université de l'Alberta-(Canada). Il est spécialiste des mouvements socialistes ukrainiens et polonais. Voir notamment Jean-Paul Himka, « L'héritage socialiste ukrainien », dans Brigades éditoriales de solidarité, *L'Ukraine insurgée*, Paris, Syllepse, 2022.

à s'adresser à ses serfs dans la langue vernaculaire ukrainienne, elle communiquait entre elle et avec les autres en russe. Tout comme pendant les siècles passés par les Ukrainiens en Pologne-Lituanie, l'élite a migré culturellement loin des masses ukrainiennes et s'est assimilée à une élite étrangère.

Aucune discrimination ne s'exerçait à l'encontre des Ukrainiens instruits, ni d'ailleurs des Biélorusses, qui ont rejoint l'élite russe. Au début du 19^e siècle, ils étaient considérés comme des Russes, certes avec leurs particularités anciennes et pittoresques. Ils étaient malgré tout des Russes, comme les a dépeints Gogol qui a divertì la Russie avec ses récits de la vie dans les petites villes d'Ukraine. Le plus grand poète ukrainien, Taras Chevtchenko, était presque universellement loué par les intellectuels russes, du moins jusqu'à son arrestation en 1847.

Mais au milieu du 19^e siècle, le régime a commencé à considérer la spécificité ukrainienne comme dangereuse : les Ukrainiens produisaient une littérature dans leur langue et des organisations politiques secrètes ont commencé à se former, notamment la Fraternité Cyrille et Méthode (créée en 1845) et la Hromada de Kiev (créée en 1859). Le tsarisme, garant de la réaction en Europe à la suite des révolutions de 1848, a alors décidé de réprimer le mouvement ukrainien. Les décrets de 1863 et 1876 ont instauré des limitations aux publications en langue ukrainienne et interdit la langue ukrainienne dans le système éducatif. Les militants ukrainiens ont été arrêtés et exilés. Du milieu du 19^e siècle jusqu'à l'effondrement de l'empire russe, le mouvement ukrainien et l'État russe ont été des ennemis mortels. Les Ukrainiens se sont alignés sur les démocrates et les révolutionnaires russes et sur les autres minorités persécutées. Ils ont fait partie des forces qui ont renversé l'autocratie tsariste au printemps 1917.



Le tsar Nicolas II dans l'enceinte du monastère des Grottes à Kyiv en 1911.

L'université clandestine ukrainienne (1921-1925)

PRYAMA DIYA¹

L'origine de ce phénomène remonte à 1772. C'est alors que la Galicie orientale et Lviv elle-même ont été cédées à l'Empire autrichien à la suite de la première partition du royaume polono-lituanien. Le 9 mars 1787, l'empereur François II a publié un décret établissant un département ukrainien distinct au sein de l'université de Lviv (*Studium rutenum*). Cependant, la politique éducative de l'empire a changé après le Printemps des peuples de 1848-1849. L'empire austro-hongrois étant déjà peuplé de nombreux peuples différents, les autorités ont commencé à élargir l'enseignement de l'allemand aux langues minoritaires dans les universités.

La politique de la «monarchie en patchwork» consistait à privilégier les plus influents dans les lieux de conflit entre les différents peuples et à résoudre ainsi deux problèmes importants. La minorité influente était fidèle à la couronne en raison de ses privilèges, tandis que l'autre minorité concentrait son ressentiment non pas sur la couronne elle-même, mais sur la classe dirigeante de la région. Cette

situation a conduit à des conflits entre Polonais et Ukrainiens à Lviv.

Les étudiants ont demandé la création d'une université ukrainienne distincte. Ils organisent des réunions de masse et adressent leur demande au parlement. Cette situation ne convient pas aux chauvins polonais. Les confrontations et la violence étaient fréquentes afin de réprimer le mouvement étudiant ukrainien. Vasyl Mudryi, qui était à l'époque étudiant à la faculté de philosophie et plus tard l'un des fondateurs de l'université clandestine ukrainienne, a écrit dans son ouvrage *L'université secrète ukrainienne (1921-1925)*:

Le 13 juillet 1899, une grande assemblée d'étudiants ukrainiens de toutes les universités autrichiennes s'est tenue à Lviv, consacrée exclusivement aux affaires universitaires [...] et a exigé la création d'une université ukrainienne à part entière à Lviv. Naturellement, cette assemblée a suscité une grande indignation parmi les Polonais. [...] Dans un combat au corps à corps, jusqu'à 20 Polonais et trois Ukrainiens ont été blessés.

Ces propos illustrent la grande organisation du mouvement étudiant au début du 20^e siècle et leur volonté de faire aboutir leurs revendications. Cependant, les autorités locales soutenant les Polonais dans le conflit, la répression commence. Les étudiants actifs sont expulsés de l'université et interdits de réunion. Cette politique réactionnaire conduit inévitablement à l'affrontement. Les étudiants polonais construisent des barricades et empêchent par la force les étudiants ukrainiens d'entrer dans l'université. La confrontation est sanglante. Par exemple, en 1910, l'étudiant Adam Kotsko est tué. À la suite de ces émeutes, plusieurs étudiants ukrainiens ont été arrêtés, tandis que les étudiants polonais n'ont



1. Syndicat étudiant indépendant ukrainien, 9 juin 2023. Traduction Patrick Le Tréhondat. Voir également «La semaine antifasciste du syndicat étudiant Priama Diia», *Soutien à l'Ukraine résistante*, n° 20, 1^{er} juin 2023.



Étudiants de la faculté de philosophie de l'Université secrète ukrainienne, Lviv, début des années 1920.

reçu qu'un avertissement. Les autorités locales ont «étouffé» l'affaire du meurtre de l'étudiant.



Il est important de noter qu'Adam lui-même était activement impliqué dans des activités publiques, en particulier, il a participé aux travaux de la société de jeunesse académique Communauté libre et de la société ouvrière Volia. Volodymyr Kachmar parle d'Adam Kotko dans son ouvrage :

Adam a mené une campagne active en faveur de la réforme électorale au Parlement, s'est rendu dans des dizaines de villages galiciens et a mené une campagne importante auprès des villageois. La police l'a arrêté dans l'un des villages pour avoir incité les villageois à faire grève. [...] Il a été libéré de prison après avoir entamé une grève de la faim. La même année, fasciné par les événements révolutionnaires en Russie, il franchit illégalement la frontière et parcourt à pied les villes et villages de la Naddniproïatchina².

2. NdT : région historique dans la partie centrale de l'Ukraine, dans la vallée du Dniepr.

Après la Première Guerre mondiale

En 1914, la Première Guerre mondiale éclate. Une menace plus grande et plus globale se fait jour, et la lutte pour une université ukrainienne indépendante est reléguée au second plan. En outre, la ligne de front entre les empires russe et austro-hongrois se situe directement en Galicie orientale. À la suite d'opérations militaires, ce territoire change de mains. La question est redevenue d'actualité après le 1^{er} novembre 1918. Le soulèvement dit de novembre a lieu et la Rada nationale ukrainienne, soutenue par les fusiliers ukrainiens du Sich, prend le pouvoir à Lviv, puis dans toute la Galicie orientale. La ZUNR [République populaire d'Ukraine occidentale] est proclamée. Quelques jours plus tard, la guerre polono-ukrainienne éclate, de 1918 à 1919. La ZUNR perd alors toute indépendance et est absorbée par la Pologne. Vasyl Mudryi écrit à ce sujet :

Après avoir pris Lviv, les Polonais ont immédiatement occupé l'université de Lviv. Toutes les cathédrales ukrainiennes ont été fermées et l'université a été rebaptisée Université du roi Jan Kazemierz.

En conséquence, les étudiants ukrainiens se sont retrouvés dans une situation encore pire qu'avant la Grande Guerre. Les Ukrainiens n'étaient pas autorisés à accéder à l'enseignement supérieur. Les autorités polonaises n'autorisaient à étudier que ceux qui avaient combattu aux côtés de l'armée polonaise. Mais la majorité des Ukrainiens avaient combattu du côté de la ZUNR, dans l'armée ukrainienne de Galicie, et ont donc été exclus de l'enseignement. Tous les enseignants ukrainiens ont été licenciés et toutes activités leur sont interdites. Il était même interdit aux professeurs ukrainiens de donner des cours indépendants.

Une lueur d'espoir apparaît après le 15 mars 1923, lorsque le conseil des ambassadeurs de l'Entente confirme la souveraineté de la Pologne sur le territoire de la Galicie orientale, mais à condition que la région bénéficie d'une large autonomie. Ces exigences sont ignorées par la partie polonaise.

Origine, structure et fonctionnement

Cependant, cette situation, avant même la rencontre des ambassadeurs, a incité les étudiants et les professeurs à fonder l'Université clandestine ukrainienne en 1921, lors d'un congrès étudiant. Vasyl Chtchurat est élu premier recteur. Il est surtout connu pour sa traduction littéraire du *Conte de la campagne* d'Igor. Au départ, l'université a ouvert trois facultés : philosophie, droit et médecine. Il était prévu que les études à la faculté de philosophie et de droit dureraient quatre ans, et celles de la faculté de médecine deux ans, avec un prolongement à l'étranger. En 1922, un département Technique a également été ouvert, qui est devenu par la suite l'École polytechnique supérieure. Le premier effectif était de 1028 étudiants, et chaque année, environ 1 000 nouveaux étudiants étaient admis. Les cours avaient lieu dans l'église Saint-Georges ou dans des appartements privés. Les étudiants avaient même des cartes de l'université, tout comme les professeurs. Un programme a été mis en place pour permettre aux étudiants de poursuivre leurs études à l'étranger. Avec l'aide de la diaspora, le diplôme de l'Université clandestine ukrainienne a été reconnu et a eu un certain poids en dehors de la Pologne. Dans son article, Marian Mudryi en dit plus sur le personnel enseignant de l'université :



Professeurs de l'Université secrète ukrainienne, Lviv, 1921.

Dans l'histoire de l'université secrète, il y a eu trois recteurs : le critique littéraire V. Chtchurat, le médecin M. Panchychyn et l'avocat E. Davydiak (le mathématicien M. Tchaikovsky, qui a été élu recteur après M. Panchychyn a démissionné par la suite). Les premiers doyens des facultés sont : M. Korduba (ancien professeur du gymnase de Chernivtsi), V. Verganovskyi (ancien professeur associé du département de procédure civile de l'université de Lviv) et I. Kurovets (membre de la Société médicale ukrainienne, secrétaire d'État à la santé publique dans le premier gouvernement de la ZUNR).

Il convient de noter qu'en février 1923, le Curatorium [conseil scientifique] des écoles supérieures ukrainiennes de Lviv a été créé. Cette division a été établie afin de faire la distinction entre le pouvoir académique de l'université et l'administration qui s'occupait du fonctionnement de l'université elle-même. Par exemple, le curatorium était directement responsable du financement de l'université et de l'achat de la littérature ou de l'équipement nécessaires. Il s'occupait également des déplacements des étudiants à l'étranger pour leur permettre de



poursuivre leurs études. Une autre tâche importante consistait à promouvoir l'importance de soutenir le projet de l'université auprès des différents courants politiques ukrainiens dans le monde.

Les contributions caritatives sont devenues la principale source de financement de l'université. La diaspora ukrainienne dans le monde entier est également devenue plus active. Elle a utilisé toutes ses ressources pour collecter des fonds pour l'université ukrainienne. Par exemple, l'une des premières contributions a été celle du Parti des travailleurs ukrainiens de New York, d'un montant de mille dollars américains. L'université a survécu grâce à ce système.

Les autorités polonaises ne sont pas restées les bras croisés et ont continué à faire de leur mieux pour supprimer toute possibilité pour les étudiants ukrainiens d'accéder à l'enseignement supérieur. Dans un premier temps, elles ont tenté d'arrêter les étudiants et les enseignants, mais cela n'a pas eu d'impact sérieux. Ensuite, les autorités polonaises ont lancé une vaste campagne contre le financement de l'université. Elles ont imposé d'énormes amendes aux mécènes potentiels et ont ainsi coupé le seul flux de financement de l'université.

Quatre ans plus tard, l'université a fermé ses portes. L'action des autorités polonaises en termes d'amendes et d'arrestations a eu son effet. Le fait que les étudiants ukrainiens étaient autorisés à étudier dans les universités polonaises, s'ils combattaient dans les forces armées de la République populaire d'Ukraine³, a également joué un rôle important. Certains étudiants, désillusionnés par ces méthodes répressives, ont abandonné leurs études. Certains ont

accepté la défaite, tandis que d'autres ont rejoint des organisations plus radicales, telles que l'OUN.

Significations

L'histoire de l'Université clandestine ukrainienne n'est pas seulement l'histoire de l'existence d'une structure unique en Galicie dans les années 1921-1925. C'est l'histoire de la lutte héroïque d'étudiants pour leur droit fondamental à l'éducation. Ils ont organisé des réunions, protesté et se sont battus pour leur université. Lorsqu'ils n'y sont pas parvenus officiellement, ils sont entrés dans la clandestinité. Pourquoi ce phénomène peut-il être important et intéressant pour nous ?

Premièrement, il s'agit d'un élément important de la lutte de libération nationale des Ukrainiens contre les gouvernements impériaux et coloniaux d'Autriche-Hongrie et de Pologne. Ce sujet est pertinent dans le contexte de la guerre russo-ukrainienne et de notre lutte contre l'impérialisme russe. C'est le moment où nous pouvons regarder en arrière et explorer le passé pour y puiser de l'inspiration.

Deuxièmement, ce phénomène montre la capacité des gens à s'unir en cas de nécessité. Créer une université clandestine avec un millier de nouveaux étudiants inscrits chaque année n'est pas une mince affaire. En outre, tout un réseau de dons avait été mis en place. Ce fait résonne également avec notre époque, où un fort mouvement de solidarité s'est développé en Ukraine pour aider les militaires et les personnes touchées par la guerre.

Troisièmement, il s'agit d'une nouvelle illustration du fait que les étudiants et les jeunes peuvent obtenir beaucoup en défendant leurs droits et leurs intérêts. L'histoire de l'Université clandestine ukrainienne nous incite toujours à nous unir et à nous battre, quelles que soient les difficultés de la lutte.



3. NdT: en 1920 est signé le pacte de Varsovie (ou accord Pilsudski-Petlioura), une convention politique et militaire signée par des représentants de la Pologne et de la République populaire ukrainienne.

Un nouveau blog: *L'Ukraine sociale*

Vladislav Starodubtsev de Kyiv, auteur de plusieurs articles publiés dans *Soutien à l'Ukraine résistante*, vient de créer son blog où il publie ses contributions et traductions sur l'histoire de la gauche internationale et ukrainienne.

Vladislav vise à offrir une nouvelle vision inclusive, réaliste et progressiste de la politique de gauche.

Il nous donne un aperçu des approches et des visions, des pratiques et mouvements historiques importants et des théories du socialisme démocratique.

Première publication: une contribution de l'économiste féministe Diana Elson «Marchés socialisés, pas socialisme de marché»

En ukrainien

<https://vladyslavstarodubtsev.substack.com/p/ccc?r=2hbbuk...>

En anglais

<https://vladyslavstarodubtsev-substack-com.translate.goog...>

En français

<https://vladyslavstarodubtsev-substack-com.translate.goog...>



OÙ VA
LA RUSSIE ?

Échos du front des universités russes

ROBI MORDER¹

Selon une enquête de L'Université des sciences et technologies de Moscou (MISIS), le corps enseignant vieillit; beaucoup d'enseignants des universités russes ont plus de 60 ans, depuis 2010, le nombre d'enseignants de plus de 65 ans a augmenté, alors que le nombre de jeunes professionnels est maintenant le plus bas depuis 1988.

Aujourd'hui, l'âge moyen des enseignants est de 50 ans. C'est 8 ans de plus que la moyenne d'âge des autres professions. Le MISIS attribue cela à une «formation plus longue des enseignants». Au total, le personnel enseignant des universités russes comprend environ 218 000 personnes. L'enquête indique que la plupart de l'ensemble du personnel enseignant, environ 75 %, n'occupe pas un poste supérieur à celui d'un professeur agrégé.

L'âge moyen maximum parmi le personnel enseignant pour les professeurs est de 61 à 62 ans et l'âge minimum pour les assistants est de 35 ans. Plus le poste est élevé, plus l'âge moyen de l'enseignant est élevé, à l'exception des chefs de département et des doyens. L'âge moyen des recteurs est de 54-55 ans, les vice-recteurs sont un peu plus jeunes, leur âge moyen est d'environ 50 ans.

Du côté des étudiants, selon les résultats d'une étude menée par des scientifiques de la Higher

School of Economics, le style de travail des universités russes ne répond pas aux besoins de 90 % des étudiants.

- 36 % des étudiants privilégient les relations de consommation avec l'université. Dans ce cas, l'étudiant consomme le service fourni par l'université.

- 20 % des étudiants sont proches du type «constructiviste». Les élèves participant activement à l'acquisition des connaissances.

- 34 % des étudiants souhaitent étudier en partenariat. Le rôle principal dans ces relations est joué par la coopération de l'étudiant et de l'enseignant sur un pied d'égalité. Comme l'écrivent les chercheurs, il n'y a presque pas d'universités de ce type en Russie.

- 10 % des élèves apprennent confortablement avec une relation de type instructiviste. Il s'agit de la dictée de cours traditionnelle dans laquelle les étudiants ne sont guère impliqués. Les universités russes se concentrent sur ce système.

L'université et les étudiants, un maillon faible ?

Selon certains responsables, un peu moins de la moitié du personnel enseignant en Russie est «infecté d'idées libérales». La «guerre de l'information» pour l'esprit des jeunes sera plus longue que la guerre contre l'Ukraine: «Nous devons comprendre que cette guerre sera la plus longue. Premièrement, l'opération militaire spéciale prendra fin, toutes les tâches fixées par le président [Poutine] seront résolues, nous gagnerons définitivement. Il y aura une guerre économique et une tentative de nous destabiliser plus longtemps, ils n'ont pas réussi, mais ils continueront d'essayer. Mais la guerre information-psychologique durera le plus longtemps, car la lutte pour l'esprit de la jeune génération sera la plus longue», a déclaré



1. Membre du Comité français du RESU et du Germe.

Kirienko lors du mouvement du premier festival du mouvement russe des enfants et des jeunes. Il a également ajouté que l'avenir du pays dépendait des résultats de cette lutte – «ce en quoi la future génération de Russes croira». «Rien ne peut être fait contre la génération de Russes d'aujourd'hui. La Russie ne peut être vaincue que de l'intérieur, la Russie ne peut pas être vaincue de l'extérieur, la Russie peut être divisée de l'intérieur», a déclaré Kirienko.

Le ministère de l'éducation et des sciences de la Fédération de Russie a lancé la campagne «Des universités pour le front!», où il compare à nouveau la guerre contre l'Ukraine à la Grande Guerre patriotique.

En tout état de cause la politique d'intervention massive de l'État dans le système éducatif russe a été intensifiée par des actes de censure massive du travail des professeurs d'histoire.



Comme l'ont dit deux sources dans les universités russes au *Moscow Times*, les inspecteurs des ministères ont commencé à suivre des cours d'histoire dans les universités du sud de la Russie. Ils décrivent ce que font les enseignants pour se conformer aux idées actuelles des autorités, a déclaré l'un des employés de l'université. Un autre enseignant de l'université de Samara a confirmé qu'il faisait face à la censure. Selon lui, un éminent collègue historien a été licencié pour un article à caractère historique.

Les historiens, selon un enseignant du territoire de Krasnodar, ont été informés que lors des conférences, «la critique des autorités sous quelque forme que ce soit, y compris le tsar, est inacceptable». Les conférenciers ont également reçu des recommandations pour présenter sèchement les faits controversés de l'histoire, sans analyse ou critique supplémentaire.

L'année dernière, le ministère de l'Éducation et des Sciences et une équipe dirigée par l'assistant

présidentiel russe Vladimir Medinsky ont commencé à travailler sur un nouveau manuel d'histoire pour les écoles et les universités. Medinsky a appelé à abandonner l'approche eurocentrique de l'étude de l'histoire et à se concentrer sur des programmes basés sur l'histoire des «grandes victoires» de la Russie. À partir du 1^{er} septembre 2023, la matière «Histoire de la Russie» deviendra obligatoire dans les universités russes. Au nom du président de la Fédération de Russie, Vladimir Poutine, un nouveau sujet «Fondamentaux de l'État russe» apparaîtra dans les universités.

Le ministère de l'Éducation et des Sciences de la Fédération de Russie a soutenu l'idée de Konstantin Malofeev, le fondateur de la publication ultra-conservatrice *Tsargrad*, de créer un projet de formation supplémentaire des vice-recteurs des universités pour le travail éducatif. Le programme de formation se concentrera sur «les aspects culturels et sociaux du développement des futures générations de citoyens russes» et sur la manière de «ne pas succomber à la propagande occidentale».

Konstantin Malofeev a expliqué la nécessité d'un tel programme en disant que «nous avons absolument besoin de déconstruction» et, vraisemblablement, d'«affrontement avec l'Occident»:

Nous n'avons rien à discuter avec eux [l'Occident] du tout. Cela ne nous mènera nulle part. Nous ne pouvons pas parler pour eux quand ils nous étudient comme des animaux. Doit-on se regarder à travers leurs yeux? Ce n'est pas bien. Au contraire, nous voulons parler de nous dans le cadre de nos recherches. Et nous nous livrerons à «l'occidentologie», pour ainsi dire, pour les étudier en tant qu'objet. En conséquence, la question de la culture annulée (le «woke»), celle du genre ne sont pas du tout des questions de notre culture, ni de celles

de la culture mondiale. C'est une question de leur propre monde occidental, qui devrait être étudié comme un objet avec une approche scientifique.

Dans le numéro 20 de *Soutien à l'Ukraine résistante*, nous avons cité la résistance de Sergueï Tchernykhov. Le «Novocollege» qu'il dirigeait avait été perquisitionné suite à une dénonciation par un militant pro-gouvernemental, puis trois poursuites administratives avaient été engagées contre l'institution pour avoir refusé d'organiser des «Conversations sur l'Important». Il avait concrétisé le projet d'une université indépendante. La réaction du pouvoir a été immédiate : il est désormais considéré comme «agent étranger», et a dû renoncer à cette idée. En effet ce statut est discriminatoire pour travailler dans l'éducation russe, et de surcroît il a dû prendre cette décision pour «protéger les organisations et le personnel du collège et de l'école», a déclaré Tchernykhov.

Saint-Petersbourg : Belousov et son «gang» exclus de l'université

Pendant ce temps, des chaînes pro-guerre appellent à «accrocher» et casser les bras et les jambes du professeur d'histoire de l'Université d'État de Saint-Petersbourg, Mikhail Belousov. Ce professeur agrégé, dont nous avons parlé dans notre précédent numéro, n'avait pas voulu honorer un étudiant qui s'était porté volontaire pour la guerre contre l'Ukraine et qui est mort sur le front.

Le vice-ministre des sciences et de l'enseignement supérieur, Konstantin Mogilevsky, a déclaré que c'était intolérable :

Un étudiant de l'Université de Saint-Petersbourg, qui s'est porté volontaire pour participer à une opération spéciale, est mort héroïquement. Et au lieu d'honorer la mémoire de notre camarade, en

montrant des sentiments humains normaux, nous assistons à une tentative absolument vulgaire d'attirer l'attention sur nous avec des déclarations politiques anti-russes.

Le président du comité de la Douma d'État sur la politique de la jeunesse, Artem Metelev, a déclaré à son tour que «les étudiants» avaient contacté le Centre de protection des droits de la jeunesse et déclaré que Belousov «empoisonnait» les étudiants qui soutenaient la guerre contre l'Ukraine. Metelev a ajouté qu'il était prêt à lancer une enquête auprès du professeur agrégé en application de la loi sur «le discrédit des forces armées de la Fédération de Russie» et à procéder à son limogeage.

Artem Metelev, a demandé à la direction de l'Université de Saint-Petersbourg de renvoyer le professeur agrégé Mikhail Belousov, «La “suspension temporaire” initiée par la direction de l'université n'est pas une solution.» Il avait aussi envoyé des demandes au chef du département d'enquête de Saint-Petersbourg pour mener une inspection et traduire Belousov en justice «dans toute la mesure de la loi», sous l'accusation de «russophobie» et de propos ironiques sur «l'opération militaire spéciale». Le président du comité note que «la société exige» le renvoi de Belousov et fait référence à la pétition, qui «a été signée par des dizaines d'étudiants».

Le vice-recteur à la sécurité du SPbU, Dmitry Griaznov, a expliqué qu'ensuite il avait sollicité les forces de l'ordre aux fins de vérifications. Le vice-recteur ajoute que si les violations de la part de l'enseignant et des élèves sont confirmées, les élèves peuvent être expulsés et l'enseignant peut être renvoyé.

Que peut-il [professeur associé Belousov] enseigner aux enfants s'il se moque de la mémoire d'un enfant mort? Pendant que celui-ci se réchauffait



le cul chaud au lycée et buvait du café, le mec est allé en première ligne pour les protéger afin qu'ils puissent étudier. Dans une société normale, une conduite comme celle du garçon, un telle conduite devrait être suivie par les enseignants – pour donner l'exemple. Maintenant, nous devons éliminer progressivement cette boue du corps sain de la société russe. Ce processus est très sérieux.

Des étudiants de l'Université de Saint-Petersbourg qui avaient une position antiguerre recevaient déjà des menaces et des insultes. Les chaînes Telegramme Z (pro-guerre) publient une liste de noms d'étudiants et d'enseignants associés à Mikhaïl Belousov, accusé de russophobie. On les qualifie de «gang» de Belousov. Ils sont menacés de coups, appelés «ukro-nazis» et fascistes. Un étudiant a envoyé les captures d'écran de menaces reçues et suggère que c'est certains camarades de classe qui sont à l'origine de ces menaces.



Ce n'est pas le premier acte d'agression contre nous. Auparavant, ils avaient discuté de la question de notre expulsion avec l'aide des organes administratifs de l'université. Il y a également eu au moins deux actes de violence. En 2022, l'un des étudiants de Z a attaqué un antiguerre, et en 2023, un autre a aspergé avec du gaz poivré le visage d'un camarade de classe.

Le 3 juin, une réunion de la commission d'éthique s'est tenue à l'Université de Saint-Petersbourg à laquelle dix étudiants ont été convoqués et interrogés sur leur attitude vis-à-vis de la guerre en Ukraine et de la «secte Belousov». Voici, d'après l'un d'entre eux, la liste des questions :

- Que pensez-vous de la guerre en Ukraine?
- Que pensez-vous de la mort et de la personnalité de Fiodor Salomonov, mort en Ukraine?

- Aimez-vous étudier à l'Institut d'histoire de l'Université d'État de Saint-Petersbourg?

- Quelles ont été vos notes pour la dernière session?

- D'où venez-vous?

- Connaissez-vous la «secte Belousov» et en faites-vous partie?

En fin de compte, sept étudiants ont été expulsés. Pour chacun, la décision est identique, fondée sur la «violation des obligations stipulées par les actes locaux de l'Université de Saint-Petersbourg».

Les expulsés ont décidé de saisir les tribunaux, ils seront soutenus par un réseau d'avocats.

Acharnement à Saint-Petersbourg

Le 23 juin, Alexandra Zaitseva, étudiante à l'Université de Saint-Petersbourg, est devenue rédactrice en chef des médias étudiants à l'Université de Studen. Commentant sa nomination, elle a qualifié les expulsions d'étudiants ayant une position antiguerre de «méprisables et injustes» et a promis que les médias sous sa direction ne se contenteraient pas de rapporter les nouvelles officielles de l'université. Le bureau du recteur s'est plaint auprès de la police. Quelques jours plus tard, l'on a appris que Mikhaïl Belousov déjà exclu de l'université de Saint-Petersbourg, inscrit sur la liste des «agents étrangers» (ce qui lui interdit de retrouver un emploi dans une université ou dans le secteur public), est maintenant l'objet de poursuites pénales. Le motif? Il serait coupable de «réhabilitation du nazisme», car selon l'enquête, Belousov a déclaré qu'il voyait des signes de falsification de l'histoire dans certains sujets sur la Seconde Guerre mondiale dans les programmes, or on ne peut discuter de la «Grande Guerre patriotique» c'est puni par la loi.

Il faut libérer Azat Miftakhov

Nous reprenons ici le texte d'une tribune, publiée dans [Le Monde](#) du 23 juin. Sur ce sujet, on peut aussi se reporter au site [The Case of Miftakhov](#). Les signataires de la tribune résument bien la situation : « Arrestation musclée, filmée et diffusée par la télévision publique Rossia 24, torture, simulacre de procès sur de fausses accusations de "hooliganisme", peine énorme de six ans de prison et exploitation homophobe de la bisexualité d'Azat Miftakhov. » Engagé dans la campagne pour la libération de [Maksim Butkevich](#), le comité français du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine, soutient bien entendu Azat Miftakhov, comme toutes les prisonniers et prisonnières de la dictature en place à Moscou !

Celles et ceux qui résistent en Russie sont une des forces qui permettront la fin de la guerre en Ukraine. Le régime de Poutine exerce une répression féroce, qu'il nous faut dénoncer, faire connaître au plus grand nombre ; c'est aussi un moyen d'aider à la sécurité des prisonniers et prisonnières.

On ne sera pas insensible au fait que l'appel se termine par un rappel d'un autre mathématicien persécuté, l'Ukrainien Leonid Pliouchtch à l'époque soviétique.

CHRISTIAN MAHIEUX



Nous poursuivons la mobilisation pour la libération d'Azat Miftakhov et contre les atrocités commises par les autorités russes

Lorsque le doctorant en mathématiques de l'université d'Etat de Moscou et militant anarchiste Azat Miftakhov a été arrêté en février 2019, la Russie n'était pas encore le pays paria qu'il est devenu depuis l'invasion de l'Ukraine. Au contraire, la ville de Saint-Petersbourg venait d'être choisie pour accueillir le Congrès international des mathématiciens (CIM) en juillet 2022. Cela n'a pas incité le FSB, le service de renseignement russe héritier du KGB, à la moindre retenue : arrestation musclée d'Azat Miftakhov, filmée et diffusée par la télévision publique Rossia 24, torture, simulacre de procès sur de fausses accusations

d'«hooliganisme», peine énorme de six ans de prison et exploitation homophobe de la bisexualité d'Azat Miftakhov ; ce dernier sévice a été révélé récemment par son épouse.

Lors de son arrestation, Azat Miftakhov a été accusé de «fabrication d'explosifs». Il a été torturé au poste de police mais, au bout de trois jours, le tribunal a rejeté l'affaire faute de preuves. Il a été relâché, puis arrêté de nouveau ; cette fois, il a été accusé d'avoir participé à un complot plus d'un an plus tôt pour briser une fenêtre dans un bureau du parti Russie unie du président Vladimir Poutine. Il a plaidé non coupable.

Mais, le 18 janvier 2021, un tribunal de Moscou a prononcé une peine de six ans d'emprisonnement dans une colonie pénitentiaire, sur la base du témoignage de deux témoins secrets – dont l'un a affirmé l'avoir identifié, alors qu'il était prétendument masqué, par ses «sourcils expressifs» et est décédé plusieurs mois avant le procès. L'organisation russe de défense des droits de l'homme Memorial a reconnu Azat Miftakhov comme prisonnier politique dès 2019. Human Rights Watch a qualifié le verdict d'injuste et d'abusif, et a appelé les autorités à l'annuler.

Azat Miftakhov purge actuellement sa peine à la colonie pénitentiaire numéro 17, à Omoutninsk, dans la province de Kirov. Il est affecté à des travaux physiques pénibles dans un atelier de menuiserie. Il devrait être libéré le 23 septembre. Cependant, selon plusieurs reportages, le FSB serait en train de fabriquer une nouvelle affaire pénale contre lui, en envisageant de l'accuser d'être membre du groupe antigouvernemental «Réseau». Le FSB a obtenu un faux témoignage forcé d'Igor Chichkine, un prisonnier qu'il interrogeait dans la colonie pénitentiaire à Valdaï. Igor Chichkine a été exfiltré de Russie et s'est réfugié en France. Il a raconté à Mediapart comment

il a fini par accepter sous la torture de compromettre Azat Miftakhov en chargeant son dossier de crimes imaginaires. S'il est reconnu coupable de ces fausses accusations, Azat Miftakhov risque une peine de prison supplémentaire beaucoup plus longue.

Peu de temps après son arrestation, Rossia 24 a diffusé un deuxième reportage sur Azat Miftakhov montrant des photographies privées et intimes de lui saisies lors de la perquisition de son appartement à Moscou. Elena Gorban, l'épouse d'Azat Miftakhov, a récemment annoncé que, à peu près au même moment, le FSB avait révélé la bisexualité d'Azat Miftakhov à ses codétenus en leur dévoilant des photographies similaires – vraisemblablement les mêmes – pour qu'il soit étiqueté comme membre de la caste des «offensés», la pire dans la hiérarchie des prisons russes. Ce statut est resté attaché à Azat Miftakhov après son transfert à la colonie pénitentiaire d'Omoutninsk.

Les offensés sont souvent isolés de la population carcérale générale. Il est strictement interdit aux autres détenus de les toucher, de toucher leurs affaires ou de leur emprunter de la nourriture ou des cigarettes, sous peine d'être eux-mêmes rétrogradés. Tout le sale boulot, comme le nettoyage des toilettes, est généralement laissé aux membres de cette caste. Compte tenu du niveau extrême d'homophobie dans la société russe, les détenus LGBT sont particulièrement vulnérables dans le système pénitentiaire et sont automatiquement intégrés à la caste des «offensés». Selon les experts, environ 40 % des «offensés» sont forcés d'avoir des relations sexuelles. Une caste sociale similaire existe dans l'armée russe depuis l'époque soviétique.



Mobilisation internationale

La communauté mathématique internationale s'est mobilisée pour défendre Azat Miftakhov dès son arrestation. De nombreuses associations professionnelles, y compris les sociétés mathématiques nationales de France, des Etats-Unis, du Royaume-Uni, du Brésil, d'Italie et d'Espagne, ont publié des déclarations publiques exprimant leur inquiétude au sujet de son cas. L'école doctorale de mathématiques Hadamard de l'université Paris-Saclay a nommé Azat Miftakhov étudiant honoraire et l'a invité à terminer son doctorat à Paris une fois libéré. La section Scholars at Risk de l'université Harvard a accordé à Azat Miftakhov une bourse pour poursuivre ses recherches dans le célèbre campus.

Le CIM initialement prévu à Saint-Petersbourg en juillet 2022 a été un important levier de mobilisation. Après sa transformation en congrès virtuel après l'invasion russe de l'Ukraine, nous poursuivons la mobilisation pour la libération d'Azat Miftakhov en l'inscrivant dans celle, plus générale, contre les atrocités commises par les autorités russes contre le peuple ukrainien, et contre la répression de toutes les voix libres en Russie qui osent exprimer leur opposition à la guerre. Nous puisons notre inspiration et notre foi dans l'effet cumulatif de nos actions dans l'histoire des engagements de la communauté mathématique pour la défense des droits fondamentaux et contre les injustices, notamment ceux du comité Audin et du comité de mathématiciens pour la défense de plusieurs mathématiciens persécutés dans le monde, en particulier de l'Ukrainien Leonid Pliouchtch à l'époque soviétique.



IMAGES D'UNE QUINZAINÉ

ET QUELQUES AUTRES GLANÉES AU COURS DE SEIZE MOIS DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALISTE



17 JUIN - 1^{ER} JUILLET 2023



COMITÉ FRANÇAIS DU RÉSEAU EUROPÉEN
DE SOLIDARITÉ AVEC L'UKRAÏNE
ukrainesolidaritefrance@gmail.com

RÉSEU



QUINZAINE DE SOLIDARITÉ AVEC LA RÉSISTANCE
DU PEUPLE UKRAÏNIEN

**LA CACOPHONIE
DU DONBASS**

de Igor MINAEV
Musique de Vadim SHER



**LE
PR
O
GR
AM
ME**

MUSIQUE
Soirée Antiraciste organisée par Solidaires avec Duramix
Gare Xp 18, Bd Serrurier (Paris 19)

MEETING
mardi 20 juin (19 heures)
Meeting Syndical International avec des représentants des syndicats
Bourse du Travail (Salle Hénaff), Rue Charlot (Paris 3)

DÉBAT
Jeudi 22 juin (19 heures)
« Quelles sont les conditions pour une paix juste et durable pour l'Ukraine »
(En Visio)

CINÉMA
Vendredi 23 juin (20 heures)
Projection de « La Cacophonie du Donbass »
En présence du réalisateur, Igor Minaev
Espace Saint-Michel, 7 Place Saint-Michel (Paris 5)

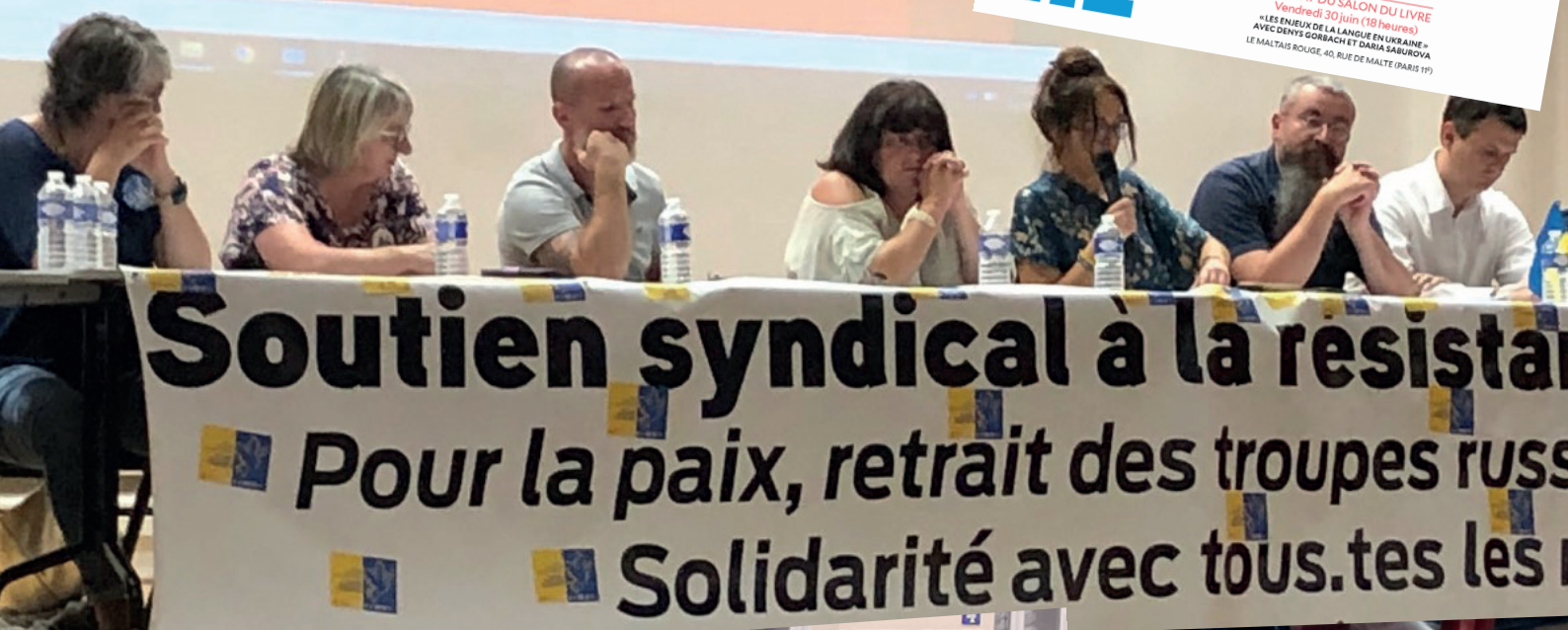
MANIF
Samedi 24 juin (15h30)
Manifestation de l'Union des Ukrainiens de France

DÉBAT
Mercredi 28 juin (19 heures)
« La Guerre de la Russie contre l'Ukraine, un conflit colonial ? »
Cédestim-CICP, 21 Ter, Rue Voltaire (Paris 11)

REPAS SOLIDAIRE ET MUSIQUE
Lundi 26 juin (19h30)
Restaurant Le Lieu-Dit, 6, Rue Soubert (Paris 20)

SALON DU LIVRE
Vendredi 30 juin (13 heures-20 heures)
et samedi 1^{er} juillet (13 heures-18 heures)
Le Maltais Rouge, 40, Rue de Malte (Paris 17)

LE DÉBAT DU SALON DU LIVRE
Vendredi 30 juin (18 heures)
« Les enjeux de la langue en Ukraine »
Avec Denis Gorbach et Daria Saburova
Le Maltais Rouge, 40, Rue de Malte (Paris 17)



À l'initiative de l'équipe du RESU

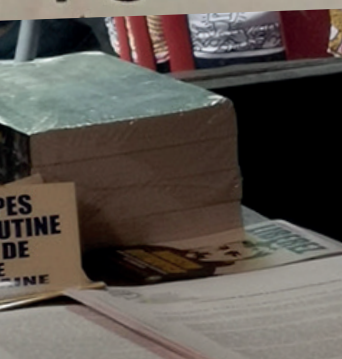
REPAS DE SOLIDARITÉ AVEC L'UKRAINE RÉSISTANTE

lundi 26 juin 2023 à 19 h 30
Le Lieu Dit, 6 rue Sorbier, 75020 P

AVRIL 44 SCRIPTION VIANDE F	AVRIL 44 F 90 ^{gr}	AVRIL 44 F 90 ^{gr}	AVRIL 44 F 90 ^{gr}	AVRIL 44 F 90 ^{gr}	AVRIL 44 F 90 ^{gr}
VIANDE 1	VIANDE 2	VIANDE 3	VIANDE 4	VIANDE 5	
AVRIL 44 ATIÈRES GRASSES 3					
AVRIL 44 ATIÈRES GRASSES 2					
AVRIL 44 ATIÈRES GRASSES 1					
F	AVRIL 44 F	AVRIL 44 F	AVRIL 44 F	AVRIL 44 F	AVRIL 44 F
ATIÈRES GRASSES SCRIPTION AVRIL 44	(XI)	(XII)	VIN 4	VIN 3	VIN 2

TROUPES DE POUTINE HORS DE TOUTE L'UKRAINE

COMITÉ
FRANÇAIS
DU RÉSEAU
EUROPÉEN
DE SOLIDARITÉ
AVEC L'UKRAINE



quelles conditions pour une paix juste et durable ?

Depuis 2014 et surtout 2022, le peuple ukrainien résiste à la guerre d'agression et tente de recouvrer sa souveraineté sur tous les territoires occupés illégalement par la Russie. Ils subissent crimes de guerre, de génocide et maintenant d'écocide (destruction du barrage de Kakhovka)...

- Pourquoi notre solidarité avec la résistance de tout un peuple est-elle nécessaire, afin d'assurer le droit des Ukrainien-ne-s à préserver leur liberté, leur langue et leur culture ?
- Pourquoi le retour aux frontières ukrainiennes de 1991, à l'époque reconnues par la communauté internationale puis garanties en 1994 par la Russie, est-il nécessaire à l'établissement d'une paix juste et durable ?

LE
PR
O
G
R
A
M
M
E



Concert UNIQUE d'OLEG SKRYPKA à Paris
mardi 20 juin 2023 à 20 heures
au Paradis Latin
(28 rue du Cardinal Lemoine - 75005 Paris)
au profit de l'hôpital pour enfants Okhmatdyt
à Kyiv (Ukraine)

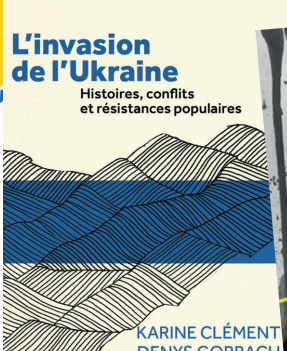


CAISSE01 - V : 100
Espace Saint Michel - Paris
A CACOPHONIE DU
SALLE 1
ARIF MOY 5.00



cliquer sur le logo





UKRAINE
= COMBAT

déclenchant
remporter
indiscutable
souveraineté

Face
organisations
place d'une
Ukraine, des
FPU et de la
L'action
d'une
générateurs, vivr
été obtenu sous
collectes organis

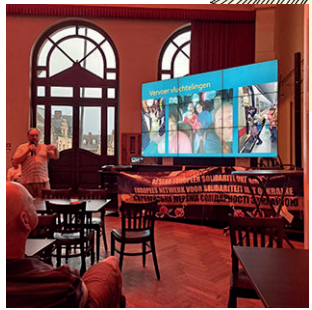
Le soutien
ne s'arrête pas à
l'organisation d'act
un exemple de dém
et des libertés sy
chertiers, notam
coopération entre
des nos deux pays.

Afin de dresser le bilan et tracer les perspectives de cette
coopération, l'intersyndicale vous invite à un rassemblement :

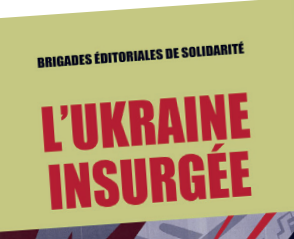
le mardi 20 juin à 19h00
à La Bourse du travail de Paris
Salle Herault (Annone Varin)
29 Bd du Temple
75011 PARIS

Avec :

- Vassyl Andreyev, vice-président de la Fédération des syndicats d'Ukraine - FPU
- Mykhailo Volynets, président de la Confédération des syndicats libres d'Ukraine - KUPU
- Nataliya Levytka, vice-présidente de la KUPU
- Olena Briagunova, secrétaire internationale de la KUPU
- Des dirigeantes et dirigeants syndicaux français de la CFDT, CGT, CFE-CGC, CFTC, FSU, Unsa, Solidaires



KARINE CLÉMENT
DENYS GORBACH
HANNA PEREKHODA
CATHERINE SAMARY

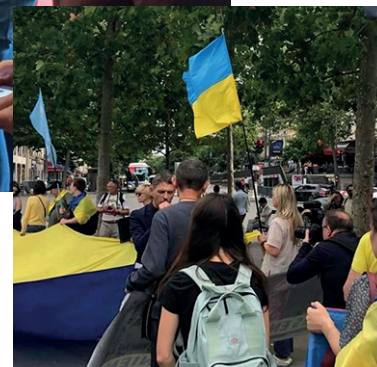


DÉBAT
Jeudi 22 juin (19 h)

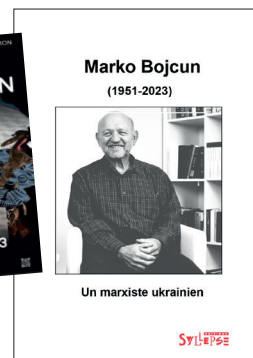
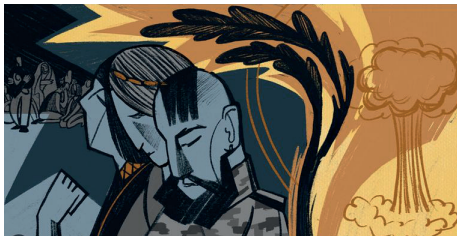
« QUELLES SONT LES CONDITIONS POUR UNE PAIX JUSTE ET DURABLE POUR L'UKRAINE ? »
(EN VISIO AVEC DES MILITANT·ES UKRAINIEN·NES)



cliquer sur le logo



DÉBAT
Mercredi 28 juin à 19h
LA GUERRE DE LA RUSSIE CONTRE L'UKRAINE.
CONFLIT COLONIAL?



LE DÉBAT DU SALON DU LIVRE Vendredi 30 juin (18 heures)

« LES ENJEUX DE LA LANGUE EN UKRAINE » AVEC DENYS GORBACH ET DARIA SABUROVA

LE MALTAIS ROUGE, 40 RUE DE MALTE (PARIS 11^E)



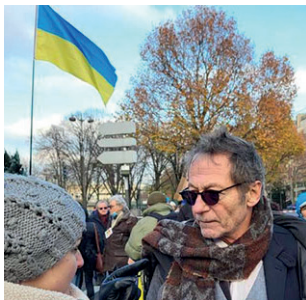
EXPOSITION aux Clameurs **KATYA GRITSEVA** artiste révolutionnaire ukrainienne

SAMEDI 26 NOVEMBRE 2022 À PARTIR DE 19h

Soirée de solidarité avec le peuple ukrainien
en présence de Katya Gritseva
Musique ukrainienne et interventions militantes

DU 26 NOVEMBRE AU 17 DÉCEMBRE :
Exposition des œuvres de l'artiste

Les Clameurs: Bar associatif, 23 rue d'Aguesseau 69007 Lyon



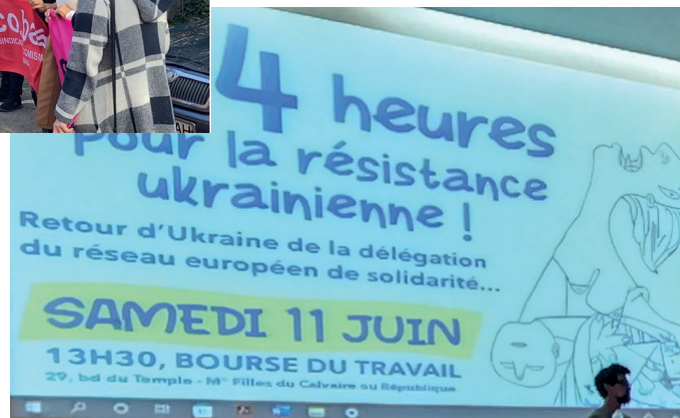
Communiqué de presse Biélorussie
L'intersyndicale appelle à la libération de Aliaksandr Yaruschuk et
tous.les syndicalistes biélorusses emprisonné.e.s



**Non au navire russe
"SHTANDART" à
"L'Armada Rouen 2023" !**
Manifestation, samedi
18 février 2023 14H30
Place de la Cathédrale, Rouen

Pour exiger le départ des troupes de Poutine de toute l'Ukraine
MANIFESTONS
samedi 10 décembre
14 heures, de Trocadero
vers l'ambassade de Russie
L'invasion doit
cesser et avec elle
cette guerre !





Réseau syndical international de solidarité et de luttes: un troisième convoi solidaire

CHRISTIAN MAHIEUX¹



Dès l'invasion du territoire ukrainien par les troupes russes et le début de la guerre, le Réseau syndical international de solidarité et de luttes a adopté un principe assez simple: nos priorités ont été d'écouter les récits, analyses et informations de nos camarades syndicalistes sur place, de les faire connaître, de collecter leurs demandes, tant financières et matérielles que politiques, et de tenter d'y répondre; et de les rencontrer dès que possible. En conséquence, nous avons organisé trois convois syndicaux vers l'Ukraine; à chaque fois des syndicalistes de plusieurs pays se sont rendu·es sur place, pour témoigner concrètement d'une solidarité internationale entre travailleurs et travailleuses. En Biélorussie, compte tenu du niveau de répression envers les militantes et militants des syndicats indépendants (BKPU), nous n'avons pu que relayer les informations, appeler à la solidarité internationale, essayer de faire ainsi pression sur un régime, aujourd'hui hôte du chef du groupe Wagner. En Russie, la principale organisation

syndicale (FNPR) soutient le régime de Poutine et sa guerre; pour autant, nous sommes attentifs et attentives aux résistances qui se développent, autour de différents courants, de différents thèmes.

Revenons aux convois vers l'Ukraine du Réseau syndical international de solidarité et de luttes. Nous avons relaté les deux premiers, dans différents tomes de cette même publication, en 2022. Ils ont aussi fait l'objet d'un livre, *Ukraine, solidarité syndicale en temps de guerre*, et de publications sur le site du Réseau: «Réseau - campagne Ukraine». Parmi les organisations françaises membres du Réseau syndical international de solidarité et de luttes, des militantes et militants de l'Union syndicale Solidaires ont participé à chacun des trois convois, une représentante de la tendance intersyndicale Émancipation était présente lors du deuxième.

Pour parler de ce troisième convoi syndical international, laissons tout d'abord la parole aux responsables nationaux de la KVPU, une des deux confédérations syndicales interprofessionnelles ukrainiennes (l'autre est la FPU), qui consacre plusieurs articles à cette action syndicale solidaires internationaliste:

Du 14 au 20 juin, des envoyé·es de syndicats indépendants de différents pays ont effectué le troisième convoi international d'aide aux travailleurs et travailleuses d'Ukraine; ils et elles ont été accueilli·es avec gratitude par leurs partenaires habituels, les organisations sectorielles et régionales de la Confédération des syndicats libres d'Ukraine (KVPU): le Syndicat indépendant des mineurs d'Ukraine, le Syndicat libre de l'éducation et de la science d'Ukraine et le Syndicat libre des cheminots d'Ukraine².

Les membres de la délégation [...] se sont rendu à Lviv, Kryvyi Rih, Kropyvnytskyi et Kiev. Ils et elles

1. Membre des Brigades éditoriales de solidarité, du RESU, de l'Union syndicale solidaires et du Réseau syndical international de solidarité et de luttes.

2. Comme indiqué plus bas, la délégation du Réseau syndical international de solidarité et de luttes a rencontré d'autres syndicats.

y ont tenu un certain nombre de réunions, ont eu l'occasion de voir de leurs propres yeux les conditions dans lesquelles les Ukrainiens et Ukrainiennes vivent et travaillent aujourd'hui, les conséquences des bombardements ennemis, et ont discuté des possibilités d'approfondir la coopération et d'organiser un soutien international encore plus fort pour les syndicats, les travailleurs et travailleuses en Ukraine.

[La délégation a] remis à leurs collègues ukrainiens l'équipement technique et tactique nécessaire, de la nourriture, des produits d'hygiène et d'autres articles indispensables, [...] maintenant très nécessaires pour nos syndicalistes servant dans l'armée ukrainienne, ceux qui travaillent sur le front intérieur et les personnes temporairement déplacées. Nos frères syndicalistes comprennent également que les travailleurs ukrainiens doivent désormais se battre sur deux fronts : contre les envahisseurs russes sur le champ de bataille et pour leurs droits et garanties sociales, contre la déréglementation et la détérioration de la législation du travail pour plaire aux employeurs.

Les représentants des syndicats mondiaux sont arrivés à Kryvyi Rih deux jours après le bombardement par les missiles russes, de sorte que les participants ont eu l'occasion de voir de leurs propres yeux les dégâts que l'ennemi nous a infligés. Après Kryvyi Rih, le Convoi international, comprenant des membres de syndicats de l'éducation, a rendu visite aux collègues de l'organisation municipale du Syndicat libre de l'éducation et de la science d'Ukraine à Kropyvnytskyi, qui ont également reçu des articles nécessaires à leurs collègues sur le front. Dans la région de Kiev, ils et elles ont visité Bucha et Borodyanka, qui ont été particulièrement touchés par les actions barbares des forces d'occupation russes au printemps 2022, puis à Kiev. Avant de quitter notre pays, ils ont eu une réunion et une



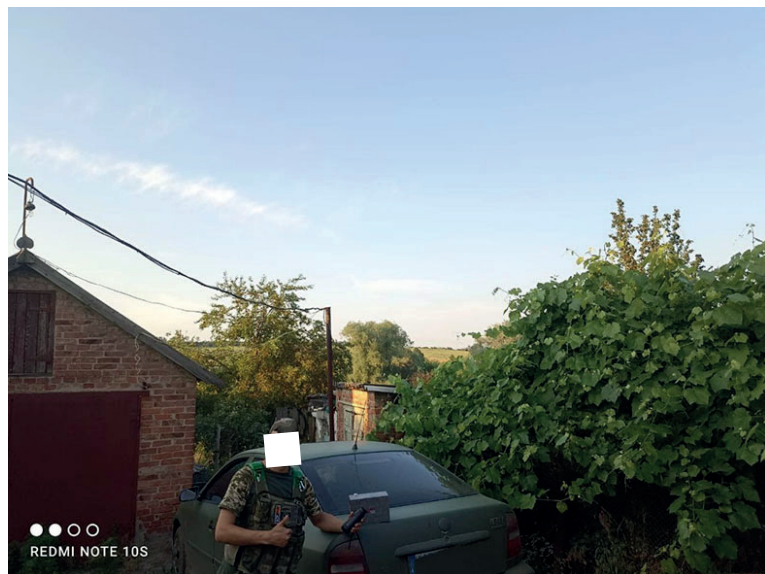
conversation sincère au local du Syndicat libre des cheminots d'Ukraine, où ils ont une fois de plus exprimé leur solidarité avec leurs sœurs et frères d'Ukraine et les ont assuré que ce n'est pas la fin de nos actions communes et qu'ils continueront à aider et à soutenir notre lutte contre l'agresseur.

Outre les syndicats cités par la KVPU, les membres de ce troisième convoi syndical international ont aussi rencontré des militantes de l'Union régionale des travailleurs et travailleuses du secteur de la santé, à Lviv, qui sont aussi impliquées dans le mouvement d'infirmières Sois comme Nina³. D'autres rencontres ont eu lieu avec des militantes et militantes du syndicat étudiant Action directe⁴. Dans les deux cas, il s'agit de collectifs militants avec lesquels les organisations du Réseau syndical international de solidarité et de luttes sont en contact depuis plusieurs mois, pour qui nous avons déjà organisé un soutien, dont nous avons invité en France une camarade, à la fin 2022, pour les étudiants et étudiantes. Mais, bien évidemment, aller sur place, multiplier les rencontres,

3. Voir notamment «Nous créons des syndicats indépendants dans les hôpitaux», laboursolidarity.org.

4. Sur ce syndicat, voir par exemple : «Le syndicat étudiant ukrainien Action directe est de retour», laboursolidarity.org.





témoignages et expériences, apporter du soutien financier et matériel, c'est autre chose !

Comme lors de chaque délégation, les camarades reviennent porteurs et porteuses de l'expression directe de travailleuses et travailleurs d'Ukraine : à propos des luttes menées contre les patrons, les capitalistes, les responsables politiques qui s'attaquent à leurs droits ; au sujet du combat contre l'armée russe et ses soutiens qui occupent une partie du territoire ukrainien.

La solidarité syndicale internationale, lors de chaque convoi comme celui-ci, c'est de la nourriture, l'argent, des sacs de couchage, des tentes, des générateurs électriques, des ordinateurs, des torches, des drones, des produits d'hygiène, des téléphones, des répéteurs GSM, des vitamines, des lunettes de vision thermique... Beaucoup de préparation pour l'achat, l'acheminement et le passage de la douane ! Une précision : malgré la situation en Ukraine occupée, nos camarades ne conçoivent pas la solidarité et l'action syndicale internationaliste comme à sens unique. Plusieurs de leurs prises de position que nous avons diffusées sur le Réseau le montrent ; tout comme l'intérêt de plusieurs de ces structures syndicales de rejoindre le Réseau syndical international de solidarité et de luttes.

Un clin d'œil pour terminer : le chauffeur, et propriétaire de la camionnette mise à disposition pour le convoi, Jacek, est un vétéran polonais de Solidarnosc⁵, aujourd'hui activement engagé dans les activités de soutien au peuple ukrainien.



5. Le syndicat autogestionnaire créé en 1980, qui affronta le régime dit «socialiste», pas le syndicat contemporain qui affichait son soutien à Marine Le Pen il y a deux ans. Sur Solidarnosc, voir [Pologne : combat pour l'autogestion](#), Paris, Syllepse, 2023.

LES BONI-MENTEURS

Ni vu ni connu je t'embrouille

PATRICK SILBERSTEIN¹

«Bonimenteur : celui qui argumente habilement pour vendre sa marchandise».

«Boni-menteur : celui qui ment habilement pour vendre sa marchandise».

Alain Rouy, du secteur international du PCF, signe le compte rendu du «Sommet international pour la paix en Ukraine» que publie, le 15 juin, le bulletin *Fil rouge*. Il s'agit, nous dit-il, de lancer un appel «aux dirigeants de la planète pour qu'ils agissent en faveur d'un cessez-le-feu et de négociations». Qualifié par Alain Rouy de «formidable événement destiné à faire taire les armes», le sommet de Vienne a pu se tenir, nous dit-il, «malgré menaces et intimidations visant à l'empêcher». Qui est derrière ces «menaces et intimidations»? Le bonimenteur n'en pipe pas mot. Il laisse à ses lecteurs le soin d'imaginer. Il s'agit, sans aucun doute, de la main invisible de l'impérialisme ou de celle des marchands d'armes. Il ne nous dira pas, en tout cas, que la Confédération autrichienne des syndicats et qu'Attac-Autriche se sont retirés de l'initiative.

Fin dialecticien formé à l'école de la roublardise, Alain Rouy souligne que dans leur déclaration finale les pacifistes réunis à Vienne ont condamné «l'invasion illégale de l'Ukraine», avant d'ajouter que

«cette guerre [y est] dénoncée comme un crime». Si je comprend bien, l'invasion est certes *illégale*, et *cette* guerre est un crime. Question : par cette guerre que faut-il entendre : la guerre d'invasion de l'impérialisme russe ou la guerre de résistance du peuple ukrainien? Le baratineur est un joueur de bonneteau.

Plus loin, il nous raconte quelques craques à propos de représentants d'«ONG ukrainiennes, russes² et biélorusses» qui ont réclamé la fin des hostilités. Le sommet les a, écrit-il, «assurés de son soutien pour leur lutte courageuse pour la paix, souvent au prix de leurs droits et libertés». Tout le monde aura compris le message subliminal : c'est «au prix de sa liberté» qu'on lutte pour la paix, tant en Ukraine qu'en Russie. Pas de différence de régime donc entre Moscou et Kyiv donc. Boni-menteur ou Boni-prend-moi pour un cave?

On trouve dans la motion de Vienne des formulations quelque peu... étranges. Peut-être est-ce la faute des traducteurs? On lit ainsi que le sommet affirme son «soutien à la société civile ukrainienne qui défend ses droits» et que, mystère du bobard, on ne lit pas que les congressistes soutiennent les démocrates et les pacifistes russes, on lit seulement qu'ils s'engagent «à renforcer le dialogue» avec eux. Nuance, non?

2. Interrogé à la fête de *L'Humanité* en septembre 2022, l'inénarrable porte-parole du Mouvement de la paix russe, Oleg Bodrov, nous administre que Poutine est «l'un des responsables» de ce qu'il appelle... «la crise». En avril et mai de la même année, son compère ukrainien, Yuri Chelijaenko, expliquait doctement que les services américains avaient recruté beaucoup d'agents dans la diaspora ukrainienne pour inciter au séparatisme et que le conflit s'inscrivait dans «le conflit mondial entre l'Ouest et l'Est». Il est nécessaire, disait-il, de «condamner les actions militaires des deux côtés». Le 22 juin dernier, le même pouvait même déclarer avec sérieux que «même la destruction [sans doute par génération spontanée] du barrage de Nova Kakhova n'avait pas convaincu les présidents Poutine et Zelenski d'arrêter la guerre et de coopérer.»

1. Membre des Brigades éditoriales de solidarité et du RESU. Il a publié *La revanche du chien enragé. Réflexions sur le stalinisme...*, Paris, Syllepse, 2021.





Quant à Alain Rouy, il déroule la suite de son baratin en nous informant que les pays du Sud étaient «très représentés» à Vienne et qu'ils «ont fait entendre leur voix singulière», c'est-à-dire en «refusant de s'aligner sur l'une ou l'autre partie». En outre, les voix du Sud n'ont pas de «visées hégémoniques» (sous-entendu contrairement à l'Ukraine). Tout à son boniment, l'homme de Fabien nous rappelle, à nous qui avons l'âme sensible, que ce sont les pays du Sud qui subissent «le plus durement les conséquences des guerres des grandes puissances».

Plus loin, comme lors des conférences de la paix du Moscou d'antan, les trémolos montent au firmament de l'anti-impérialisme pour évoquer «cette émergence de voix d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie fustigeant les dépenses militaires mondiales et déterminées à jouer un rôle actif dans les relations internationales». Sans doute pour ne pas faire le jeu de l'impérialisme, toujours à l'affût, le camarade Rouy ne souffle mot des dictateurs qui règnent dans plusieurs de ces pays, lesquels dictateurs se souviennent opportunément qu'il leur faut assurer leur approvisionnement en blé sous peine d'émeutes de la faim qui pourraient remettre en cause leur pouvoir et leurs prébendes.

Et, bonne nouvelle, «si dans les pays occidentaux il y a encore beaucoup à faire pour convaincre l'opinion publique que la guerre – la guerre de qui contre qui? – n'est porteuse d'aucune solution, l'idée d'une responsabilité (c'est moi qui souligne) de l'OTAN comme facteur d'insécurité gagne du terrain.» Il s'agit donc, évidemment, d'une «guerre entre grandes puissances». La banderole du sommet parle d'elle-même. Au passage, les images sont moins subtiles que les bobards. À moins de les caviarder comme au bon vieux temps. D'ailleurs les ONG américaines, note l'embobineur, «mettent ouvertement en cause la politique des États-Unis».

«Pour l'immédiat, poursuit-il, le message principal est qu'il faut agir pour le cessez-le-feu et la négociation – maintenant!» Malin comme il est, l'emberlificoteur pousse la rhétorique du bobard à son acmé: «Le cessez-le-feu ne signifie pas la reconnaissance des lignes de front comme des frontières». Nous voilà rassurés, la ligne de son cessez-le-feu ne serait pas le tracé de nouvelles frontières. Ouf! Moi je n'ai pas vu que dans un autre article il dénonce les annexions et les prochaines élections en territoire occupé. Mais peut-être ai-je loupé un article. Si c'est le cas je mangerai volontiers sa chapka. Qui peut croire en

effet, alors que l'armée russe semble être sur le recul, qu'un cessez-le-feu ne soit pas un facteur de stabilisation. Par parenthèse, alors que je terminais ce coup de gueule, il s'est passé un événement incroyable mais *prévisible* (oui je dis bien prévisible): la guerre est revenue comme un boomerang s'installer au sein même du régime russe du fait de sa défaite militaire larvée. Les factions fascistes et mafieuses au pouvoir à Moscou commencent à se déchirer. La contre-offensive ukrainienne est bel et bien commencée. Il paraît que la guerre accouche des révolutions, disait l'autre. On verra, mais en attendant les chiens de garde se dévorent entre eux.

Revenons à nos moutons, Alain Rouy nous confirme que «la négociation ne signifie pas la reconnaissance d'un quelconque "bien-fondé" de l'agression russe injustifiable contre la souveraineté de l'Ukraine, elle est au contraire le moyen, avec la participation active de médiateurs internationaux, d'organiser un futur commun pour les deux pays.» À noter que pas plus que la motion de Vienne, le bonimenteur de Paris n'évoque le retrait de l'armée d'invasion, comme un acte qui ferait de l'idée du cessez-le-feu une force matérielle.

Si le bonimenteur œuvrait vraiment pour la paix, il aurait pu dire des trucs du genre «Soldats russes, crosse en l'air», «abandonnez vos positions», «rentrez chez vous», «débarrassez-vous de ce gouvernement», «instaurez la démocratie dans toute la Fédération de Russie», etc.

J'oubliais, on est à Paris et les camelots et leur camelote sont de retour sur les Grands boulevards.



**BOÎTE
ALERTE**

Dompter la guerre par l'art

LAURENT VOGEL¹

«L'art a un pouvoir : il permet de briser la glace et nous aide à guérir des traumatismes. Il témoigne de tout ce qui est drôle et joyeux au milieu de l'obscurité de la guerre», Iryna Tsilyk

Iryna Tsilyk est une poétesse, l'auteure de récits pour enfant. Elle est également une réalisatrice². Ses films sortent d'elle tout entière. Poétesse, conteuse charmée de l'enfance et cinéaste fusionnent. Ses films sont féministes sans se proclamer tels. Ils naissent d'un regard de femme qui scrute la société ukrainienne du point de vue des classes populaires et du rôle essentiel joué par les femmes dans une guerre qui ne se livre pas uniquement sur le front mais qui mobilise la société tout entière. Son documentaire *La terre est bleue comme une orange* (titre emprunté à un poème d'Éluard) est magique. Il parle de la guerre presque sans la montrer, à partir d'une famille essentiellement féminine, garçon et

matous compris. Comment cette famille ouvrière du Donbass a transformé la guerre en activité artistique, comment elle a pu résister pendant des années en se filmant, en se mettant en scène alors que les bombardements, les immeubles éventrés, les tanks étaient là comme des accessoires pour un film.

Tout a commencé par la rencontre d'Iryna avec Myroslava et Nastya Trofymtchuk. Cela s'est produit dans le cadre d'un projet appelé «L'autobus jaune». Des cinéastes bénévoles organisent des camps de création artistiques pour des adolescents de ce qui était alors la zone de guerre à l'Est et au Sud de l'Ukraine. La cinéaste est captivée par la créativité de Myroslava, l'aînée, sa volonté de survivre à la guerre en découvrant l'art. Myroslava l'a invitée chez dans ce qu'on appelait alors la «zone rouge», les territoires situés depuis 2014 à proximité des lignes russes et des milices sécessionnistes. Iryna a fini par s'intégrer dans cette famille, sans hommes adultes, composée de trois générations humaines et de nombreux chats. Hanna est la mère, qui vit des allocations familiales après avoir été ouvrière dans un atelier de mécanique automobile. Une famille qui me fait penser à celles que Hirokazu Kore Eda filme au Japon³ et, tout récemment, en Corée⁴. Même s'il existe des liens biologiques entre les trois générations humaines et peut-être entre les chats, l'essentiel est ailleurs dans une complicité, dans ce choix partagé de vivre ensemble. Chaque enfant a appris à jouer des instruments de musique. Chacun filme les autres, avec parfois comme bruit de fond, quelque sirène ou l'éclat d'un obus, vite couvert par les miaulements

1. Membre du du Resu de Belgique.

2. Je recommande d'écouter l'interview en anglais d'Iryna Tsilyk, réalisée par Brigid Grauman du comité belge du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine : www.youtube.com/watch?v=xHQVrFqraKQ&t=4. Une version brève sous-titrée en français est également disponible : www.youtube.com/watch?v=nSdEeEo4tPo&t=98s.

3. C'est le fil rouge de presque tous ses films de *Nobody knows* (2004) à *Une affaire de famille* (2018, le titre japonais est plus audacieux. Il signifie «La famille des vols à l'étalage»).

4. *Les bonnes étoiles* (pour la diffusion en France), *Broke* (pour la diffusion en Belgique), 2022.



d'un des chats qui proclame la tenace volonté de vivre de cette famille dont il fait partie. L'intimité d'Iryna avec la famille a enfanté ce documentaire, pont tendu entre le Donbass et chaque lieu où il sera vu désormais. Un pont d'espoir plus que de douleur. Une ouverture vers la solidarité réciproque plutôt que vers la compassion envers des victimes silencieuses.

Ce film est émouvant, simple. Il dissimule sa

beauté profonde derrière un jeu enfantin et léger. On joue à la guerre mais surtout à la vie, on la joue pour continuer à vivre autre chose que la guerre. On est dans le Donbass, à Krasnohorivka, une petite ville ouvrière sous le feu de l'armée russe depuis 2014. Ne cherchez pas à la localiser aujourd'hui. Elle a été presque entièrement rasée après février 2022. Même si elle devait disparaître, ce film la perpétuera. Cette joyeuse lignée de femmes, aujourd'hui exilées en

Lituanie, avec tous leurs

chats bien sûr, restera une Krasnohorivka magique, insouciance des frontières. Un Macondo du Donetsk.

Iryna Tsilyk

Iryna Tsilyk est née le 18 novembre 1982 à Kiev. Elle est diplômée de l'université Karpenko-Kary pour le théâtre, le cinéma et la télévision. Elle écrit de la poésie et des livres pour enfants. Depuis le 24 février, l'essentiel de sa poésie est publié sur internet. Même

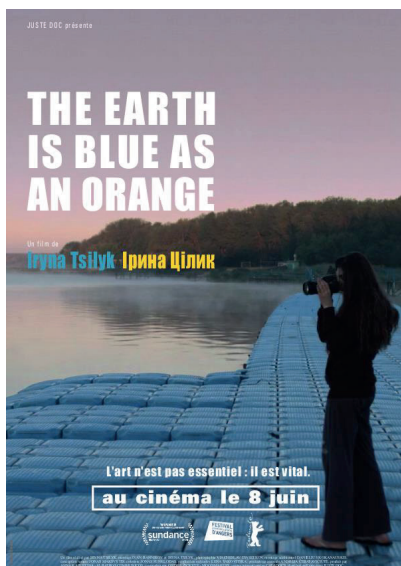
si vous ne comprenez rien à la langue ukrainienne, cela vaut la peine d'en écouter la lecture.

Iryna est née et a grandi en russe. Elle est passée à l'ukrainien lorsqu'elle a su qu'elle était enceinte et c'est en ukrainien qu'elle a écrit sa poésie. De mon point de vue, c'est une trajectoire aussi passionnante que les autres dans les multiples passages d'une langue à l'autre qui ont enrichi la culture de cette partie du monde.

Ses récits pour enfants ont été traduits dans de nombreuses langues. Elle a également publié d'autres œuvres en prose. Le travail littéraire d'Iryna Tsilyk a été traduit dans différentes langues. Il reste inaccessible en français. Son premier roman est intitulé *Післявчора* (en français, «Après-demain»). Il met en scène une jeune réalisatrice.

Elle a également travaillé avec des groupes musicaux comme auteur-compositeur·e, notamment avec le duo Les sœurs Terniuk et le groupe rock Kozak sistem. On la retrouve comme actrice dans le film *Ma grand-mère Fanny Kaplan* d'Alyena Demyanenko.

Sa filmographie commence par des courts métrages : *Heure bleue* (2008, 10', *Вдосвіта*), *Commémoration* (2012, 24', *Помин*), *Maison* (2016, 12', *Дім*), *Tayra* (2017, 10', *Тайра*), *Même* (2017, 15', *Малиш*). Son premier long métrage est *La terre est bleue comme une orange* (2020, 74', *Земля блакитна, ніби апельсин*) qui a obtenu plusieurs prix prestigieux dans des festivals internationaux. Son dernier film vient de sortir. Son titre original (*Я і Фелікс*) se traduit en français comme «Moi et Félix». Il circule en anglais sous le titre *Rock, Paper, Grenade* (2022, 90').



Daroussia la douce de Maria Matios

VLADIMIR CLAUDE FIŠERA¹

Maria Matios est une des écrivains ukrainiens actuels les plus connues. Poétesse, elle écrit aujourd'hui plutôt de la prose et son roman *Daroussia la douce* (Gallimard, 2015) est devenu un best-seller. C'est l'ouvrage-symbole des combats pour l'indépendance du pays qui refuse la tutelle de la Russie. Écrit en 2002-2003, publié en 2004, après la révolution de Maïdan qui chassa les pro-russes du pouvoir, il reçut le prestigieux prix Chevtchenko. Il paraît un an plus tard en français et dans d'autres langues et sera alors sacré livre de l'année par la BBC. Entretemps, *Daroussia la douce* a été élu meilleur roman ukrainien des quinze premières années de son indépendance. En 2022, quand la Russie entame une guerre totale contre l'Ukraine, le roman sera réédité toujours dans la traduction d'Iryna Dmytrychyn) et connaîtra une nouvelle vague de succès.

Maria Matios, professeur de l'université de Bucovine à Tchernivtsi, sa région natale, a été pour un temps en 2014 secrétaire du Conseil de sécurité et de défense de son pays et a publié alors des extraits de son journal de guerre. L'Ukraine entra en cette même année dans la guerre actuelle avec l'occupation russe de la Crimée et d'une partie de la région frontalière du Donbass.

1. Professeur des universités, membre de Sud-Éducation puis de Sud-Retraîtes, il est l'auteur de nombreux ouvrages sur l'histoire du mouvement ouvrier et de l'autogestion en France et en Europe de l'Est ainsi que sur la question nationale. Il s'est impliqué dans le soutien aux oppositions dans les pays de l'Est puis dans les comités Bosnie et Tchétchénie.

Le roman se déroule entre 1930 et 1950 dans un village reculé de Bucovine, région montagneuse du Nord-Ouest du pays, roumaine dans l'entre-deux-guerres et aux mœurs traditionnelles. L'héroïne, petite fille, puis jeune fille puis femme, Daroussia, est surnommée la douce (littéralement la «sucrée») comme on dirait la simple d'esprit, l'imbécile non pas heureuse mais souffrante sans qu'on sache pourquoi. Elle est par ailleurs gentille et sait tout sur la vie du village qui médit d'elle et la dit folle car elle ne parle pas. Son personnage rappelle beaucoup celui d'Ivan dans le roman fondateur des lettres ukrainiennes, *Les chevaux de feu*, publié en 1911 par Mykhailo Kotsioubynsky, roman portant sur la même région des Carpathes. Ce roman est devenu célèbre grâce au film éponyme de Serge Paradjanov de 1965.

Dans *Maroussia*, les villageois ne disent pas la vérité dans ces années de terreur russo-soviétique et, sauf deux honorables exceptions, sont «des gens bien», obéissants, voire informateurs du pouvoir soviétique, représenté par des Ukrainiens russisés et tout puissants grâce à leur police politique, le KGB des «moscovites» («mescal», c'est-à-dire « ruskofs » en ukrainien).

Le chœur des commères, tel un chœur grec ancien, survit à cette histoire jusqu'à aujourd'hui, avouant tout à la fin *et encore à mi-mot* qu'il savait la cause de ce mutisme douloureux, à savoir le viol de la



maman de Daroussia par le chef de la police secrète soviétique en 1940 à son arrivée en Bucovine abandonnée par l'occupant roumain. Ce «guébiste» l'avait alors accusée d'aider des maquisards ukrainiens alors qu'elle faisait paître sa vache près de leur cachette à la frontière avec la Galicie. Les deux régions, Bucovine et Galicie seront réoccupées par Moscou en 1945 après le départ des Allemands.

Le violeur revient en 1949, ne reconnaît pas sa victime mais pousse la petite Daroussia de dix ans, naïve, à avouer en échange de bonbons la complicité forcée de son père avec les maquisards indépendantistes, ce qui entraîne la déportation du père et le suicide par pendaison de sa mère. Par la suite, Daroussia, qui sortait de sa «maladie» grâce à son nouveau compagnon, un autre prétendu «simplet», vagabond joueur de guimbarde, rompra avec lui et retombera dans son mal. En effet, démunie, son ami avait porté, en sortant de prison politique pour mauvais esprit, un pantalon bouffant et des guêtres militaires données par son garde-chiourme, accoutrement semblable à celui du violeur de sa mère pendue et de son suborneur. Là aussi elle ne s'en explique pas. On n'apprendra que cent pages plus loin – par sa mère avant de se pendre et par le chœur des commères – la cause du silence de sa mère violée (battue par son compagnon soupçonneux et jaloux à tort) et de la maladie de Daroussia, sa terreur des bonbons et des uniformes soviétiques.

Tout cela est raconté dans un style de flash-back cinématographique où les événements se rembobinent. C'est ce qui fait le mystère et le suspense de l'ouvrage qui par ailleurs – et dans la langue savoureuse et crue (très bien rendue en français) des personnages villageois très bruts de coffrage – brosse un tableau quasi ethnographique de la Bucovine oubliée de Dieu et des hommes. Daroussia la douce,

douce comme on appelle sa terre de montagnes et de hêtres (en ukrainien «buk»), «Bucovine-sucrée» alors qu'elle est tout sauf cela, terre où le christianisme se mêle de paganisme (culte des morts, rites religieux superstitieux et signe de croix sur le cochon pour porter bonheur). On est ukrainien mais on n'aime pas trop les Ukrainiens de Galicie, on confond les oppresseurs étrangers qui se succèdent en faisant des allers-retours et on méprise les médiocres et corrompus chefs locaux qui savent retourner leur veste mais doivent, disent-ils, «tout savoir» et qui «voient tout».

On se tait surtout car «les mots peuvent causer du tort», surtout sous les «ruskof». Et la peur règne, dont celle des viols massifs des femmes et du harcèlement systémique, systématique des enfants en particulier des petites filles élevées dans l'obéissance patriarcale prolongée, aggravée par la domination russo-soviétique. Ces thèmes deviennent enfin centraux grâce à ce roman de Maria Matios, tout comme les dénonciations et les pillages des biens des déportés politiques. C'est une société patriarcale dans laquelle on dit toujours «maître» au lieu de monsieur ou de camarade. On mélange danses ruthènes subcarpathiques et danses roumaines et on se réjouit à tort à chaque changement d'occupant. Toutefois, on garde dans la mémoire collective le souvenir des révoltés paysans dans la forêt, les *oprytchky* qui, dès le 16^e siècle, donnent du fil à retordre aux envahisseurs. Mais les révoltés comme les guébistes viennent tous deux de la Galicie voisine.

Daroussia, pour son malheur, aura trahi sans le savoir car ses parents ne lui ont «pas appris à mentir». Ce malheur, ce n'était pas un «sort» dit une voix dans le chœur à la fin, «c'était une époque comme ça» et Daroussia «n'est pas bête et muette de naissance mais de destin».



Ah! ça ira, ça ira, ça ira, les dirigeants de l'empire à la lanterne...

ENTRETIEN AVEC CIOS¹

Le groupe punk radial ukrainien, sort son nouvel album : 24.02.22. Nous l'avons déjà interviewé en août 2022². «Nous venons d'Ukraine, de la petite ville de Khmelnytskyi. Dans notre groupe nous avons Punkrat, Dima, Vlad à la guitare/voix, basse, batterie respectivement. Nous avons commencé en 2011 et l'année dernière nous avons célébré notre 10^e anniversaire. Nous jouons de la musique punk et l'appelons streetpunk» nous avait-il expliqué. À l'occasion de la sortie de leur nouvel album, le groupe a bien voulu répondre à nos questions.

Vous venez de sortir votre nouvel album 24.02.22. C'est une belle réussite. La photo de l'album montre clairement que votre travail est marqué par la guerre. Pouvez-vous nous dire comment vous avez réussi à sortir cet album dans les conditions qui prévalent aujourd'hui en Ukraine? Comment avez-vous réussi à enregistrer les chansons et à réaliser l'album?

C'était une nouvelle expérience. Une grande partie de l'album a été enregistrée pendant une période de coupures de courant constantes. Lorsque les missiles

russe ont frappé les infrastructures énergétiques, il y a eu des coupures d'électricité d'urgence et planifiées dans toutes les villes. Nous avons dû nous y conformer et reprogrammer constamment l'enregistrement. Nous avons enregistré l'album dans une zone voisine, où se trouvent le studio et notre local de répétition. Pendant cette période, une dizaine de roquettes sont tombées. Les locaux et le matériel n'ont pas été endommagés, mais les fenêtres ont souvent volé en éclat et l'électricité a été coupée. Cela a également



entraîné des ajustements dans le processus d'enregistrement. Mais lorsque nous avons conçu l'album, nous savions qu'il y avait une guerre autour de nous, nous n'avons donc pas élaboré de plans précis et nous étions prêts à agir avec souplesse et à improviser.

Pouvez-vous nous dire quelques mots sur les chansons de cet album (*Empire, Stigma, War inner fear, Hero, Kargo cult, We will not give up!*, *When The Sky Turns Red, When there*

1. Propos recueillis par Patrick le Tréhondat, le 6 juin 2023.

2. «La guerre bat son plein et le hachoir à viande ne fait que gagner du terrain», [Soutien à l'Ukraine résistante](#), n° 11, 6 septembre 2022.

are weapons, When You Have A Gun?) Que dit la chanson 24.02.22?

24.02.22 est la première chanson après le début d'une guerre à grande échelle. Elle est très chaotique et constitue plutôt une liste d'impressions et d'émotions que beaucoup ont vues et vécues dans les premiers jours. Il n'y a pas de morale ou de conclusions particulières. *Empire* est sur la soif de justice historique, l'effondrement de l'empire et le désir de voir ses dirigeants «à la lanterne» [en français dans le texte]. La chanson parle évidemment de la Fédération de Russie, mais elle s'applique également à d'autres empires. *Stigma* concerne l'émigration forcée et la xénophobie. En particulier à l'intérieur du pays. Nous avons connu beaucoup de choses de ce genre au début de la guerre. Il y avait des conflits entre les habitants de l'Est de l'Ukraine et ceux des régions occidentales. *War inner fear* est une liste de toutes sortes d'images terribles de la guerre. Certaines ont été vues de nos propres yeux, d'autres proviennent des récits de nos amis. Et avec un refrain que les gens ne pourront jamais oublier. *Hero* n'est pas une chanson sur les héros, comme le titre pourrait le suggérer, mais plutôt le contraire. Elle parle d'hypocrites qui, loin du front ou dans l'émigration, depuis leur maison, leur café ou leur bureau, crient à la guerre totale et à la nécessité de ne pas épargner les vies. Mais pour plus d'effet, il s'agit d'un appel aux militaires, qui sont poussés à la mort et qui, une fois rentrés chez eux, sont oubliés par tout le monde. *Kargo cult*, nous avons beaucoup de gens qui croient que l'Ukraine deviendra un membre à part entière de l'UE, qu'elle vivra comme la France ou au moins comme la Pologne. Et pour cela, il faut faire tout ce que l'UE et les partenaires occidentaux disent. Nous pensons qu'il s'agit d'une foi aveugle et d'un *Kargo cult*. En réalité, cela ne fonctionne pas comme ça.



We will not give up!, cette chanson a été écrite pour l'album précédent et a été préparée pour le 10^e anniversaire du groupe. Nous ne l'avons pas terminée. Et maintenant, nous avons décidé de l'insérer parce qu'elle correspond au thème de l'album, même si le thème a été un peu changé.

When The Sky Turns Red, la chanson est une sorte de motivation. Elle parle des problèmes auxquels les gens ont été confrontés au cours du premier mois de la guerre, de la façon dont les gens intelligents ont commencé à penser non pas avec leur cerveau, mais avec une télévision. Elle parle du fait que, quelles que soient les circonstances, il faut toujours rester fidèle à soi-même, à ses idées et à ses principes. Et aussi sur le fait qu'il n'est pas nécessaire de se transformer en «victime de la guerre» tant que l'on a la possibilité d'aider non seulement soi-même, mais aussi les autres.

When You Have A Gun est une chanson de reprise écrite par The Clash. La chanson a été traduite littérairement et son sens a été légèrement modifié. Elle parle de la possession personnelle d'armes, de la responsabilité de celui qui les possède et de la responsabilité envers ceux qui les possèdent.

Nous avons créé cette chanson sur notre troisième album. Mais aujourd'hui, nous avons décidé de la modifier un peu et de la jouer à nouveau, parce qu'en raison de la situation, elle est devenue pertinente et à une échelle un peu différente.

Et dans quelle langue chantez-vous?

Sur cet album, nos chansons sont principalement en ukrainien. Nous avons également ajouté une chanson en anglais à titre expérimental. Il y a une chanson en dialecte régional ukrainien. Et quelques chansons en russe, ce qui explique pourquoi de nombreuses personnalités culturelles nous ignorent

ou nous critiquent. Nous ne nous considérons pas comme des personnalités du monde de la culture. Nous parlons et chantons dans les langues parlées dans notre société par les gens ordinaires.

Allez-vous donner des concerts?

Nous essayons maintenant d'organiser plusieurs concerts en Ukraine et de jouer dans la mesure du possible dans des concerts de solidarité. Aucun concert n'a encore été confirmé. Nous ne pouvons pas voyager à l'étranger en raison de la loi martiale en vigueur dans le pays. Cette option a été offerte à certaines personnalités culturelles pour des concerts de charité. Mais le ministère ukrainien de la culture (ces mots devraient évoquer Orwell) a mis fin à cette possibilité pour eux aussi.

Enfin, depuis notre entretien en août dernier, que s'est-il passé dans la vie des membres du groupe? L'année dernière, vous nous avez dit «La guerre bat son plein et le hachoir à viande ne fait que gagner du terrain.» Et aujourd'hui?

Aujourd'hui, le «hachoir à viande» se maintient à un niveau stable, avec quelques sursauts. La guerre se poursuit, des attaques de missiles ont lieu presque tous les jours, des gens meurent tous les jours, mais le front s'est stabilisé. Les gens apprennent à vivre avec. Ce qui était effrayant auparavant s'est transformé en un trouble anxieux, puis en un état stable auquel peu de gens prêtent attention. Tous les membres du groupe sont en vie et se portent bien. Merci à tous!

Pour découvrir 24.02.22

Spotify : <https://open.spotify.com/album/2mMZyUEE5QwSHuf36aq56n>

Bandcamp : <https://cios.bandcamp.com/album/240222>

Youtube : <https://youtube.com/playlist>



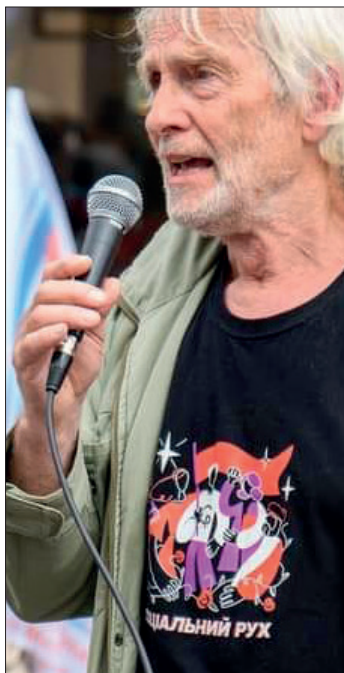
Une « Ostarbeiter » de 3 ans, l'histoire de Maria Tymoshuk

Le 22 juin est la journée de deuil et de commémoration des victimes de la Seconde Guerre mondiale. Ce jour-là, il y a 62 ans, les nazis ont commencé à bombarder Kyiv. Le 22 juin, c'est également le 484^e jour de la guerre totale de la Russie contre l'Ukraine.

Maria Tymoshuk est née le 14 janvier 1940. À l'âge de 3 ans, elle et sa famille ont fait partie des deux millions de personnes «OST» qui ont été emmenées de l'Ukraine occupée comme travailleurs forcés dans l'Allemagne nazie. À l'âge de 82 ans, Maria vit aujourd'hui une deuxième guerre.

Les mémoires de Maria Tymoshuk ont été adaptées en bande dessinée par l'équipe de la rédaction de *Commons* et de l'ONG *After Silence*.

Pour télécharger la BD en français, cliquer sur l'image.



Michel Antony au rassemblement de Lure pour la défense des services publics.

UKRAINE SOLIDARITÉ

Lettre d'information du Comité belge du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine (RESU)
n° 16 – 3 juillet 2023



A ne pas manquer : dimanche 9 juillet à 14h, cinéma Palace, 85 Bd Anspach, 1000 Bruxelles, un film d'Iryna Tsilyk sur une famille de femmes dans le Donbass qui affronte la guerre par l'art.

La moitié du montant des entrées sera reversée à « Voices of children » une association qui s'occupe de cinq millions d'enfants réfugiés de la guerre en Ukraine.

Achetez vos places en prévente sur : <https://www.cinema-palace.be/fr/film/la-terre-est-bleue-comme-une-orange>. C'est aussi l'occasion de faire un cadeau à quelqu'un de votre entourage.



Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui arrêteront les blindés russes qui déferlent sur l'Ukraine.

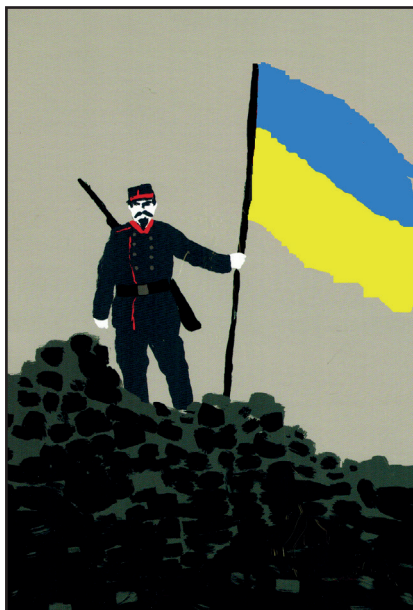
Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui arrêteront la main de fer qui s'abat sur les Russes qui s'opposent à la guerre de Vladimir Poutine.

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui mettront fin à la guerre contre la liberté de l'Ukraine, pas plus qu'ils ne mettront fin à la dictature des oligarques du Kremlin.

C'est la résistance populaire ukrainienne multiforme, les grains de sable que les démocrates de Russie et du Bélarus glisseront dans la machine de guerre russe et l'opinion publique mondiale qui arrêteront les chars de Vladimir Poutine.

Mais dans cette bataille pour l'indépendance et la liberté ukrainiennes, rappelons-nous le pouvoir des *samizdats* et l'effet corrosif qu'ils avaient eu sur la dictature stalinienne.

Les éditions Syllepse (Paris), Spartacus (Paris), Page 2 (Lausanne), M. Éditeur (Montréal) et Massari Editore



(Italie), les revues *New Politics* (New York), *Les Utopiques* (Paris) et *ContreTemps* (Paris) et *Utopia Rossa* (Rome), les sites *À l'encontre* (Lausanne) et *Europe solidaire sans frontières*, le Réseau syndical international de solidarité et de luttes, le Centre tricontinental (Louvain-la-Neuve) qui publie la revue *Alternatives Sud*, ainsi que le blog *Entre les lignes entre les mots* (Paris) s'associent pour donner la parole aux résistances populaires, aux oppositions russes et biélorusses à la guerre, au mouvement syndical et aux mouvements sociaux opposés à la guerre. Ce faisant, ce front éditorial ainsi constitué adresse un message aux soldats russes : «Crosse en l'air».